



ETI

ENQUÊTE

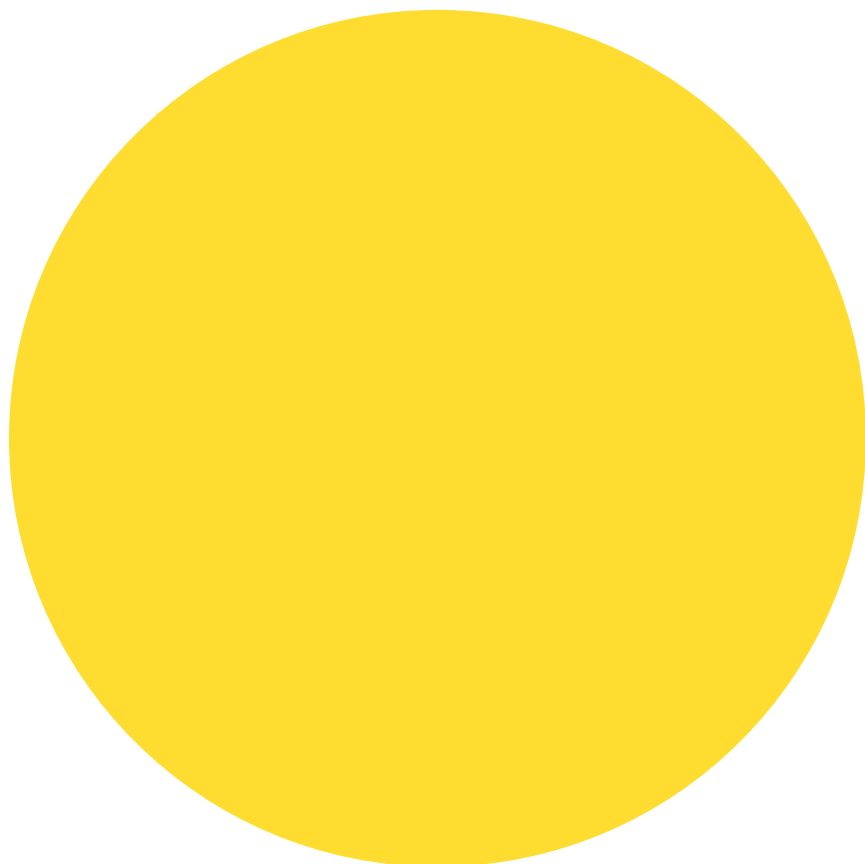
2015



ETI

ENQUÊTE 2015

SYNTHÈSE	4-7
—	
1 PROFIL	8-23
—	
2 ACTIVITÉ	24-33
—	
3 EMPLOI	34-39
—	
4 SITUATION FINANCIÈRE	40-43
—	
5 CROISSANCE INTERNE	44-49
—	
6 CROISSANCE EXTERNE	50-59
—	
7 FINANCEMENTS EXTERNES	60-67
—	
8 MÉTHODOLOGIE	68-71
—	



SYNTHÈSE

LES ETI ANTICIPENT UNE ACCÉLÉRATION DE LEUR ACTIVITÉ EN 2015, TIRÉE PAR LES ENTREPRISES INTERNATIONALISÉES ET INNOVANTES. LES INVESTISSEMENTS ONT SENSIBLEMENT PROGRESSÉ EN 2014 ET DEVRAIENT DE NOUVEAU S'ACCROÎTRE EN 2015.

Ces résultats proviennent de la cinquième enquête annuelle menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des 3 058 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en avril 2015. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 483 ETI.

⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

L'international tire les anticipations pour 2015

Après une croissance encore modérée de leur activité en 2014, les ETI nationales prévoient une sensible accélération en 2015.

L'environnement international plus favorable, marqué par la reprise en zone euro et la baisse du taux de change, profite aux ETI fortement internationalisées (réalisant plus du quart de leur activité à l'international), plus nombreuses en 2014 et qui sont les plus optimistes pour 2015.

En termes sectoriels, l'amélioration est sensible chez les ETI des Services (TIC, Services aux entreprises) tandis que les perspectives restent robustes dans l'Industrie. En revanche dans le Commerce, le Transport et la Construction, l'accélération n'est toujours pas en vue.

Une amélioration des perspectives qui profiterait à l'investissement

L'amélioration anticipée pour 2015 s'appuierait d'une part sur le développement des investissements matériels et immatériels en interne, d'autre part sur la multiplication des opérations de croissance externe, tant en France qu'à l'étranger.

Les investissements de croissance interne ont sensiblement augmenté l'an dernier et devraient poursuivre leur accélération en 2015, notamment chez les ETI internationalisées, chez celles qui innovent et qui se situent dans les secteurs de l'Industrie et des Services.

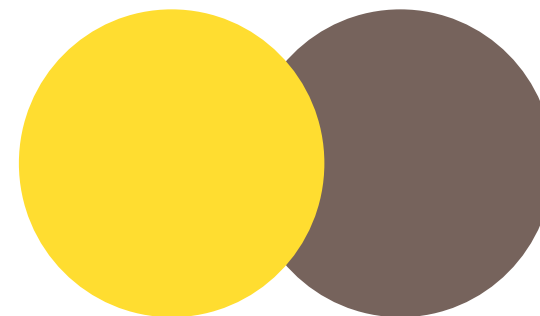
Cette progression se réalise dans un contexte de relâchement des contraintes de développement perçues par les ETI, tant du côté des marges que des conditions d'accès au financement, en net assouplissement avec un coût du crédit historiquement faible.

Les opérations de croissance externe se sont multipliées en 2014 et les projets de création de filiales ou de prise de participations pour 2015 sont également en hausse. En effet, 16 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne étant plus que jamais la principale zone d'implantation ciblée, assez loin devant l'Asie et l'Afrique qui attire cependant de plus en plus les ETI françaises.

Des ETI encore prudentes sur l'emploi en 2015

Les anticipations sur l'emploi sont toutefois toujours mitigées. Le redressement des perspectives d'activité tire les intentions d'embauche en France dans les TIC et les Services aux entreprises, tandis que l'environnement international plus favorable impacterait davantage les effectifs à l'étranger pour les ETI industrielles.

Globalement, l'emploi en France reste pénalisé par les secteurs fortement liés à la demande intérieure (Construction, Commerce, Transports et Hébergement), réduits à la prudence face à une reprise encore très fragile et qui reste à consolider.



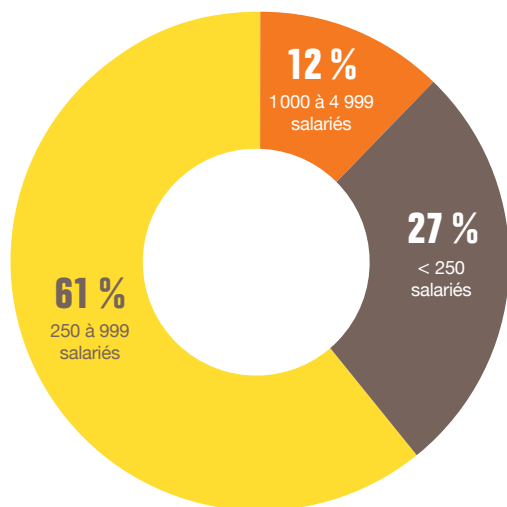
Cette enquête conjointe **DGE-Bpifrance**, consultable sur le site bpifrancelelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans « Le 4 pages » de la **DGE** (N°44, juin 2015).

01.

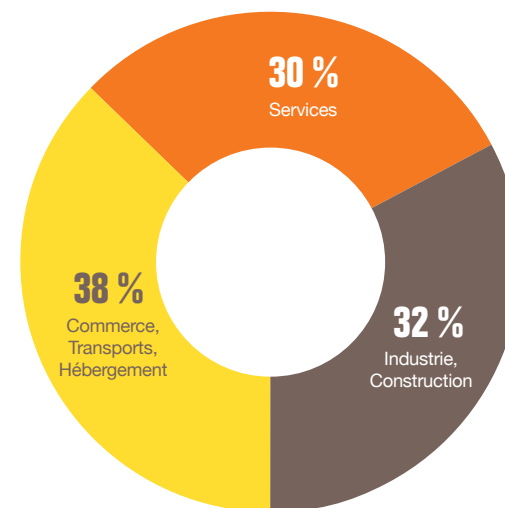
**PROFIL DES ETI
NATIONALES**

Caractéristiques des 3 058 ETI nationales

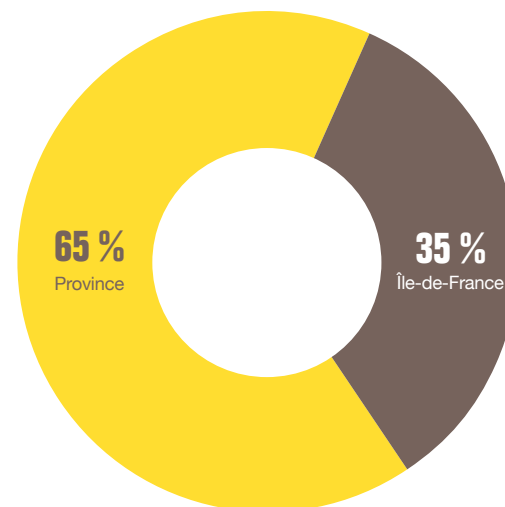
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



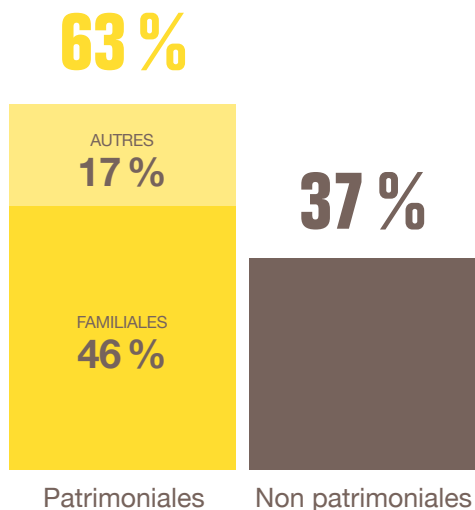
Source : DGE, INSEE.

Caractéristiques des 483 ETI de l'échantillon

Structure capitalistique

Près des deux-tiers (63 %) des ETI sont des entreprises « patrimoniales⁽¹⁾ », leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Les trois-quarts (74 %) d'entre elles sont dites « familiales », l'entreprise appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 46 % des ETI.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL



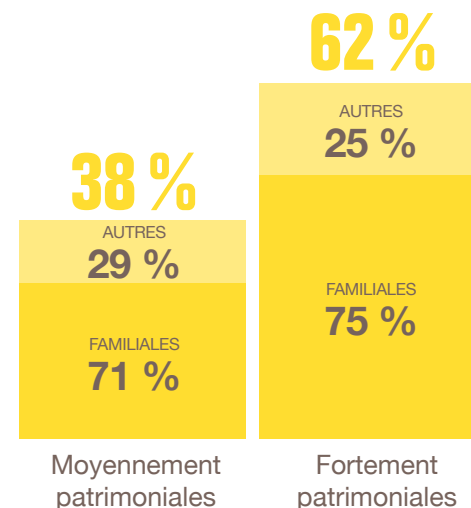
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

⁽¹⁾ Entreprises dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %).

• RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL



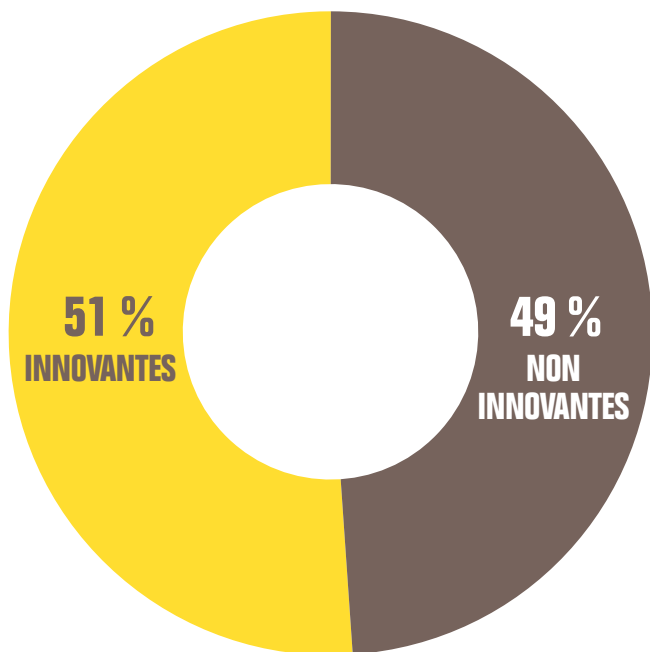
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

ETI et innovation

En 2014, une ETI sur deux a innové, essentiellement en finançant des frais de recherche et développement et en déposant des brevets. Dans l'industrie, 80 % des ETI sont innovantes, 55 % dans le secteur des Services aux entreprises.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

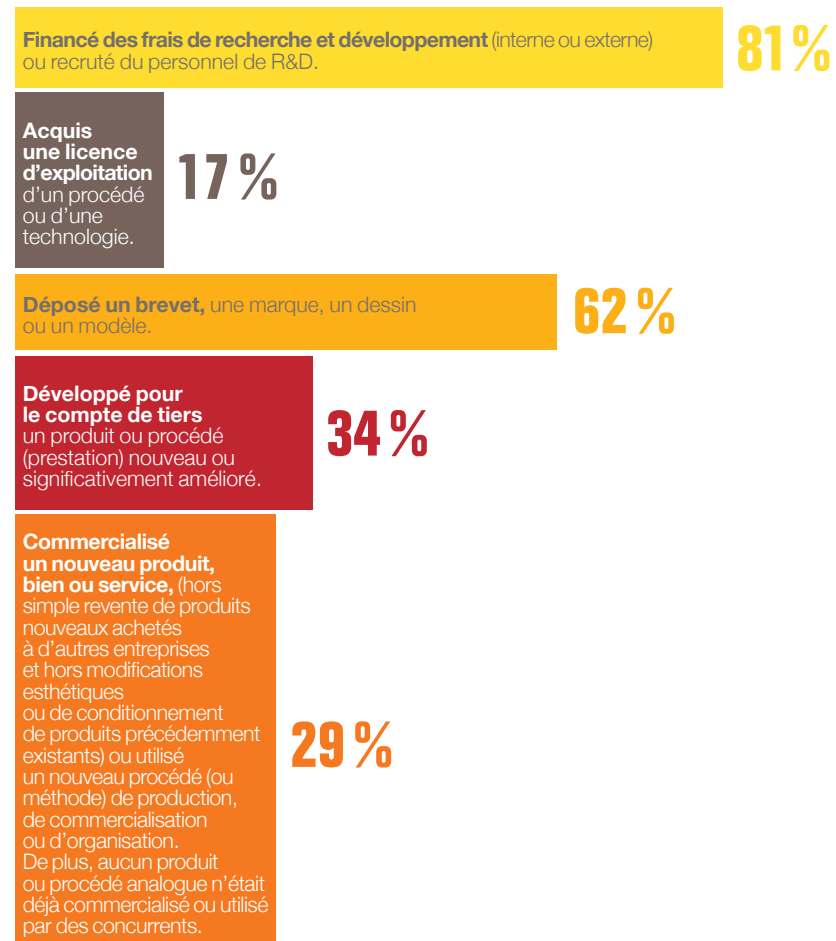


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



Base : échantillon redressé.

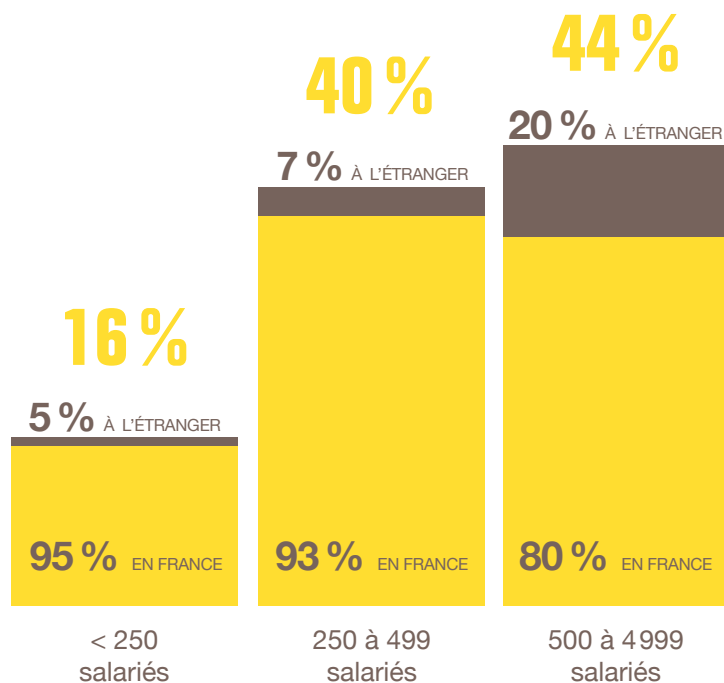
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Emploi

Plus de la moitié des ETI ont moins de 500 salariés.

La moitié des ETI ont moins de 442 salariés (moins de 400 en France) et un quart plus de 800 (plus de 690 en France). En 2014, 83 % des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 17 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

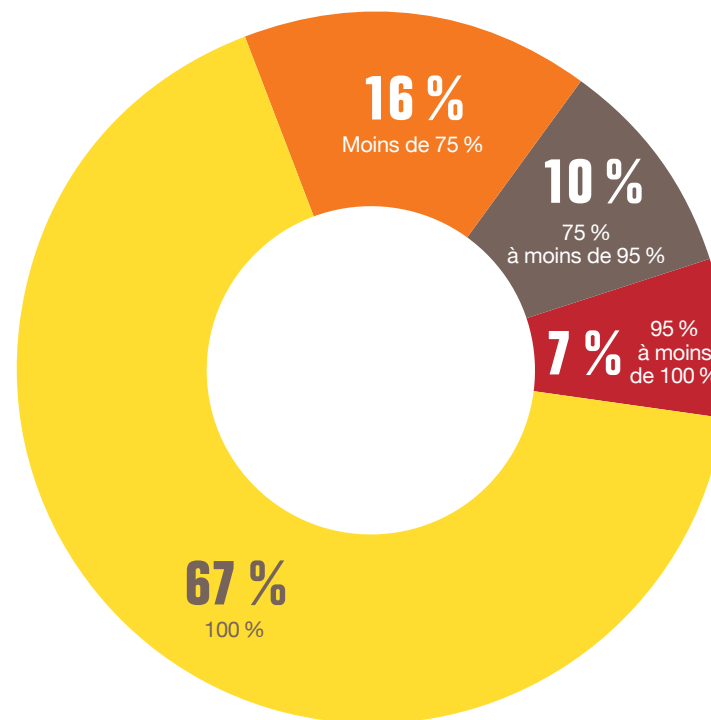


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 67 % y ont la totalité de leur effectif et 84 % y ont plus des trois quarts. Les 16 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France, donc avec une forte présence à l'international, sont pour plus des deux tiers (70 %) des entreprises de 500 salariés ou plus.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Activité à l'international

Deux ETI sur cinq ont une activité à l'international.

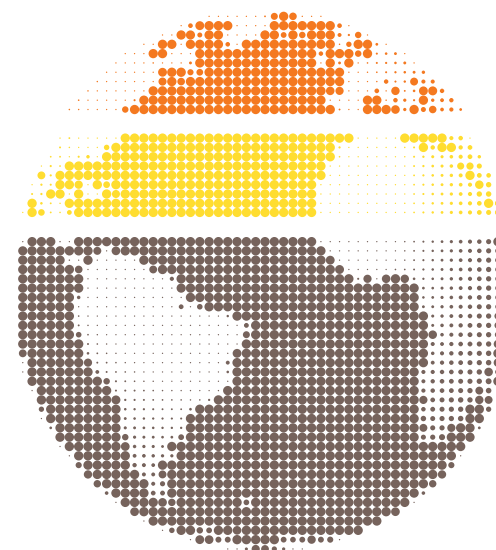
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 16 % et 24 % des ETI effectuent au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

Le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée croît avec la taille de l'entreprise : il est de 13 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 21 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. L'innovation est un facteur encore plus discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 24 % de leur activité à l'international, soit 3 fois plus que les « non innovantes ».

Près des deux tiers (62 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 61 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 37 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



24 % **FORTE**
INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

17 % **MOYENNE**
INTERNATIONALISATION
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

59 % **PAS OU PEU**
D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

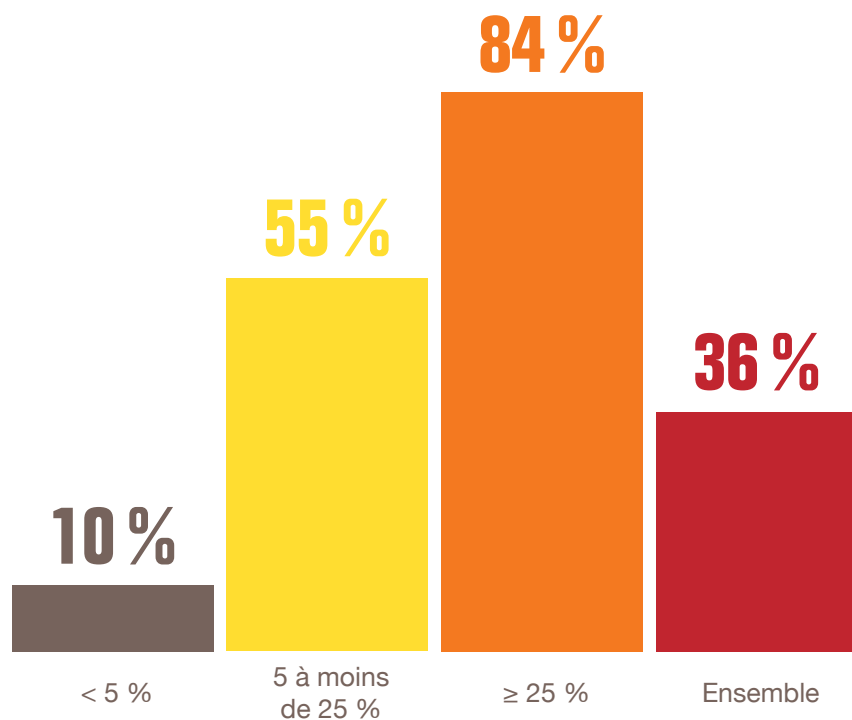
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Implantation à l'étranger

Les ETI, dans leur ensemble, ont en moyenne un peu plus de 2 filiales implantées à l'étranger.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Toutefois, seules 36 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

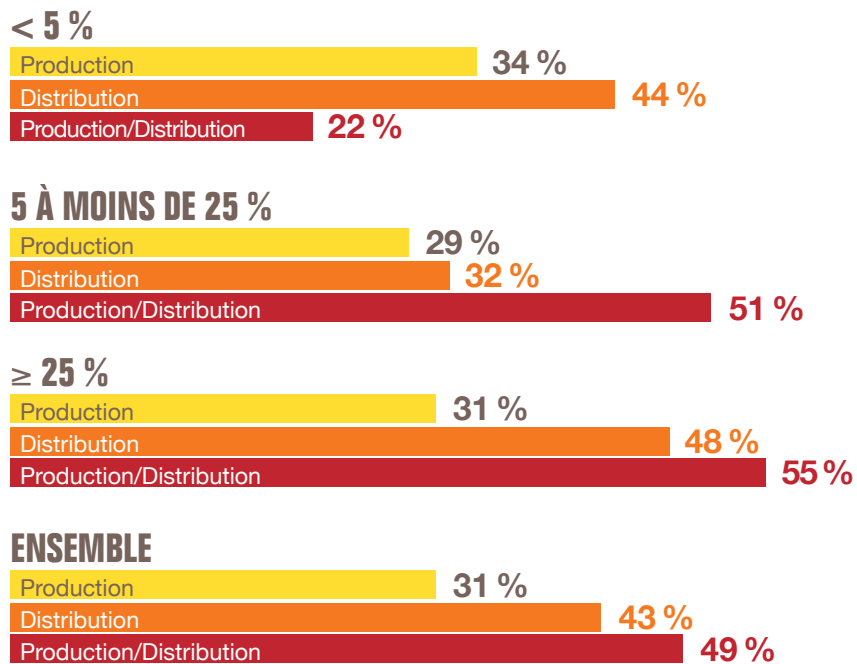
Ces ETI ont, en moyenne, un peu plus de 6 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité : les ETI très internationalisées qui représentent 57 % de cette population (vs 24 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de près de 9 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées de 4 et celles peu ou pas internationalisées de quasi 3 filiales.

Au total, les trois quarts (76 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 82 % d'ETI innovantes.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées, notamment dans la distribution (44 % de ces ETI disposant de telles filiales). Pour les ETI moyennement et fortement internationalisées, plus de la moitié d'entre elles ont des filiales mixtes.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE

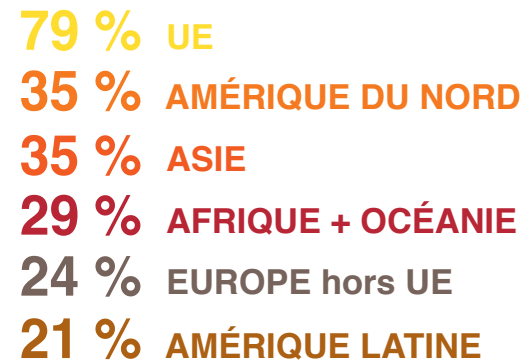
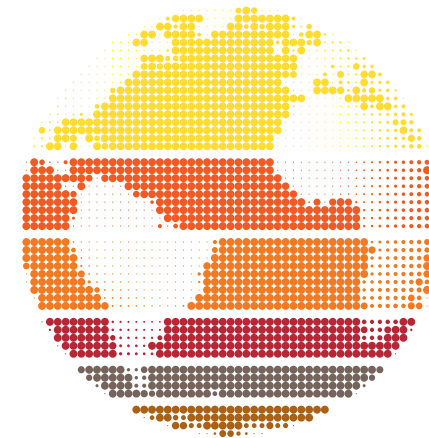


Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Quatre ETI sur cinq avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Plus d'un tiers (35 %) également sont présentes en Asie et en Amérique du Nord et près de 30 % en Afrique et Océanie.

• ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

02.

ACTIVITÉ

**LES ETI NATIONALES PRÉVOIENT
UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION
DE LEUR CROISSANCE EN 2015,
PLUS PRONONCÉE PARMIS
LES ENTREPRISES INTERNATIONALISÉES
ET LES « NON FAMILIALES »**

En avril 2015, 43 % des ETI nationales⁽¹⁾ anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année contre 15 % seulement une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité⁽²⁾ s'établit donc à + 28, au lieu de + 23 début 2014, ce qui le rapproche de sa valeur moyenne sur cinq ans (+ 30,6).

Les perspectives de croissance en 2015 sont toujours très corrélées à la taille de l'entreprise. Elles sont deux fois plus élevées chez les ETI de 500 à 5 000 salariés (indicateur à + 41) que chez celles employant moins de 500 salariés (+ 19). Cependant, les anticipations de ces dernières se sont nettement redressées en un an.

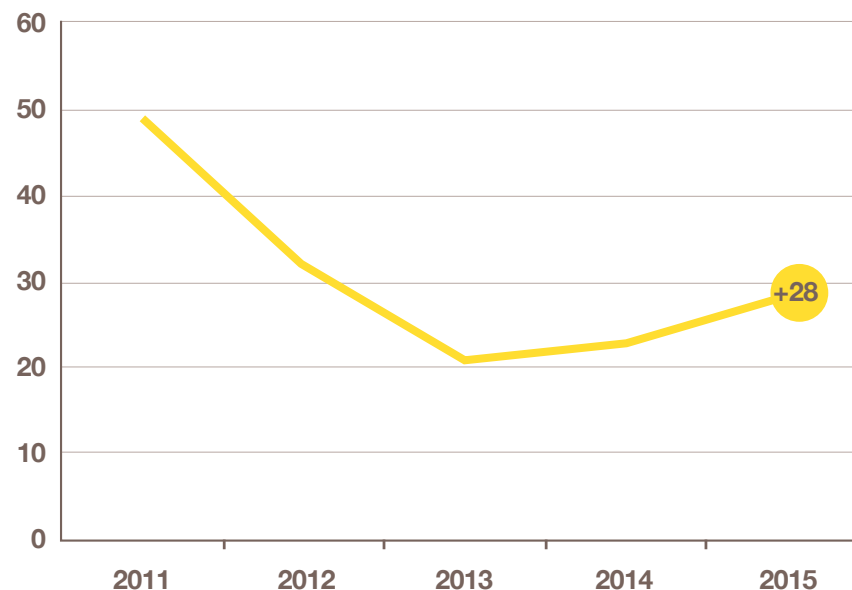
Les anticipations demeurent un peu supérieures à la moyenne dans l'Industrie (+36), dans la même tendance qu'en 2014 (+37). L'amélioration attendue la plus nette provient du secteur des Services⁽³⁾, dont l'indicateur avancé progresse de 15 points à +42, tandis que celui de la Construction annonce une stabilisation de l'activité (indicateur nul) après un net recul en 2014 (-18).

L'accélération anticipée de l'activité provient essentiellement des ETI internationalisées. L'indicateur prévisionnel gagne 9 points sur un an, à +49, chez celles qui réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'international (exportations de France + activité des filiales situées à l'étranger). En outre, les ETI qui emploient plus du quart de leurs effectifs hors de France affichent un indicateur prévisionnel d'activité record, à +61 (idem en 2014). A contrario, celui des ETI dont la totalité des salariés sont employés en France, à +19, est sensiblement inférieur à la moyenne (+28), même s'il progresse de 7 points sur douze mois. L'amélioration attendue en 2015 par ces ETI « hexagonales » provient de celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation.

Les ETI innovantes sont plus optimistes que les autres. Leur indicateur d'activité pour 2015 ressort à +39, contre +17 pour les « non innovantes ».

Les entreprises « familiales⁽⁴⁾ » ont des anticipations de croissance à court terme plus faibles que les autres. Ces dernières ont un indicateur avancé pour 2015 à +21, en recul de 4 points par rapport à l'an passé, contre +31 pour les autres, en hausse de 10 points. Cet écart pourrait s'expliquer par une forte présence des ETI familiales dans les secteurs aval.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR 2015 (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.

(3) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de Services.

(4) Entreprise dont au moins de la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues ayant un lien de parenté entre elles.

• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2015**
(SOLDE D'OPINION EN %)

Lecture : 44 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Le solde prévisionnel d'évolution de leur activité en 2015 s'établit à +41, contre +39 prévu en mars 2014 pour cette année-là.

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2014
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 18	+ 1
250 à 499 salariés	40 %	+ 19	+ 13
500 à 4999 salariés	44 %	+ 41	+ 39
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 30	+ 26
<i>Dont Industrie</i>	27 %	+ 36	+ 37
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 16	+ 16
Services	30 %	+ 42	+ 27
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	+ 19	+ 13
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 32	+ 36
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 49	+ 40
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 61	+ 61
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 29	+ 38
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 44	+ 44
100 %	67 %	+ 19	+ 12
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 39	+ 32
ETI non innovantes	49 %	+ 17	+ 11
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 35	+ 28
Patrimonial	63 %	+ 24	+ 20
Dont familial	46 %	+ 21	+ 25
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 28	+ 23

Base : échantillon redressé.

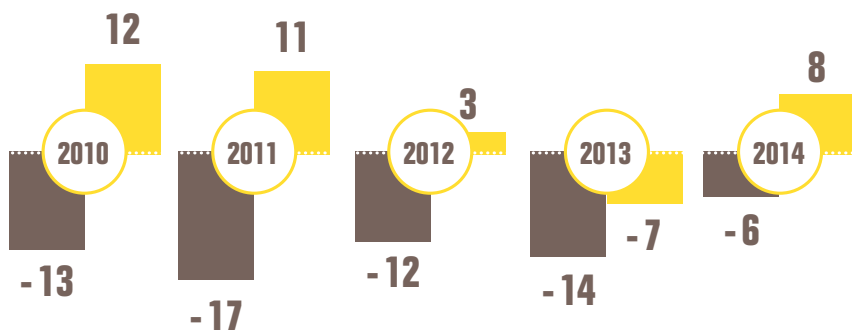
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Exportations

Les objectifs fixés ont globalement été atteints pour la première fois depuis 2010

En 2014, les ETI « fortement internationalisées » ont dans leur grande majorité atteint ou dépassé leurs objectifs à l'exportation, contrairement à l'année précédente. Pour leur part, les ETI « moyennement internationalisées » les ont presque atteints, avec un indicateur au plus haut sur ce point depuis 2010, à -6 contre -14 en 2013. Le net recul du cours de l'euro au second semestre 2014 a sans doute facilité cette performance.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Part du CA à l'international :

■ 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)

■ 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

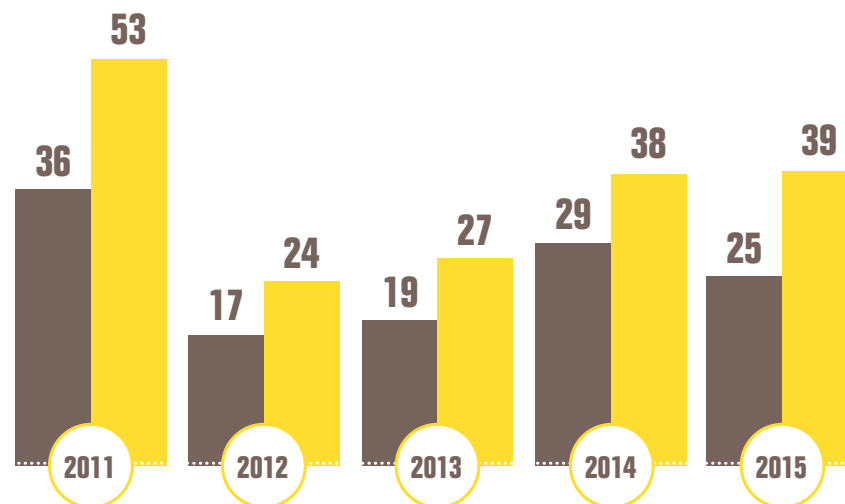
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les prévisions d'évolution des exportations en 2015 sont toujours optimistes pour les ETI très internationalisées

L'activité à l'international des ETI devrait poursuivre sa croissance soutenue en 2015 chez les entreprises « très internationalisées » mais ralentir un peu chez celles « moyennement internationalisées ».

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS)



Part du CA à l'international :

■ 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2014)

■ 25 % et plus (24 % des ETI en 2014)

Base : échantillon redressé.

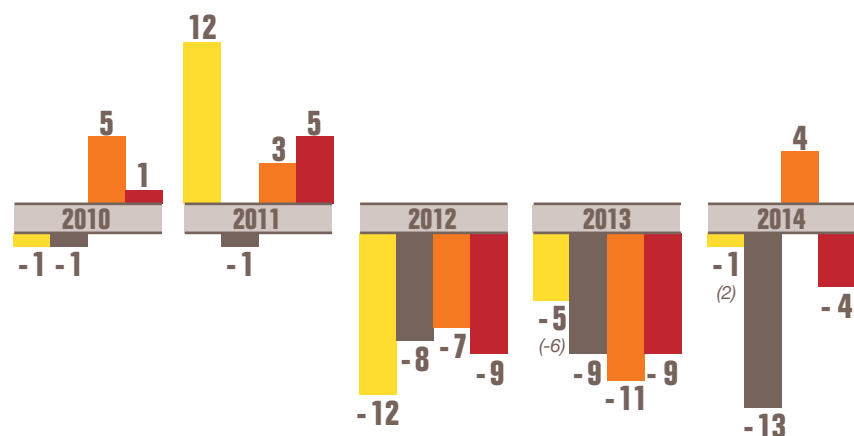
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les carnets de commandes se sont un peu regarnis en 2014

Le niveau des carnets de commandes ou réservations reçues en 2014 est en léger redressement par rapport aux deux années précédentes, avec un solde d'opinion à -4⁽¹⁾, en hausse de 5 points par rapport à 2013.

L'amélioration est particulièrement sensible dans l'Industrie (hausse de 8 points, à +2) et les Services (plus 15 points, à +4).

• INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Secteur d'activité :

■ Industrie, Construction (dont Industrie) ■ Services
■ Commerce, Transports, Hébergement ■ Ensemble

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les carnets de commandes se sont regarnis en 2014 chez les ETI innovantes, avec un indicateur nul, en hausse de 9 points sur un an. Ils sont demeurés médiocres chez les ETI non innovantes, à -8 (idem 2013).

(1) Solde des pourcentages des opinions opposées : 13 % « bien garnis » moins 17 % « faibles » en 2014.

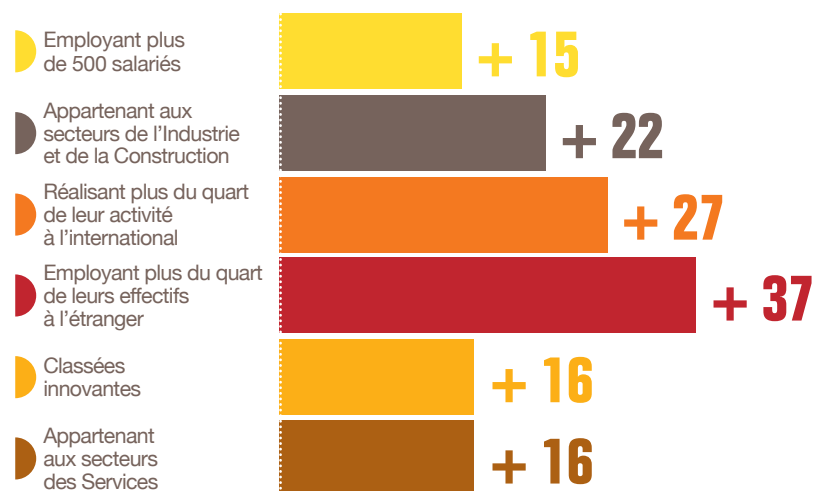
Ils ont rebondi chez les entreprises fortement internationalisées, où l'indicateur passé des carnets est remonté de 21 points en 2014, à +11, tandis qu'il est demeuré au plus bas, à -12, chez les ETI qui n'exportent pas du tout ou moins de 5 % de leur production.

L'indicateur passé des commandes est sensiblement plus élevé chez les ETI non patrimoniales (+6, en hausse de 10 points) que chez les ETI familiales (-13, en recul de 6 points).

Une poursuite du renforcement de la demande est escomptée en 2015

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse encore de 2 points en un an, à +8.

• IL EST SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE LA MOYENNE CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

03.

EMPLOI
MALGRÉ LE MIEUX ESPÉRÉ
SUR L'ACTIVITÉ, DES PERSPECTIVES
D'EMBAUCHE ENCORE TRÈS PRUDENTES

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI
EN 2015
(EN SOLDE D'OPINION)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (Rappel mars 2014)	FRANCE (Rappel mars 2014)
TAILLE			
< 250 salariés	16 %	+ 3 (- 1)	+ 13 (+ 6)
250 à 499 salariés	40 %	+ 1 (+ 5)	+ 1 (+ 9)
500 à 4999 salariés	44 %	+ 23 (+ 23)	+ 10 (+ 17)
SECTEURS			
Industrie, Construction	32 %	+ 18 (+ 18)	0 (+ 7)
Dont Industrie	27 %	+ 21 (+ 21)	+ 3 (+ 10)
Commerce, Transports, Hébergement	38 %	+ 3 (+ 8)	+ 4 (+ 13)
Services	30 %	+ 14 (+ 9)	+ 18 (+ 17)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2014			
Moins de 5 %	59 %	- 1 (+ 3)	+ 1 (+ 12)
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 17 (+ 16)	+ 19 (+ 21)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 38 (+ 35)	+ 10 (+ 10)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2014			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 61 (+ 57)	+ 13 (+ 17)
75 % à moins de 95 %	10 %	+ 16 (+ 29)	+ 18 (+ 17)
95 % à moins de 100 %	7 %	+ 5 (+ 15)	+ 33 (+ 49)
100 %	67 %	+ 0 (0)	+ 1 (+ 8)
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	51 %	+ 22 (+ 19)	+ 14 (+ 16)
ETI non innovantes	49 %	+ 1 (+ 4)	+ 7 (+ 8)
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	37 %	+ 14 (+ 15)	+ 12 (+ 12)
Patrimonial	63 %	+ 9 (+ 9)	+ 4 (+ 13)
Dont familial	46 %	+ 10 (+ 11)	0 (+ 15)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 11 (+ 12)	+ 7 (+ 13)

Base : échantillon redressé.

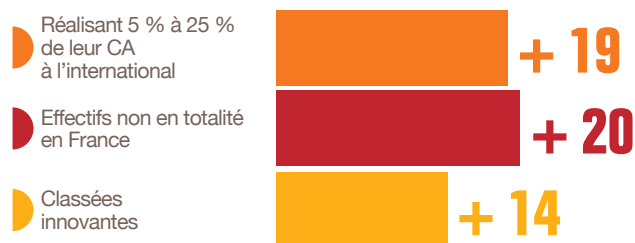
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

La hausse des effectifs devrait décélérer en France...

Les ETI prévoient un sensible ralentissement de la croissance de leurs effectifs en France, avec un indicateur prévisionnel en recul de 6 points en un an, à +7, ce qui le ramène au niveau de 2013 (+6), bien en dessous de ceux du début de la décennie (+23 en 2011 et +20 en 2012).

D'un point de vue sectoriel, la croissance des effectifs employés au sein de l'Hexagone resterait soutenue dans les Services, l'indicateur prévisionnel gagnant 1 point sur un an, à +18. En revanche, elle serait très faible dans l'Industrie (+3, après +10) et le groupe « Commerce, Transports et Hébergement » (+4, contre +13 en 2014).

- **LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS SALARIÉS EN FRANCE SONT PLUS FORTES QUE LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)**



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

...mais rester soutenue à l'étranger

L'indicateur prévisionnel d'évolution des effectifs consolidés hors de France se maintient à un palier haut, à +11, après +12 en 2014.

Il est toujours le plus élevé dans l'Industrie, à +21 (idem en 2014), assez au-dessus de celui des Services, à +14 (contre +9).

- **TRÈS LOGIQUEMENT, L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS À L'ÉTRANGER CULMINE DANS LES ENTREPRISES TRÈS INTERNATIONALISÉES : (SOLDE D'OPINION EN %)**

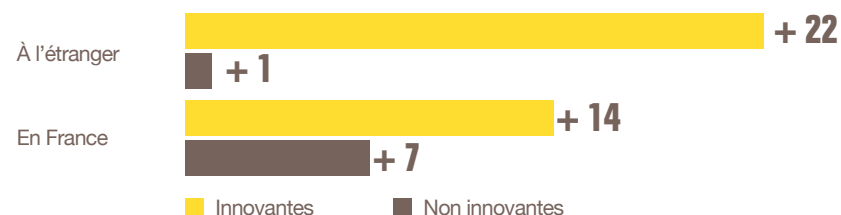


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Les ETI classées innovantes ont des anticipations de croissance de leurs effectifs consolidés plus élevées que les non innovantes, tant à l'étranger qu'en France.

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE CROISSANCE DES EFFECTIFS SELON LE CARACTÈRE INNOVANT DES ETI**



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGE** auprès de ETI.

Pour résumer, on note deux dynamiques différentes. Les ETI de l'Industrie vont bien et pensent accroître leurs effectifs mais principalement en dehors de l'Hexagone à ce stade. À l'opposé, l'activité étant moins allante chez les ETI du Commerce, des Transports et du Tourisme, celles-ci ne prévoient guère d'augmenter leurs effectifs, ni en France, ni à l'étranger.

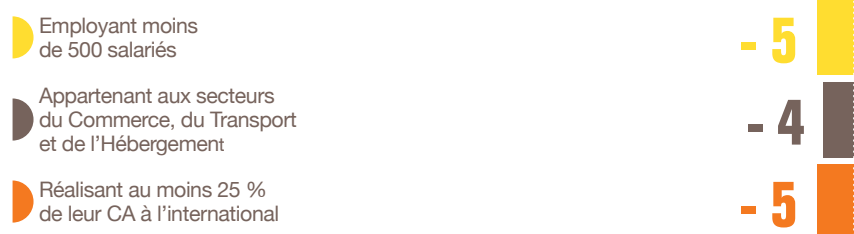
04.

SITUATION FINANCIÈRE
LES TRÉSORERIES ONT ÉTÉ ASSEZ SOUPLES
EN 2014 ET DEVRAIENT LE DEMEURER
EN 2015

La situation de la trésorerie en 2014 est considérée « aisée » par 21 % des ETI et « difficile » par 20 % d'entre elles. L'indicateur passé de la trésorerie se maintient donc à +1, tout comme en mars 2014.

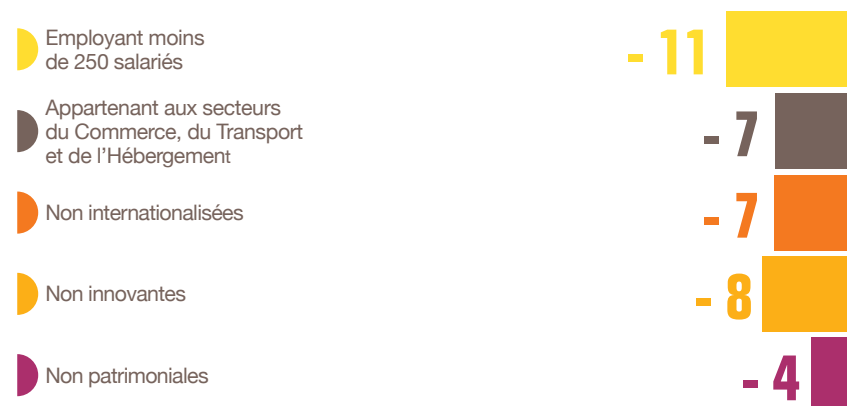
Les ETI dans leur ensemble tablent sur une stabilité de la situation de trésorerie en 2015, avec un indicateur prévisionnel à +1, contre +4 début 2014.

• **SELON CET INDICATEUR, LA TRÉSORERIE PASSÉE EST INFÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

• **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EST CEPENDANT NÉGATIF POUR LES ETI SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

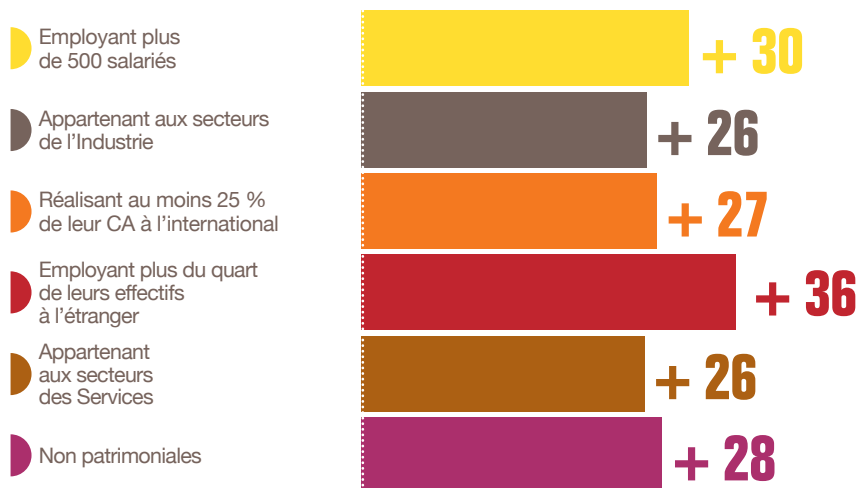
05.

CROISSANCE INTERNE

LES INVESTISSEMENTS ONT ÉTÉ
ASSEZ DYNAMIQUES EN 2014
ET DEVRAIENT POURSUIVRE
LEUR CROISSANCE EN 2015

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global de leurs investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ de 2014 par rapport à ceux de 2013. Ils ont augmenté pour 39 % des entreprises et diminué pour 18 %, ce qui donne un indicateur des investissements passés à +21, en hausse de 8 points sur un an et dans la moyenne de long terme (+21,6), porté notamment par la hausse des investissements industriels et dans les Services (+14 points).

- **SELON CET INDICATEUR, LES INVESTISSEMENTS INTERNES ONT CONNU LA CROISSANCE LA PLUS VIVE EN 2014 DANS LES ETI AYANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

- **À L'OPPOSÉ, LA PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS INTERNES A ÉTÉ PLUS MODÉRÉE EN 2014 POUR LES ENTREPRISES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)

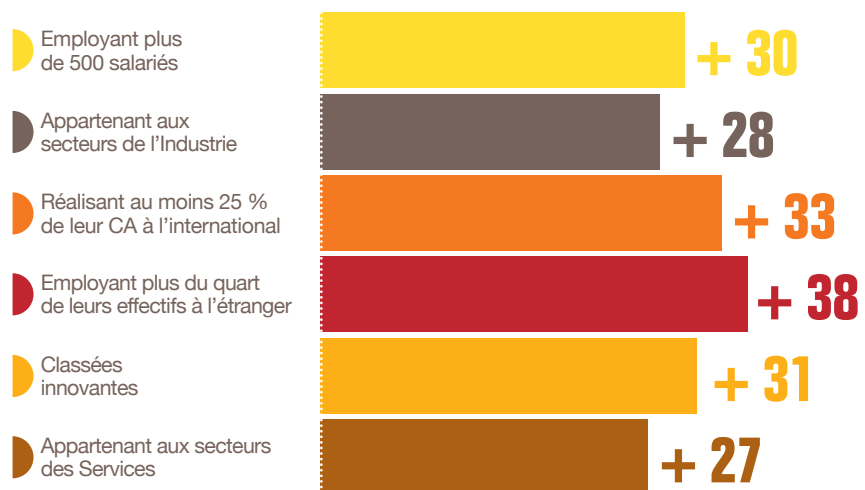


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les intentions de développement des investissements de croissance interne en 2015 sont de nouveau en hausse, l'indicateur prévisionnel pour l'année en cours gagnant 3 points sur un an, à +20 (moyenne sur la décennie de +18). Là encore, le redressement des anticipations concerne les services et l'industrie, et de manière générale, les entreprises innovantes.

• **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LES ETI :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les intentions d'investissement sont encore modérées chez les ETI de moins de 500 salariés (indicateur prévisionnel à +12) mais assez volontaristes chez les ETI familiales (+22). Elles restent négatives dans le secteur de la Construction (-14).

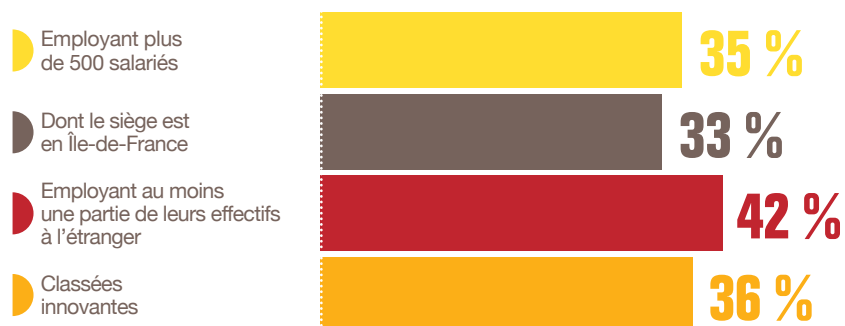
06.

CROISSANCE EXTERNE
CRÉATIONS DE FILIALES ET PRISES
DE PARTICIPATION EN HAUSSE,
TANT EN FRANCE QU'À L'ÉTRANGER

Un peu plus du quart des ETI a créé au moins une filiale en 2014

Dans leur ensemble, 27 % des ETI nationales ont créé au minimum une nouvelle filiale en 2014, contre 23 % en 2013, indépendamment de la localisation en France ou à l'étranger.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



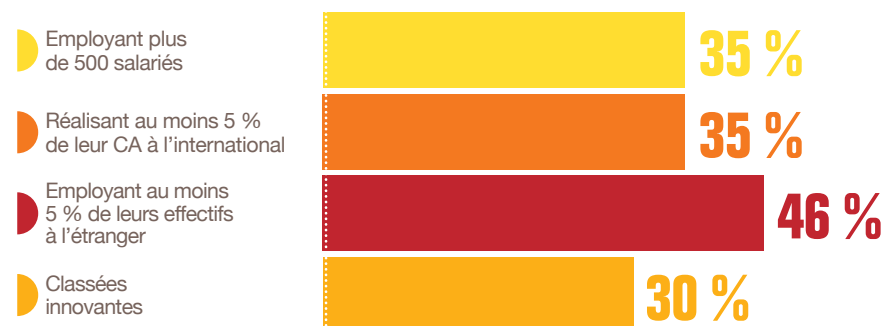
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Un quart des ETI a des projets de création de nouvelles filiales en 2015

24 % des ETI envisagent de créer au moins une nouvelle filiale en 2015, à comparer à 25 % en 2014. La proportion est indépendante du secteur d'activité.

- **ELLE EST SUPÉRIEURE À LA MOYENNE DANS LES ENTREPRISES AYANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



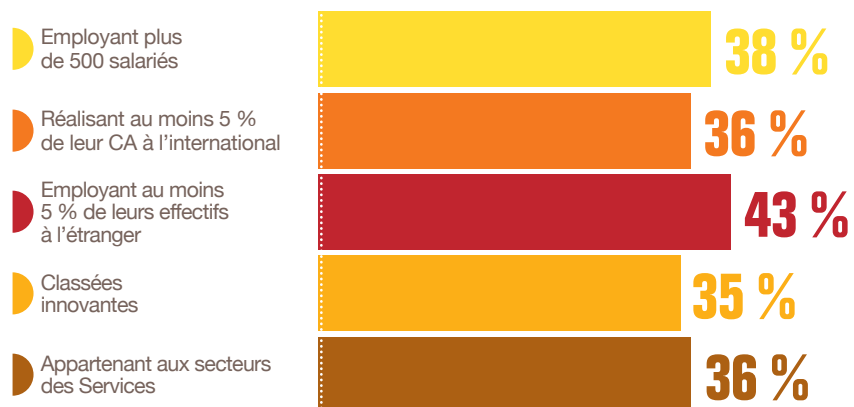
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2014...

29 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre entreprise en 2014, contre 25 % en 2013.

• LA PROPORTION EST PLUS ÉLEVÉE DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

...et 35 % pensent prendre de nouvelles participations en 2015

Cette proportion est en hausse de 3 points par rapport à 2014.

• LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

17 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

• RÉPARTITION DES 17 % D'ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION

(Rappel pour 14 % en 2014)

UNION EUROPÉENNE



ASIE



EUROPE HORS UE



AFRIQUE+OCÉANIE



AMÉRIQUE DU NORD



AMÉRIQUE LATINE



Lecture : 10 % des ETI ont un projet à court terme dans l'UE, contre 6 % en 2014

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

L'Union européenne demeure, plus que jamais, la première zone d'implantation recherchée, 10 % des ETI y ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie et l'Afrique, cette dernière enregistrant une progression notable, ciblées chacune par 5 % des ETI.

Parmi ces 17 % d'ETI ayant des projets fermes d'implantation à l'international, quatre sur cinq disposent déjà d'au moins une filiale ou d'un partenariat à l'étranger.

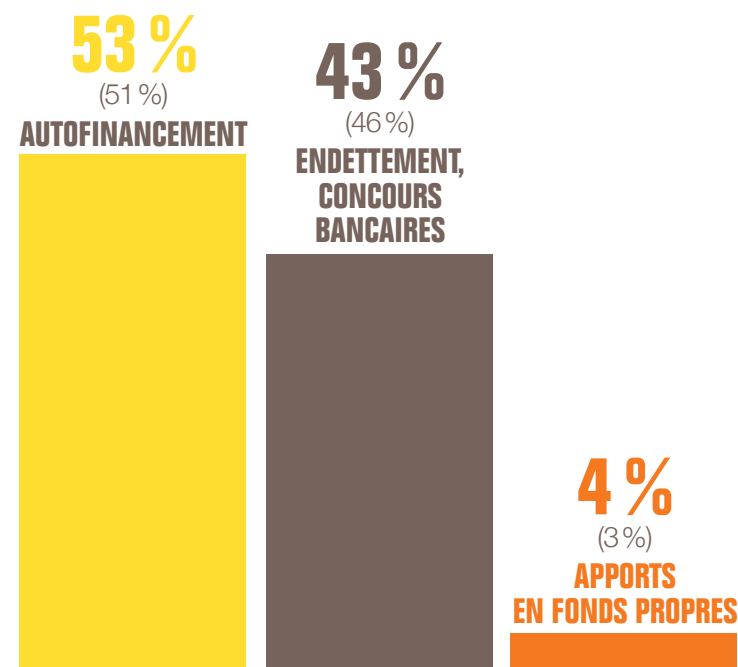
Un peu plus de la moitié des investissements de croissance de 2014 ont été autofinancés...

L'endettement et les concours bancaires classiques ont couvert 43 % en moyenne des besoins de financement des investissements de croissance réalisés en 2014, soit 3 points de moins qu'en 2013.

L'autofinancement a progressé de 2 points, à 53 %, tandis que les apports en fonds propres ont accru leur part relative de 1 point, à 4 %.

• PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2014

(rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

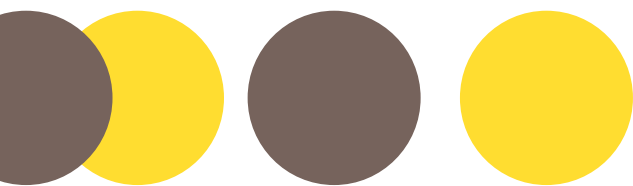
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

...et les ETI souhaitent recourir sensiblement plus à l'endettement et aux concours bancaires en 2015

Les investissements de croissance, tant interne qu'externe, sont prévus en hausse significative en 2015, ce qui devrait concourir à l'augmentation des besoins de financement des ETI.

Dans un contexte de coût du crédit exceptionnellement bas, et de trésoreries parfois un peu tendues, les ETI souhaitent réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier et des concours bancaires classiques. En effet, 24 % voudraient augmenter la part relative de ces concours financiers et 10 % seulement la diminuer, ce qui donne un indicateur prévisionnel à +14.

Pour sa part, l'indicateur prévisionnel d'utilisation de l'autofinancement ressort à -11, tandis qu'il est légèrement positif pour le recours aux fonds propres, à +1.



07.

**FINANCEMENTS
EXTERNES**

**LES ETI OBTIENNENT LE PLUS SOUVENT
LES CONCOURS FINANCIERS
QUI LEUR SONT NÉCESSAIRES**

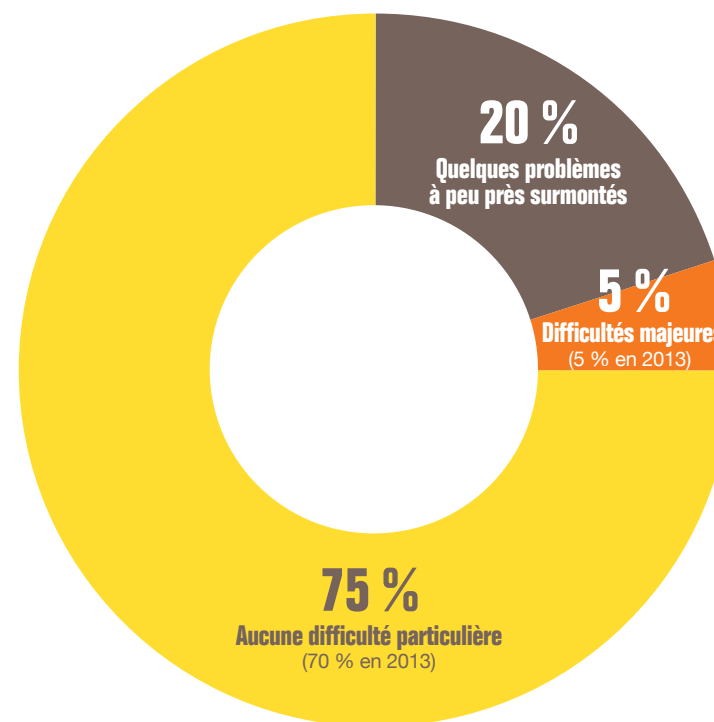
Seules 5 % des ETI ont eu des difficultés majeures d'accès au crédit en 2014, comme en 2013

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu rencontrer dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.

En 2014, 3 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, proportion identique à celle de l'année précédente.

D'un autre côté, 3 % des ETI ont dû annuler ou reporter leurs projets d'investissement en 2014, au lieu de 4 % en 2013, faute d'appui de la part des établissements de crédit.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2014 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT :
(rappel en 2013)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

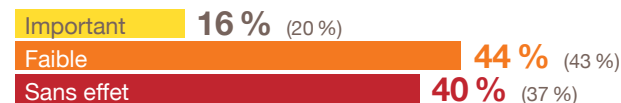
Les freins au développement s'atténuent de façon significative

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur quatre types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise : « le manque de fonds propres », « l'endettement excessif », « le resserrement des conditions d'accès au crédit » et « la réduction des marges ». Ils sont tous un peu moins fortement ressentis qu'en 2014.

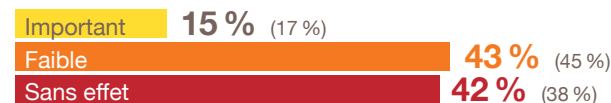
Les trois premiers facteurs, purement financiers, sont considérés comme un frein important par une ETI sur six seulement, au lieu de une sur cinq précédemment. La réduction des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement de l'entreprise, même si ce frein se relâche légèrement (55 % des ETI, contre 58 % en 2014).

• APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN AVRIL 2015 (rappel en mars 2014)

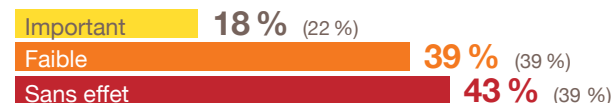
MANQUE DE FONDS PROPRES



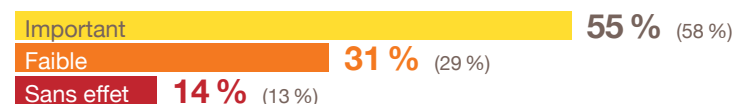
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès de ETI.

Les contraintes d'accès au crédit se relâchent

En ce qui concerne l'accès aux concours bancaires à court terme, seule la demande de garanties pèse de façon significative, avec 21 % de citations mais s'inscrit en recul par rapport à l'an passé (24 % en 2014), à l'instar des autres contraintes (coût d'assurance, taux).

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN AVRIL 2015 (rappel en mars 2014)

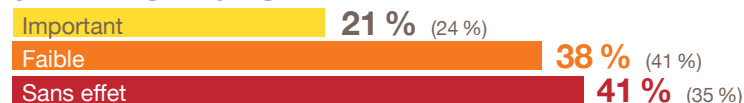
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE



GARANTIES EXIGÉES



En matière d'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI s'améliore également significativement.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont jugées pesantes par 28% des ETI, contre 32 % en 2013.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement sont jugés pénalisants par seulement une ETI sur dix, proportion en légère baisse sur un an.

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN AVRIL 2015 (rappel en mars 2014)

NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE

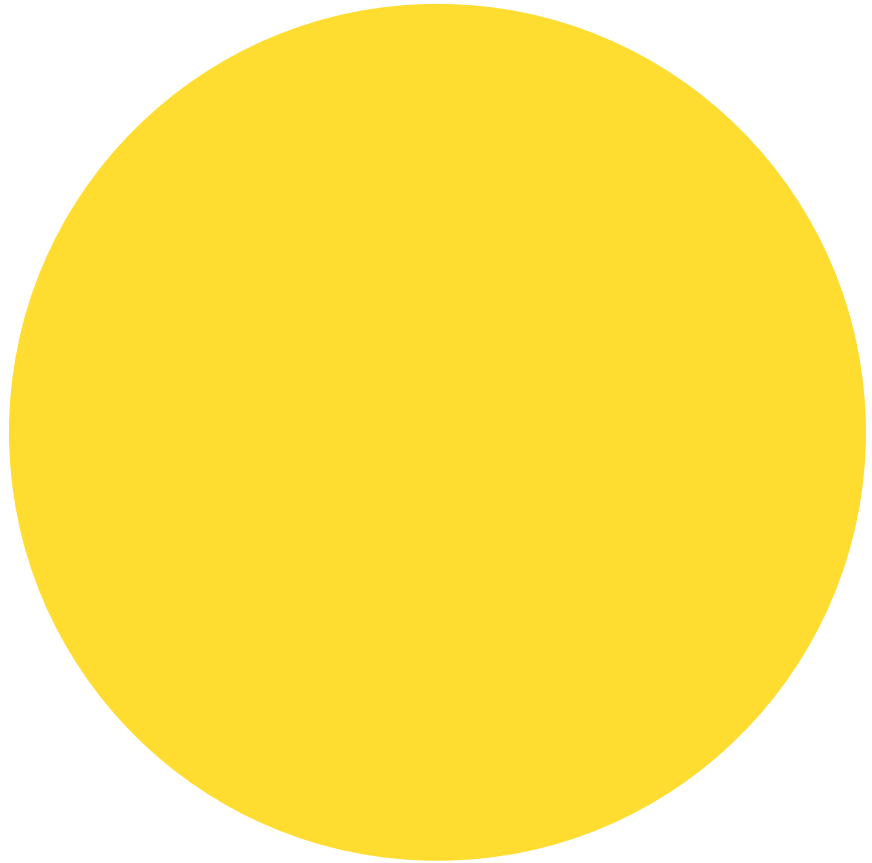


GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance – DGE auprès de ETI.



Ces résultats proviennent de la 5e enquête de conjoncture menée conjointement par la **DGE** et **Bpifrance** auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en avril 2015. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises**⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE)**.

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 058 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 742 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2014 et de 2 316 entreprises qualifiées « ETI »⁽³⁾ par la **DGE**.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises fin mars 2015. Sur les 644 questionnaires reçus avant le 29 avril, 483 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (78% de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

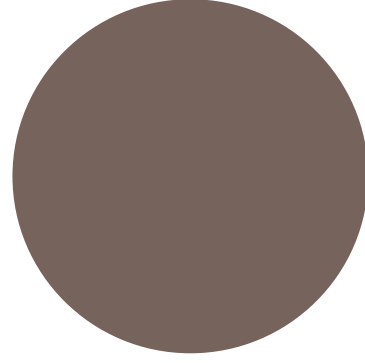
Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution = $[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau = $[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$

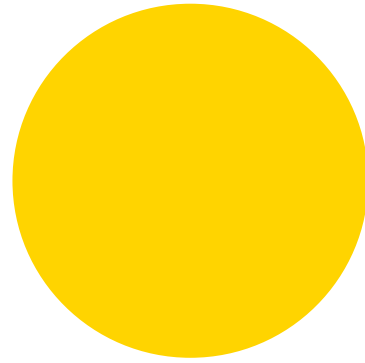
⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

⁽²⁾ Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

⁽³⁾ Les entreprises ont été sélectionnées à partir des bases INSEE.



SERVIR
L'AVENIR





ETI

ENQUÊTE

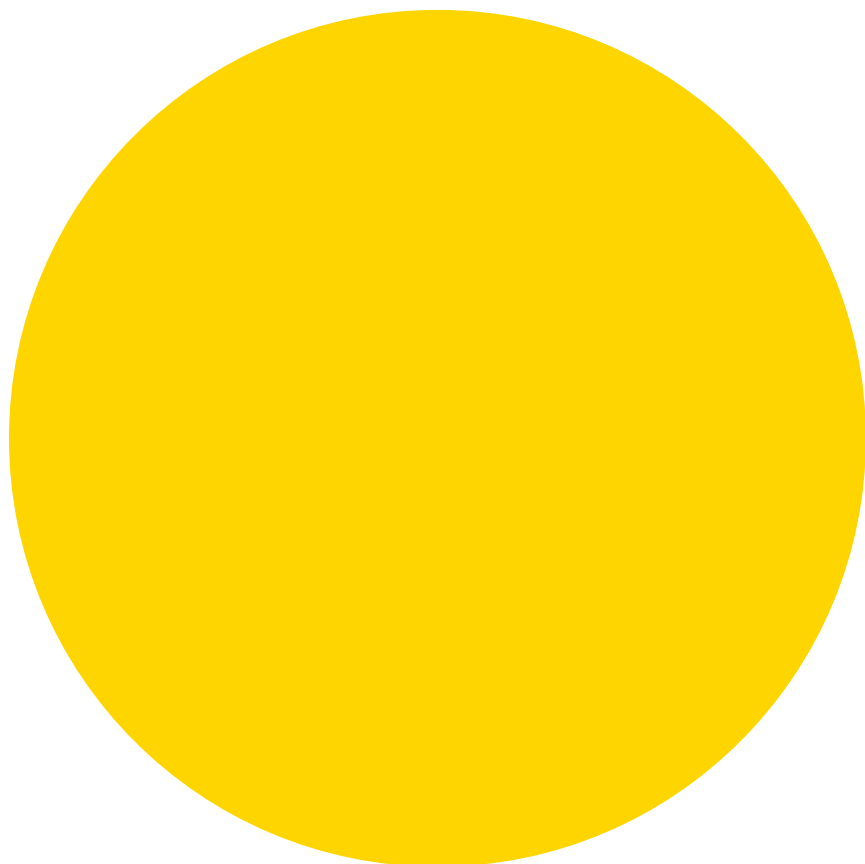
2016



ETI

ENQUÊTE 2016

SYNTHÈSE	3-4
—	
1 PROFIL	5-12
—	
2 ACTIVITÉ	13-17
—	
3 EMPLOI	18-19
—	
4 SITUATION FINANCIÈRE	20-21
—	
5 CROISSANCE INTERNE	22-23
—	
6 CROISSANCE EXTERNE	24-28
—	
7 FINANCEMENTS EXTERNES	29-32
—	
8 MÉTHODOLOGIE	33-34
—	



SYNTHÈSE

**LES ETI SONT OPTIMISTES QUANT
À L'ÉVOLUTION DE LEUR ACTIVITÉ EN 2016.
LES PRÉVISIONS SONT VOLONTARISTES,
TANT POUR LES INVESTISSEMENTS
DE CROISSANCE INTERNE QU'EXTERNE.**

Ces résultats proviennent de la 6^e enquête annuelle menée conjointement par la DGE et **Bpifrance** auprès des 3 683 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en mars-avril 2016. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 507 ETI.

⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

Les perspectives d'évolution de l'activité en 2016 sont franchement positives même si le ralentissement de l'activité mondiale est ressenti par les ETI les plus internationalisées

Les ETI sont globalement plus optimistes pour 2016 qu'elles ne l'étaient pour 2015, confirmant la tendance au redressement observée depuis 2 ans. Avec des bonnes nouvelles, notamment pour les secteurs tournés vers le marché intérieur, en cohérence avec la reprise économique qui se confirme en France. Les anticipations redeviennent en effet légèrement positives dans la Construction et s'améliorent sensiblement dans les secteurs liés à la consommation des ménages (Commerce, Transports, Hébergement-restauration).

Les anticipations conservent leur niveau satisfaisant de 2015 dans les Services (TIC, Services aux entreprises) et l'Industrie, malgré des carnets de commandes un peu plats, les perspectives de développement pour les ETI tournées vers l'international étant un peu freinées par les inquiétudes sur la demande mondiale.

Les objectifs 2015 à l'export ont tout juste été atteints pour les ETI présentes sur les marchés extérieurs, conséquence du ralentissement de l'activité des grandes économies émergentes. Cependant, leurs anticipations d'évolution de l'activité à l'international en 2016 sont très positives et au plus haut depuis le début de la décennie.

Au-delà des disparités sectorielles, c'est véritablement l'innovation conduite au sein de l'entreprise qui conditionne toujours les perspectives de développement de l'activité, tant en France qu'à l'étranger.

L'accélération de la reprise devrait se traduire par un rebond de l'emploi

La demande se redressant dans l'Hexagone, les effectifs des ETI y sont prévus en sensible hausse. Ils progresseraient assez vivement en France dans tous les secteurs d'activité, excepté l'Industrie et la Construction où leur augmentation serait très limitée. Les effectifs devraient croître plus rapidement sur le territoire national que dans les filiales à l'étranger, sauf chez les ETI industrielles.

L'investissement reste robuste, avec une nette amélioration de la situation financière et des contraintes de financement très limitées

Les investissements de croissance interne réalisés en 2015 ont maintenu leur rythme soutenu de 2014. Les prévisions pour 2016 sont encore plus volontaristes que précédemment. Elles sont particulièrement positives dans l'Industrie, chez les ETI innovantes et chez les plus internationalisées.

Cette progression du volume des investissements s'effectue dans un contexte de nouvel assouplissement des obstacles au développement ressenti par les ETI, tant du côté des marges qui se redressent, que des conditions d'accès au financement qui s'améliorent encore.

Les opérations de croissance externe sont restées soutenues en 2015. La moitié des besoins de financement a été couverte par l'autofinancement et, plus marginalement, par des apports en fonds propres. L'autre moitié a été réalisée par le recours à l'endettement financier et au crédit bancaire. Les projets de création de filiales ou de prise de participations en 2016 sont aussi nombreux qu'en 2015. En particulier, 15 % des ETI font état de projets de croissance externe à l'international, ciblant en priorité l'Union européenne, puis l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Afrique.

Pour financer leurs projets de croissance, les ETI comptent avant tout augmenter leur recours au crédit bancaire dont le coût est particulièrement attractif.

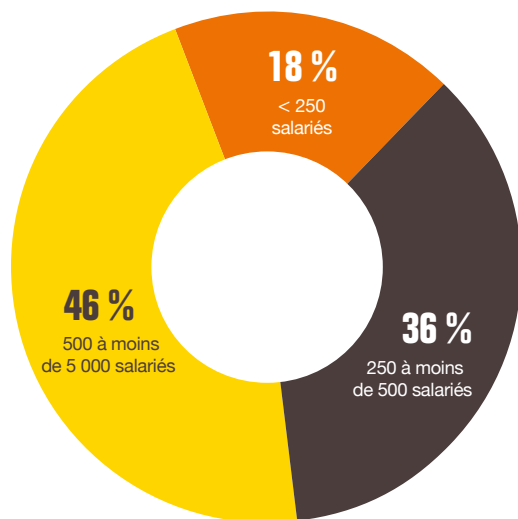
Cette enquête conjointe **DGE-Bpifrance**, consultable sur www.bpifrance-lelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans le 4 pages de la **DGE** (N°59, juin 2016)

01.

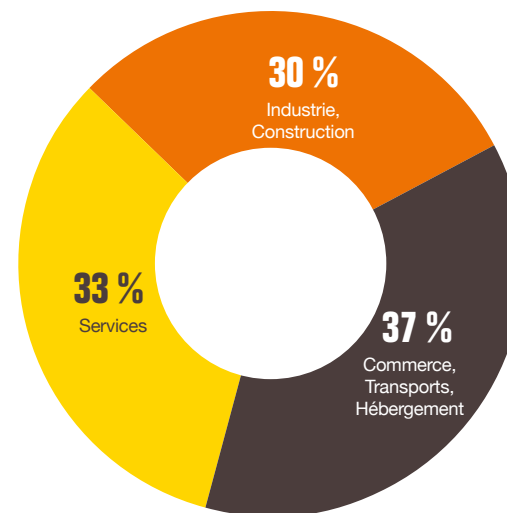
**PROFIL DE
L'ÉCHANTILLON
ANALYSÉ**

Caractéristiques des 507 ETI nationales répondantes

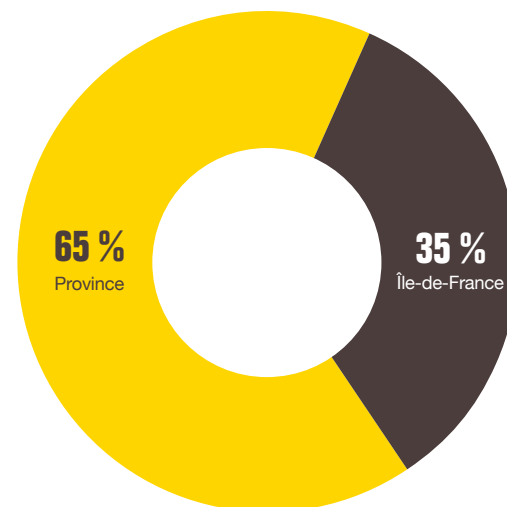
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



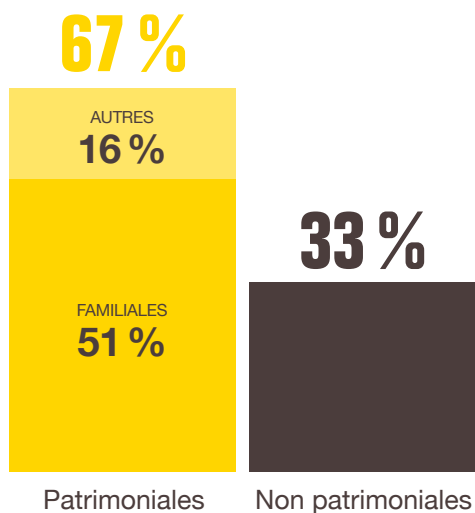
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Structure capitalistique

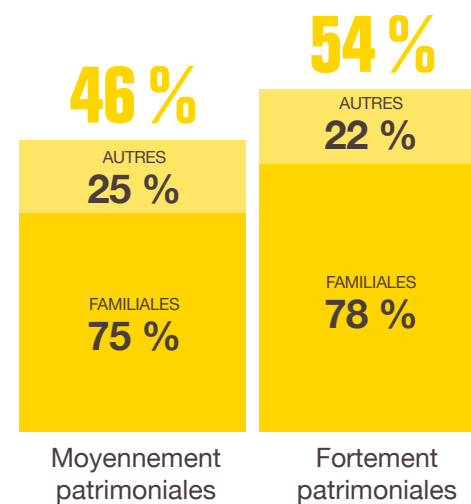
Les deux-tiers (67 %) des ETI sont des entreprises « patrimoniales »⁽¹⁾, leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Les trois-quarts (76 %) d'entre elles sont dites « familiales », l'entreprise appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 51 % des ETI.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %). Plus de la moitié sont fortement patrimoniales.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL



• RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

⁽¹⁾ Entreprises dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

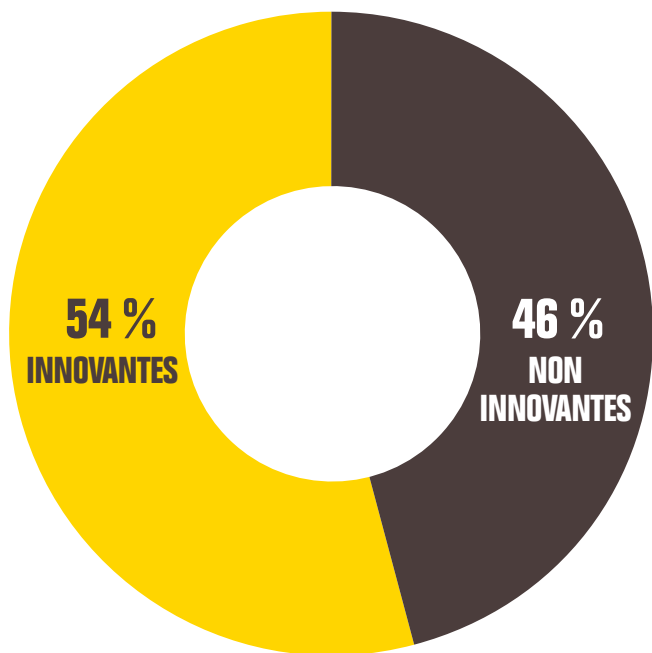
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

ETI et innovation

En 2015, plus d'une ETI sur deux a innové, essentiellement en finançant des frais de recherche et développement et en déposant des brevets. Parmi les ETI innovantes, 38 % d'entre elles appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

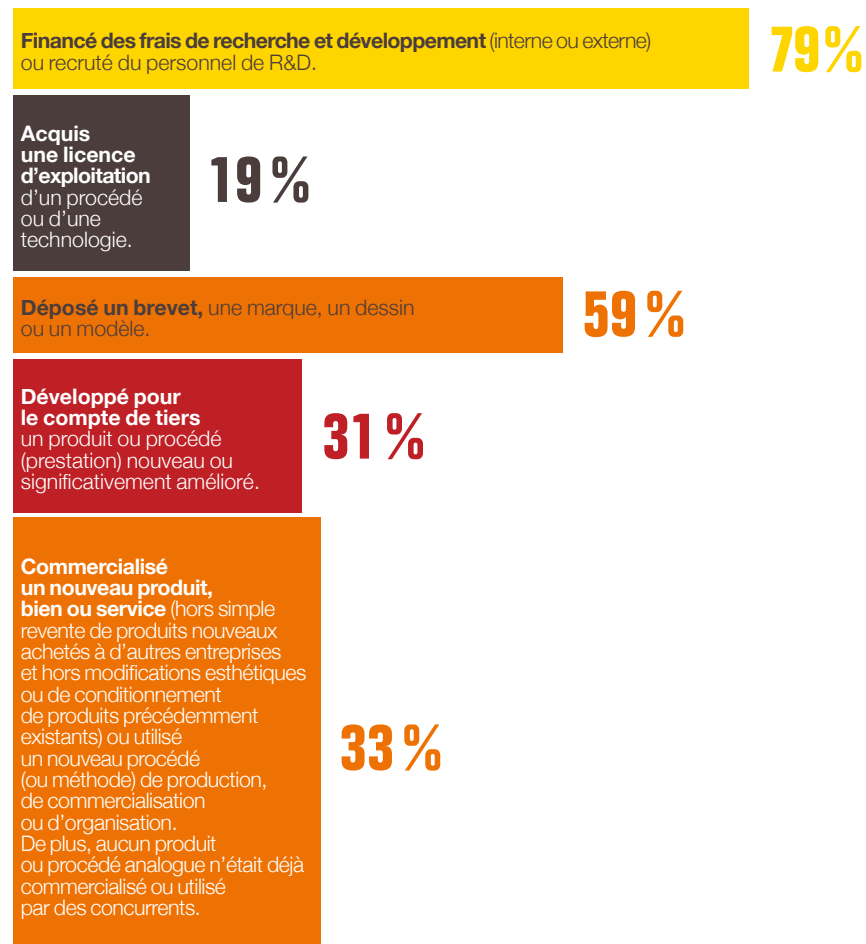


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



Base : échantillon redressé.

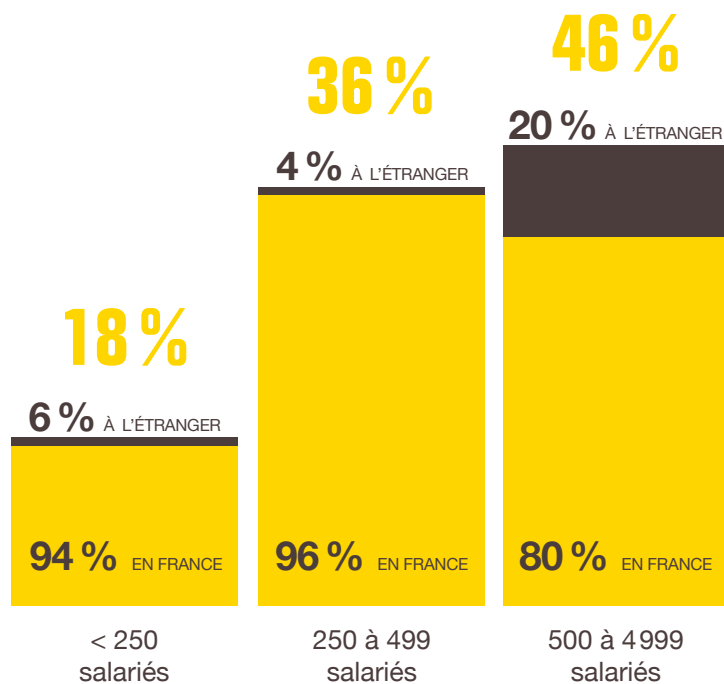
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Emploi

Plus de la moitié des ETI ont moins de 500 salariés.

La moitié des ETI ont moins de 450 salariés (moins de 420 en France) et un quart plus de 830 (plus de 700 en France). En 2015, 83 % des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 17 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

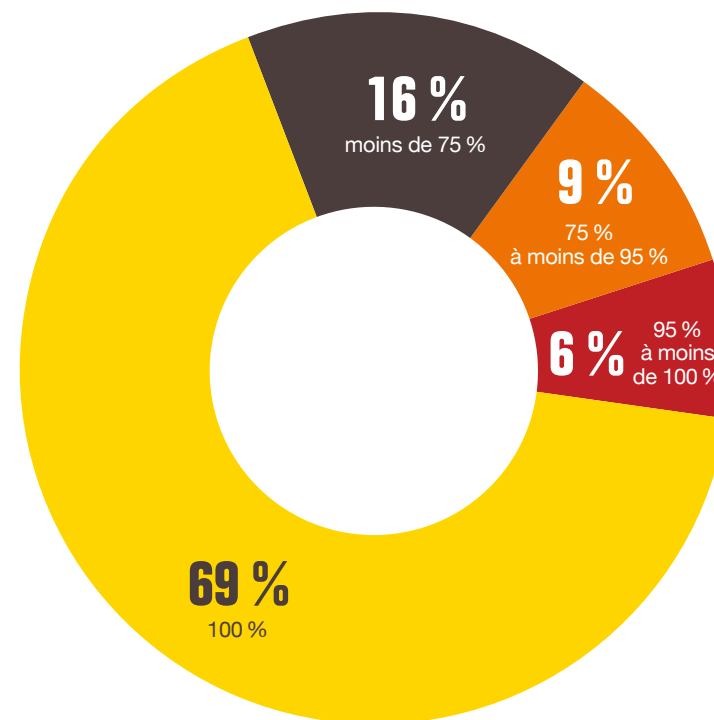


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 69% y ont la totalité de leur effectif et 84% y ont plus des trois quarts. Les 16% d'ETI ayant moins de 75% de leur effectif en France sont pour les trois quarts (76%) des entreprises de 500 salariés ou plus, et pour plus de la moitié (54%) appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Activité à l'international

Près de deux ETI sur cinq ont une activité à l'international.

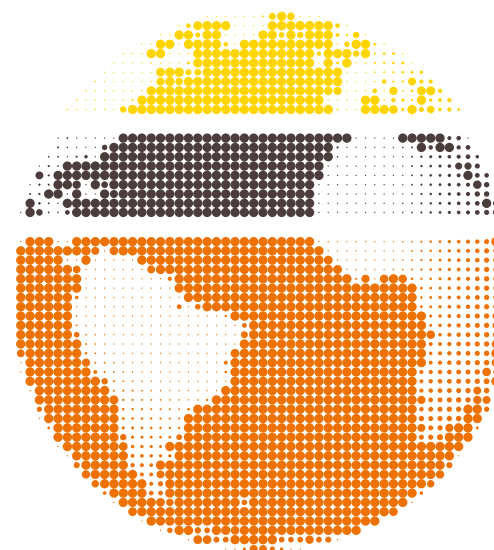
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 16 % et 24 % des ETI font au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

La taille des ETI a peu d'influence sur le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée : il est de 14 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 19 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. En revanche, l'innovation est un facteur très discriminant : les ETI classées innovantes font en moyenne 25 % de leur activité à l'international, soit près de 5 fois plus que les non-innovantes.

Plus de la moitié (59 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 59 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 41 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



24 % **FORTE**
INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

14 % **MOYENNE**
INTERNATIONALISATION
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

62 % **PAS OU PEU**
D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

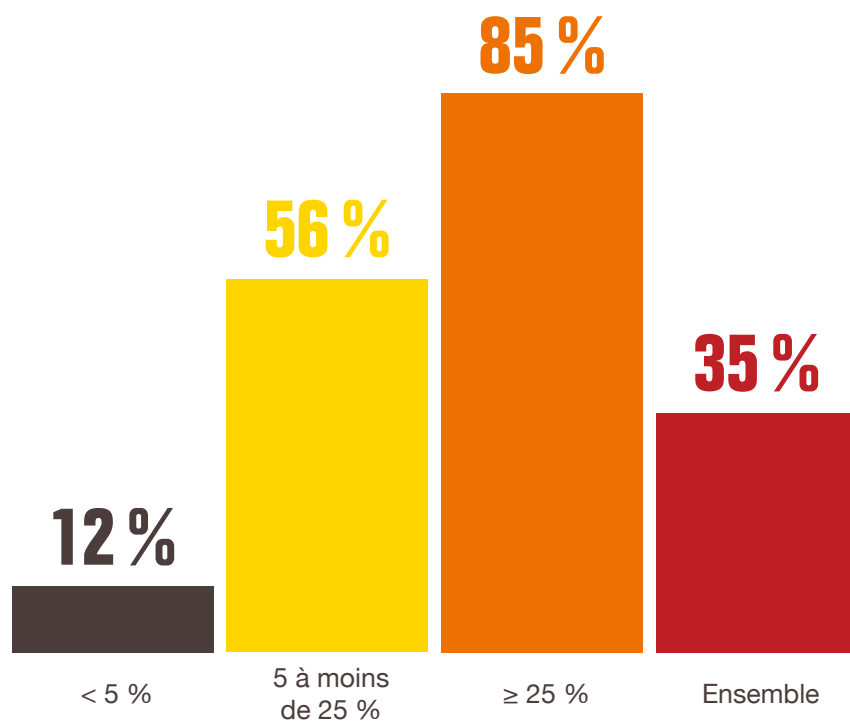
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Implantation à l'étranger

Dans leur ensemble, les ETI ont en moyenne 2,3 filiales (ou participations) implantées à l'étranger. Parmi les 24 % d'ETI fortement internationalisées, 84 % d'entre elles ont en moyenne près de 9 filiales hors de France.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Toutefois, seules 35 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont en moyenne près de 7 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité. Les ETI très internationalisées qui représentent 57 % de cette population (vs 24 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de 9 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées et celles pas ou peu internationalisées d'environ 4 filiales.

Les trois quarts des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 89 % d'ETI innovantes.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être, soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit des structures mixtes. Pour les ETI peu internationalisées (entre 1 % et 5 % du chiffre d'affaires réalisé à l'international), les filiales sont le plus souvent spécialisées, notamment dans la distribution (47 % de ces ETI disposant de telles filiales). Pour les ETI moyennement et fortement internationalisées, les filiales sont plus généralement mixtes ou dédiées à la distribution.

• RÉPARTITION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE

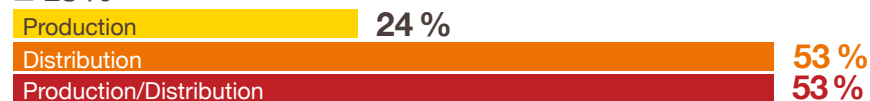
< 5 %



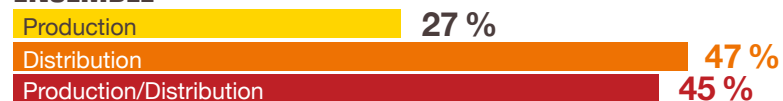
5 À MOINS DE 25 %



≥ 25 %



ENSEMBLE



Note de lecture : les ETI peuvent avoir un ou plusieurs types de filiales à l'étranger : de production seule et/ou de distribution seule et/ou de production-distribution (réponse multiple, total des % différent de 100 %). Seules les ETI ayant au moins une filiale à l'étranger sont examinées ici.

Note : les ETI peu exportatrices ayant au moins une filiale (ou participation) à l'étranger réalisent a minima 1 % de leur chiffre d'affaires à l'international. Ces ETI appartiennent principalement aux secteurs des Services et du Commerce, Transports, Restauration/Hébergement.

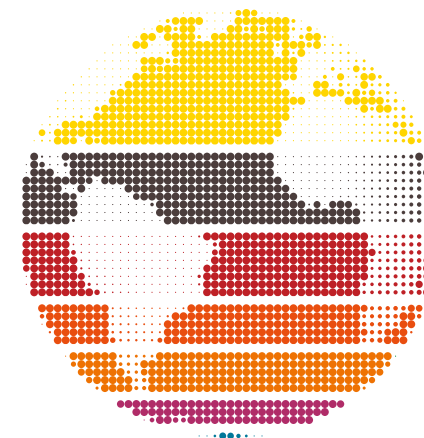
Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Trois ETI sur quatre avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Elles sont également présentes en Asie (40 %) et en Amérique du Nord (37 %).

• ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

02.

ACTIVITÉ

**LES ETI RESTENT OPTIMISTES POUR 2016,
MÊME SI LES TRÈS INTERNATIONALISÉES
SOUFFRENT DES INCERTITUDES
SUR LA CROISSANCE MONDIALE**

Les anticipations de croissance continuent de se redresser, confirmant la reprise esquissée en 2015.

En mars 2016, 47 % des ETI nationales⁽¹⁾ anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année, contre 11 % seulement une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité⁽²⁾ s'établit donc à +36, en hausse de 8 points sur un an et au plus haut depuis 2011.

Les anticipations redeviennent plus optimistes dans les secteurs tournés vers la consommation intérieure.

Si le solde prévisionnel est toujours le plus faible dans la Construction (+13), il gagne cependant 14 points en un an et redevient positif après avoir été négatif ou nul au cours des années précédentes. De même, les anticipations de croissance ont nettement progressé dans les secteurs liés à la consommation des ménages, Commerce, Transports et Hébergement-restauration, pour lesquels le solde prévisionnel gagne 15 points par rapport à 2015, à +31.

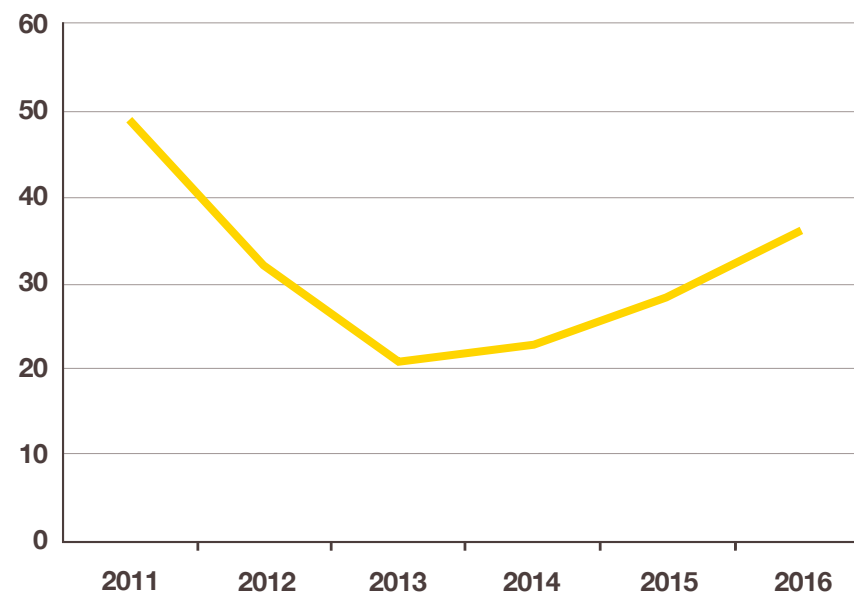
Elles sont stables et proches de la moyenne dans l'Industrie (indicateur à +36), tandis qu'elles demeurent les meilleures dans les Services⁽³⁾ (+44).

Les ETI fortement tournées vers l'international, tout en gardant des perspectives bien orientées, semblent souffrir des incertitudes sur la demande mondiale. Celles qui emploient au moins le quart de leurs effectifs salariés hors de France ont un indicateur prévisionnel d'activité supérieur à la moyenne, à +51. Il est cependant en baisse par rapport à 2015 (+61) et l'écart avec les ETI sans aucun effectif à l'étranger s'est réduit de moitié. De façon similaire, l'indicateur prévisionnel des ETI réalisant plus du quart de leur activité à l'international recule de 11 points en un an, à +38, tandis qu'il remonte de 16 points, à +35, pour celles dont l'activité à l'international est inférieure à 5%. Les ETI les plus internationalisées sont donc un peu moins optimistes qu'en 2015 mais leur indicateur prévisionnel d'activité reste quand même au-dessus de la moyenne.

Les ETI « innovantes » sont deux fois plus optimistes que les autres. Le solde prévisionnel des premières s'établit à +44, à comparer à +25 pour les non-innovantes.

Les entreprises « familiales⁽⁴⁾ » ont de bien meilleures anticipations qu'en 2015. Leur indicateur avancé d'activité remonte de 15 points, à +36, soit légèrement au-dessus de celui des « non patrimoniales » (+33).

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.

(3) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de Services.

(4) Entreprise dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues ayant un lien de parenté entre elles.

• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2016**
(SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2015
TAILLE			
< 250 salariés	18 %	+ 19	+ 18
250 à 499 salariés	37 %	+ 28	+ 19
500 à 4 999 salariés	45 %	+ 48	+ 41
SECTEURS			
Industrie	24 %	+ 36	+ 36
Construction	6 %	+ 13	- 1
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	37 %	+ 31	+ 16
Services	33 %	+ 44	+ 42
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2015			
Moins de 5 %	62 %	+ 35	+ 19
5 % à moins de 25 %	14 %	+ 33	+ 32
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 38	+ 49
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2015			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 51	+ 61
75 % à moins de 95 %	9 %	+ 39	+ 29
95 % à moins de 100 %	6 %	+ 26	+ 44
100 %	69 %	+ 33	+ 19
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	54 %	+ 44	+ 39
ETI non-innovantes	46 %	+ 25	+ 17
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	33 %	+ 33	+ 35
Patrimonial	67 %	+ 37	+ 24
Dont familial	51 %	+ 36	+ 21
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 36	+ 28

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Lecture : 45 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Elles sont 48 % de plus à prévoir une hausse de leur CA en 2016 plutôt qu'une baisse.

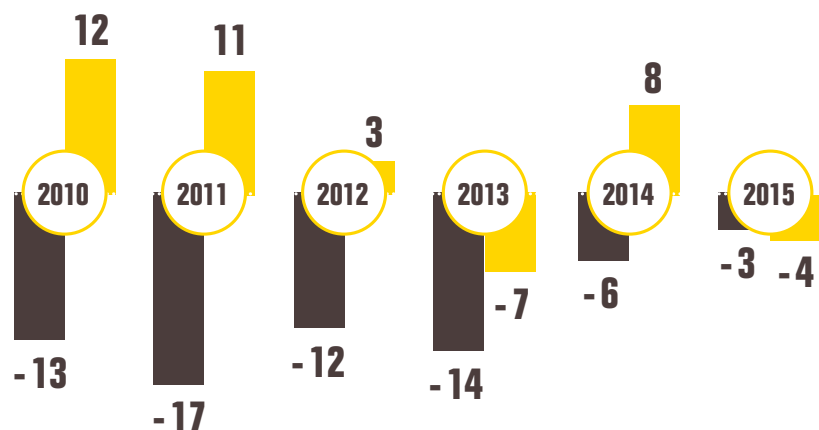
Exportations

Les objectifs fixés en 2015 ont été presque atteints

En 2015, les ETI « fortement internationalisées » n'ont pas atteint leurs objectifs à l'exportation, contrairement à l'année précédente où elles les avaient dépassés. En effet, elles sont très présentes en dehors de l'Union européenne, en particulier en Asie, en Amérique du Nord et en Amérique latine où l'activité économique a quelque peu ralenti en 2015.

Pour leur part, les ETI « moyennement internationalisées » ont quasiment atteint leurs objectifs à l'export, pour la première fois depuis le début de la décennie. Cela peut s'expliquer par la sensible amélioration de la situation économique de l'Union européenne, où elles sont principalement implantées.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (14 % des ETI en 2015)
- 25 % et plus (24 % des ETI en 2015)

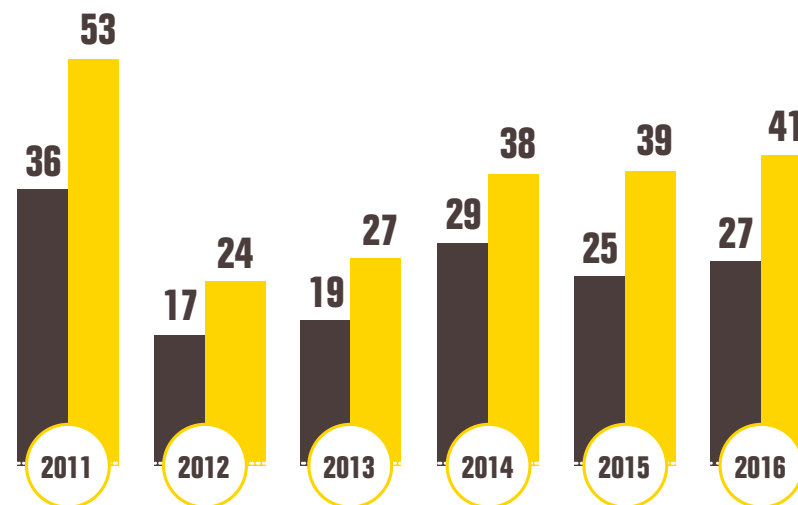
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Les anticipations d'évolution des exportations en 2016 sont les plus optimistes depuis 2011 mais restent somme toute assez prudentes

Conséquence du ralentissement de la croissance mondiale en 2015, notamment dans les grands pays émergents, les ETI internationalisées font montre d'un optimisme en hausse modérée pour leur activité export en 2016.

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (14 % des ETI en 2015)
- 25 % et plus (24 % des ETI en 2015)

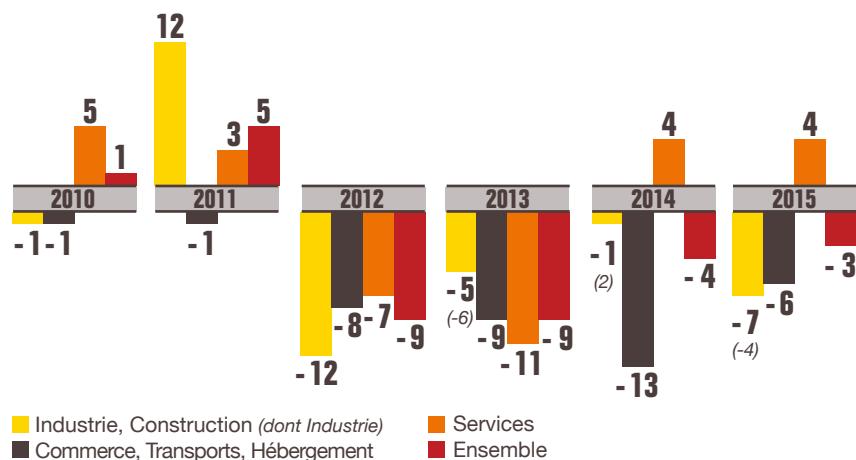
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Les carnets de commandes sont restés globalement stables, les ETI industrielles et internationalisées pâtissant d'une conjoncture étrangère plus difficile...

Les carnets de commandes ou réservations reçues en 2015 n'ont pas encore retrouvé leur niveau du début de la décennie. L'indicateur en solde d'opinion, tous secteurs confondus, reste négatif à -3. Il a perdu 6 points dans l'Industrie, à -4, mais en a gagné 7 dans le secteur « Commerce, Transports et Hébergement-restauration », à -6. L'indicateur reste très négatif, à -17, dans la Construction. Les carnets de commandes sont demeurés plus étoffés dans les autres branches de services. L'indicateur s'est replié chez les ETI fortement internationalisées, (+3 après +11 un an auparavant), signe d'une conjoncture étrangère plus difficile.

• INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE)



Base : échantillon redressé.

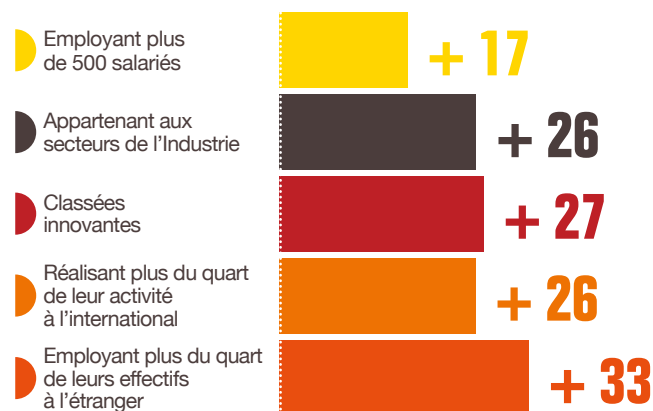
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

D'un point de vue qualitatif, les carnets de commandes de l'année précédente sont toujours mieux jugés par les ETI classées innovantes (indicateur à +1 vs 0 en 2015) que par les autres (-9 contre -8 en 2015).

... mais un sensible renforcement de la demande est attendu en 2016, notamment chez les innovantes et industrielles

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse de 6 points en un an, à +14. Il culmine chez les grosses ETI, souvent industrielles, innovantes et internationalisées.

• L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE COMMANDES EST PLUS ÉLEVÉ POUR LES ETI SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

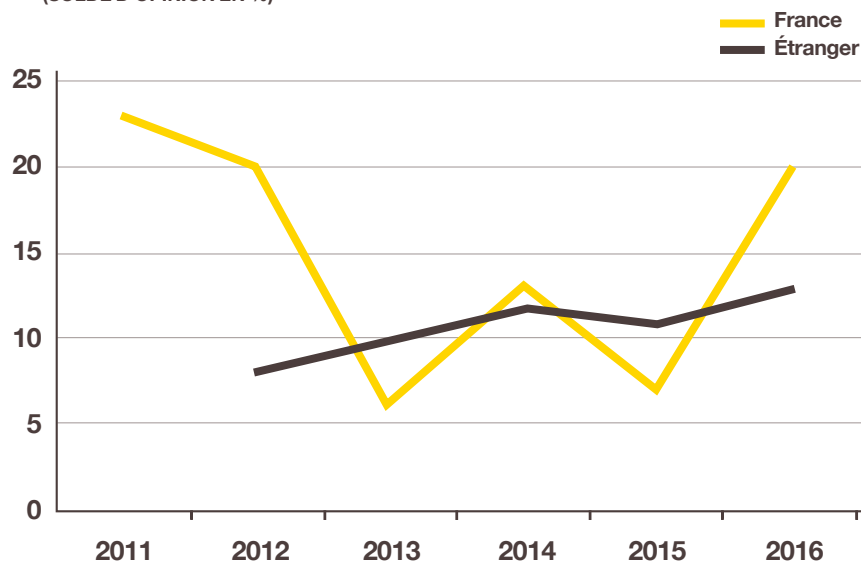
03.

**EMPLOI
DES EFFECTIFS PRÉVUS
EN SENSIBLE HAUSSE
EN FRANCE EN 2016**

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2016 sont en hausse notable, tant en France que pour les filiales situées à l'étranger, conséquence de l'amélioration des perspectives d'activité à court terme.

Le solde prévisionnel pour la France, où les ETI nationales rassemblent 84 % de leurs effectifs mondiaux, gagne 13 points par rapport à 2015, à +20. C'est un plus haut depuis 2012. Les prévisions d'évolution des effectifs à l'étranger poursuivent leur progression régulière, l'indicateur avancé affichant également un plus haut.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Nota : en 2011, l'effectif à l'étranger n'était pas demandé dans l'enquête

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

L'indicateur prévisionnel d'emploi des ETI en France est supérieur à celui pour l'étranger dans tous les secteurs d'activité excepté l'Industrie. C'est en effet là que se trouve la plus forte proportion d'ETI de taille importante et très internationalisées.

En termes qualitatifs, on note que les ETI innovantes ont des prévisions d'emploi très supérieures aux non-innovantes, tant en France qu'en dehors de l'Hexagone.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI EN 2016 (EN SOLDE D'OPINION)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (rappel mars 2015)	FRANCE (rappel mars 2015)
TAILLE			
< 250 salariés	18 %	+ 10 (+ 3)	+ 26 (+ 13)
250 à 499 salariés	37 %	+ 7 (+ 1)	+ 16 (+ 1)
500 à 4 999 salariés	45 %	+ 20 (+ 23)	+ 20 (+ 10)
SECTEURS			
Industrie	24 %	+ 24 (+ 22)	+ 8 (+ 3)
Construction	6 %	+ 3 (+ 5)	+ 8 (- 13)
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	37 %	+ 4 (+ 3)	+ 20 (+ 4)
Services	33 %	+ 17 (+ 14)	+ 30 (+ 18)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2015			
Moins de 5 %	62 %	+ 3 (- 1)	+ 20 (+ 1)
5 % à moins de 25 %	14 %	+ 16 (+ 17)	+ 30 (+ 19)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	24 %	+ 37 (+ 38)	+ 13 (+ 10)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2015			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	16 %	+ 48 (+ 61)	+ 18 (+ 13)
75 % à moins de 95 %	9 %	+ 38 (+ 16)	+ 21 (+ 18)
95 % à moins de 100 %	6 %	+ 32 (+ 5)	+ 26 (+ 33)
100 %	69 %	+ 0 (0)	+ 19 (+ 1)
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	54 %	+ 23 (+ 22)	+ 25 (+ 14)
ETI non-innovantes	46 %	+ 2 (+ 1)	+ 14 (0)
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	33 %	+ 11 (+ 14)	+ 14 (+ 12)
Patrimonial	67 %	+ 14 (+ 9)	+ 23 (+ 4)
Dont familial	51 %	+ 14 (+ 10)	+ 19 (0)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 13 (+ 11)	+ 20 (+ 7)

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

04.

SITUATION FINANCIÈRE
LES TRÉSORERIES SE SONT ASSOUPLES
EN 2015 ET DEVRAIENT CONTINUER
À SE DÉTENDRE EN 2016

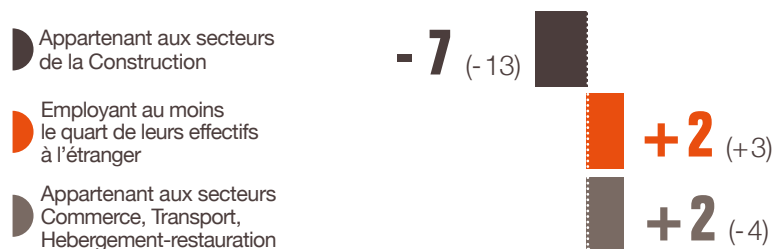
La situation de la trésorerie en 2015 est estimée « aisée » par 20% des ETI et « difficile » par 16%. L'indicateur passé de la trésorerie progresse de 3 points sur un an, à +4, affichant un niveau inégalé depuis le démarrage de l'enquête en 2011. Cette amélioration est à mettre en regard avec le redressement du taux de marge des entreprises en 2015 lié à la baisse du prix du pétrole, à la montée en charge du CICE et aux allègements de cotisations sociales dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité.

L'amélioration de l'état de la trésorerie est quasi générale selon les différentes catégories d'ETI, même si certains écarts demeurent. En termes sectoriels, le contraste reste prononcé entre les ETI des Services (solde d'opinion à +13) et celles de la Construction (-7).

• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2016** (rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2016** (rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

En mars 2016, les ETI dans leur ensemble escomptent une poursuite de l'amélioration de leur situation de trésorerie au cours de l'année, avec un indicateur prévisionnel à +8, à comparer à +1 seulement début 2015. Ici aussi, l'indicateur de la trésorerie future est au plus haut depuis 2011.

Comme à l'accoutumée, les ETI innovantes et celles internationalisées sont les plus optimistes quant à l'évolution attendue de leur trésorerie (respectivement +12 et +14).

• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2016** (rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2016** (rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

05.

CROISSANCE INTERNE
LES INVESTISSEMENTS SONT RESTÉS
ASSEZ DYNAMIQUES EN 2015.
LEUR CROISSANCE DEVRAIT
S'ACCÉLERER EN 2016

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global des investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ réalisés en 2015 par rapport à ceux de 2014. Ils sont déclarés en hausse dans 41 % des cas et en baisse dans 18 %, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +23 proche de celui de l'année précédente (+21).

D'un point de vue sectoriel, la croissance de l'investissement mesurée par cet indicateur a été la plus forte et en hausse sur un an dans les Services (+35 après +26) et la plus faible mais en net redressement dans la Construction (+1 après -28). L'investissement a progressé un peu moins vite en 2015 dans l'Industrie, où l'indicateur a perdu 7 points à +19.

Le caractère patrimonial ou non de l'entreprise n'est pas discriminant sur l'indicateur d'évolution de l'investissement en 2015. Il y a cependant quelques différences notables selon les caractéristiques de l'ETI.

• ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT AU COURS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



• ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT AU COURS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(rappel 2015)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

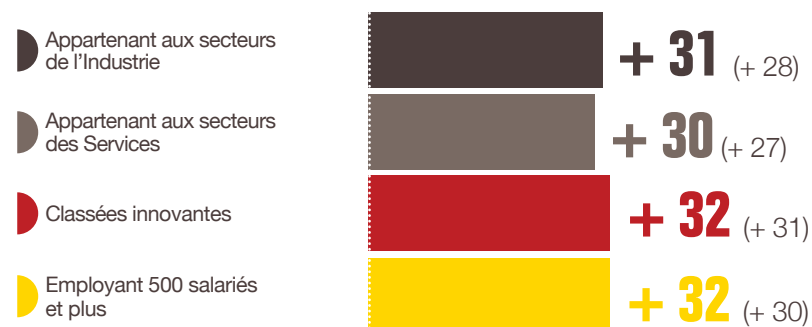
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

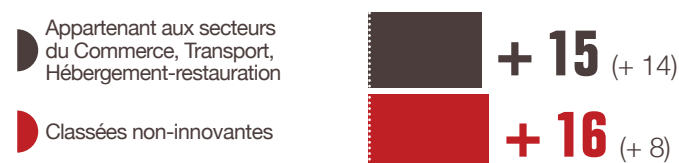
(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

Les prévisions d'investissement de croissance interne pour 2016 sont de nouveau en hausse. L'indicateur prévisionnel progresse de 4 points sur un an, à +24, et passe au-dessus de sa moyenne sur 5 ans (18,0). Les intentions les plus élevées se retrouvent dans l'Industrie (+31) et les Services (+30). Elles se redressent fortement dans la Construction, avec un solde prévisionnel de +21, contre -14 en mars 2015. Comme toujours, les ETI classées innovantes sont plus volontaristes que les autres en matière d'investissement, avec un indicateur avancé s'affichant à +32 contre +16 pour les non-innovantes. En revanche, l'écart est faible entre les ETI patrimoniales (+24) et les non-patrimoniales (+26).

• ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS (rappel 2015) (SOLDE D'OPINION EN %)



• ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS (rappel 2015) (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

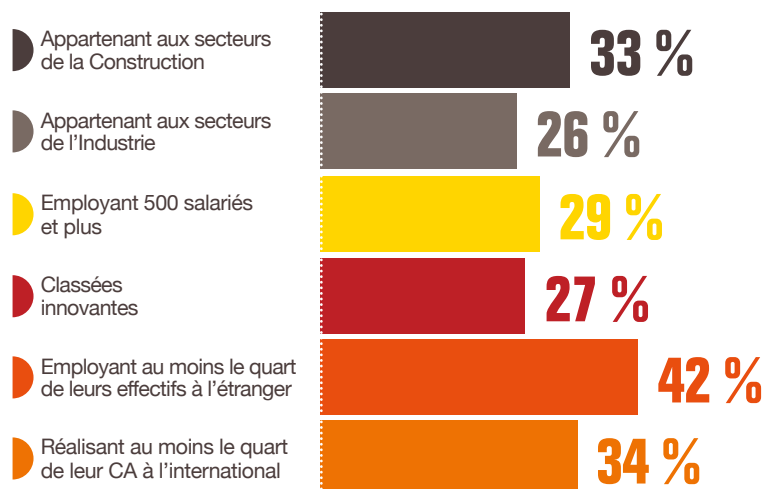
06.

CROISSANCE EXTERNE
LES PROJETS DE CRÉATION DE FILIALES
ET DE PRISES DE PARTICIPATION EN 2016
RESTENT NOMBREUX

Près du quart des ETI ont créé au moins une filiale en 2015...

En 2015, 22 % des ETI nationales ont créé au moins une nouvelle filiale en France ou à l'étranger, contre 27 % en 2014. La proportion dépasse la moyenne dans les secteurs de l'Industrie et de la Construction, ainsi que chez les ETI innovantes et fortement internationalisées.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EN 2015 EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE 22% POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



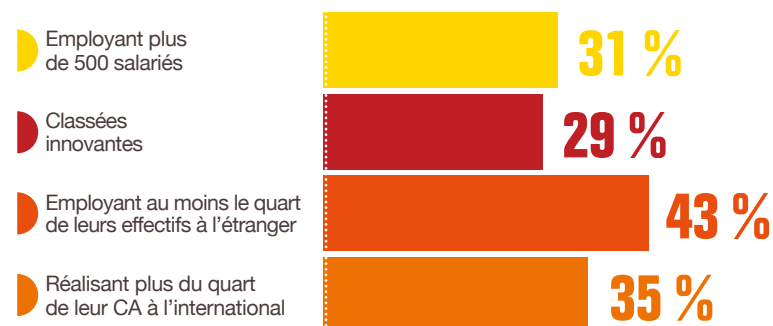
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

... et 24 % ont des projets de création de nouvelles filiales en 2016

Tout comme en 2015, 24 % des ETI envisagent de créer au moins une nouvelle filiale en 2016. La proportion varie peu avec le secteur d'activité mais est plus élevée que la moyenne chez les ETI de plus de 500 salariés, innovantes ou bien implantées à l'étranger.

- **LES PROJETS DE CRÉATION DE FILIALES EN 2016 SONT PLUS FRÉQUENTS CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(SOLDE D'OPINION EN %)



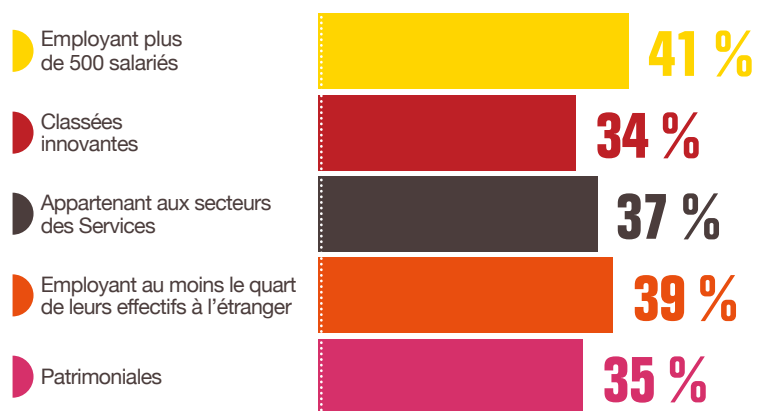
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2015...

En 2015, 31 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre société, contre 29 % en 2014.

- LA PROPORTION D'ETI AYANT PRIS DES PARTICIPATIONS EN 2016 DANS D'AUTRES ENTREPRISES DÉPASSE LA MOYENNE DE 31 % DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



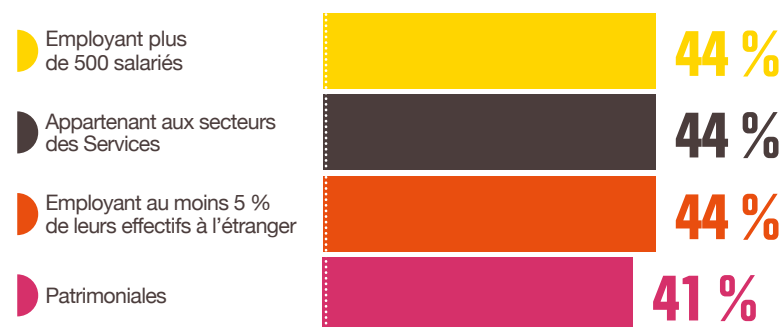
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

... et 36 % pensent prendre de nouvelles participations en 2016

La proportion prévue pour l'année en cours était de 35 % en 2015 et de 33 % en 2014.

- LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

15 % des ETI ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

Cette proportion globale est inférieure de 2 points à celle de 2015. De même, chacune des régions est un peu moins citée comme cible d'implantation, excepté l'Europe hors UE.

- **RÉPARTITION DES 15 % D'ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS FERME À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION**
(rappel pour 17 % en 2015)

UNION EUROPÉENNE



ASIE



AFRIQUE



AMÉRIQUE DU NORD



EUROPE HORS UE



AMÉRIQUE LATINE



Lecture : 7,3% de l'ensemble des ETI nationales ont un projet à court terme dans l'UE, contre 10,0% en 2015.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

L'Union européenne reste de loin la première zone d'implantation recherchée, 7,3% des ETI y ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie (3,7 %) et l'Afrique (3,0%) tout juste avant l'Amérique du Nord (2,6%), et l'Europe hors UE (2,4 %).

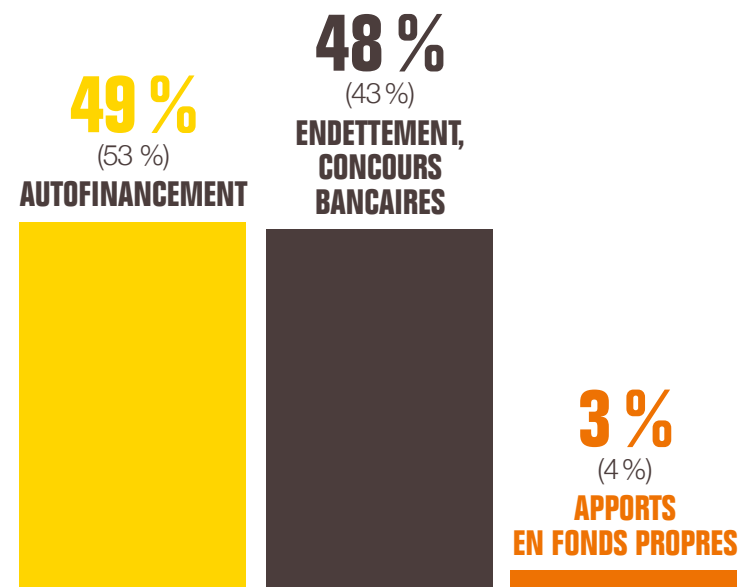
Parmi ces 15 % d'ETI déclarant avoir des projets d'implantation à l'international, 83 % sont déjà internationalisées.

La moitié des investissements de croissance de 2015 a été financée par l'endettement et les concours bancaires...

Pour financer leurs investissements, les ETI ont accru de 5 points, à 48% en moyenne, la part de l'endettement financier et des concours bancaires. La faiblesse historique des taux d'intérêt peut expliquer l'appétence des ETI pour l'endettement financier.

En revanche, la part relative des apports en fonds propres s'est limitée à 3% seulement des besoins en moyenne, en recul de 1 point par rapport à 2014.

- **PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2015**
(rappel en 2014)



Base : échantillon redressé.

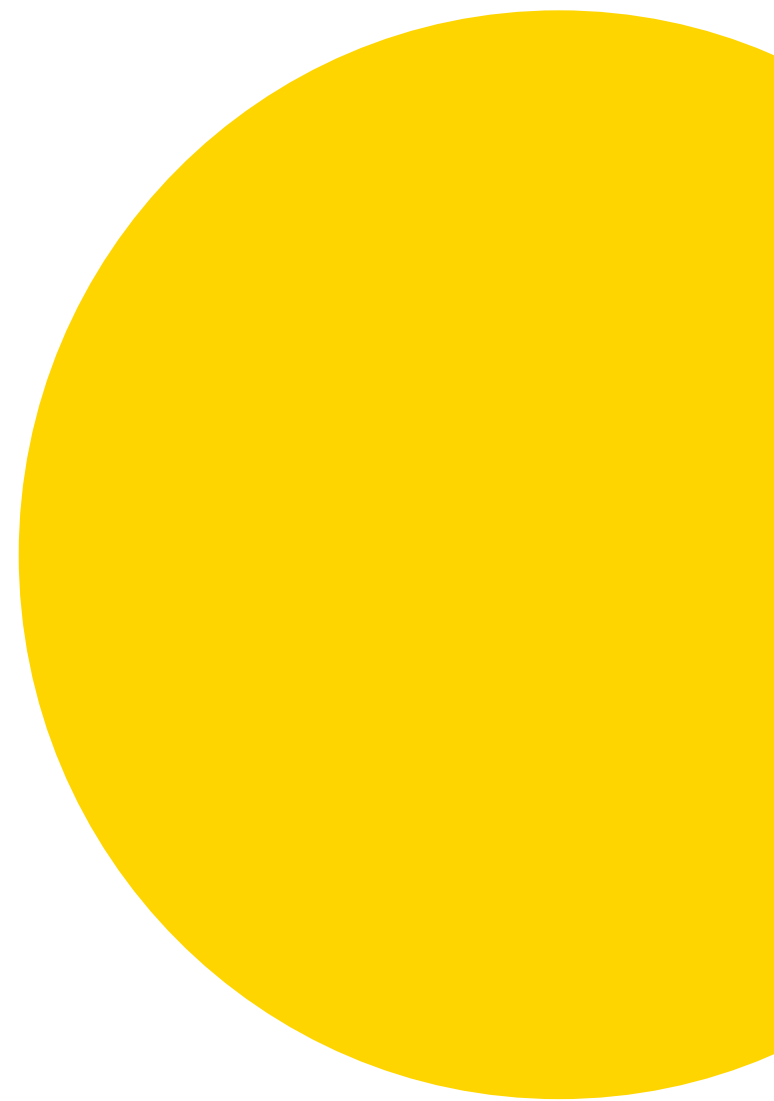
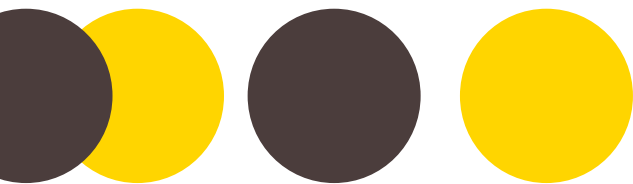
Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

... et les ETI pensent recourir davantage encore à l'endettement et aux concours bancaires en 2016

Alors que les investissements courants devraient rester dynamiques en 2016, les projets de nouvelles filiales et prises de participations sont à peu près stables sur un an. Ceci devrait conduire à une légère augmentation des besoins de financement des ETI nationales.

Dans un contexte de coût du crédit toujours très favorable, les ETI souhaitent de nouveau réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier et des concours bancaires classiques. En effet, 24 % souhaitent augmenter la part relative de ces concours financiers et 10 % seulement la réduire, ce qui donne un solde d'opinion prévisionnel à + 14, comme en 2015.

Le solde prévisionnel ressort à - 10 pour l'autofinancement et + 1 pour le recours aux fonds propres, contre respectivement - 11 et + 1 en 2015.



07.

**FINANCEMENTS
EXTERNES**

**LES ETI OBTIENNENT SANS PROBLÈME
LES CONCOURS FINANCIERS
DONT ELLES ONT BESOIN**

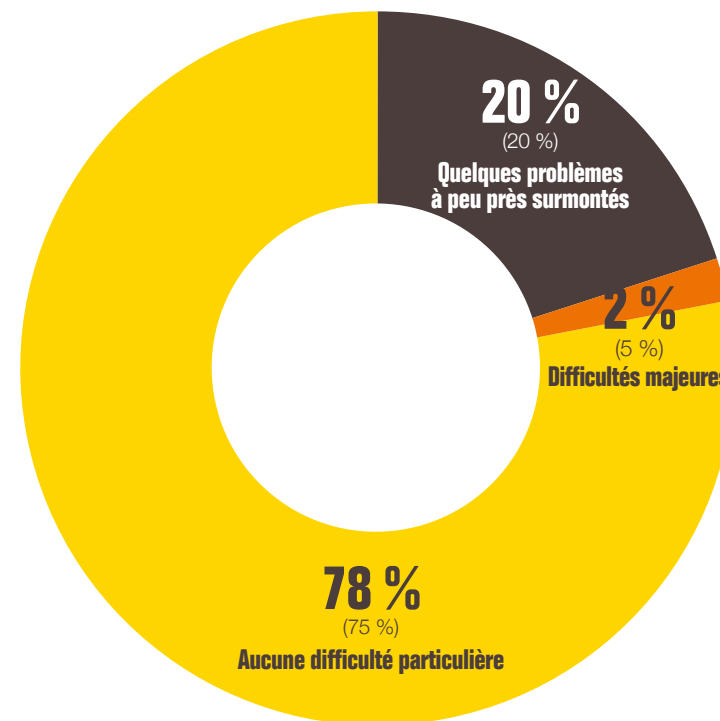
En 2015, 2% seulement des ETI ont rencontré des difficultés majeures d'accès au crédit contre 5% en 2014

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu connaître dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.

En 2015, 2% des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, au lieu de 3% en 2014.

De même, 2% seulement des ETI ont dû annuler ou reporter leurs projets d'investissement en 2015, contre 3% en 2014 et 4% en 2013, en l'absence du soutien des établissements de crédit.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2015 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT :
(rappel en 2014)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

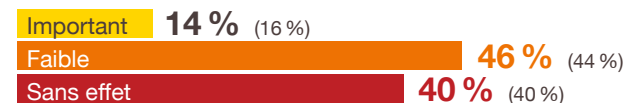
Les freins au développement s'atténuent de plus en plus

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur quatre types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise : « le manque de fonds propres », « l'endettement excessif », « le resserrement des conditions d'accès au crédit » et « la réduction des marges ». Ils sont tous un peu moins fortement ressentis qu'en 2015.

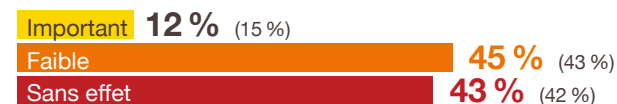
Les trois premiers facteurs, purement financiers, sont considérés comme un frein important par une ETI sur huit, au lieu de une sur six en 2015 et une sur cinq en 2014. La réduction des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement de l'entreprise, même si ce frein s'est un peu relâché, cité par 53 % des ETI en 2016, après 55 % en 2015 et 58 % en 2014.

• APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN MARS 2016 (rappel en mars 2015)

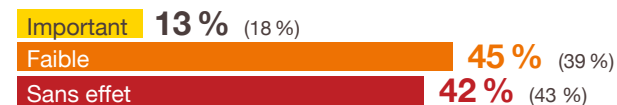
MANQUE DE FONDS PROPRES



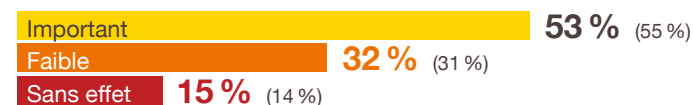
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Des contraintes d'accès au crédit très limitées

En matière d'accès aux concours bancaires à court terme, seule la demande de garanties continue de peser significativement, avec 18 % de citations, mais s'inscrit en net recul (21 % en 2015 et 24 % en 2014), à l'instar des autres contraintes (coût d'assurance, taux).

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN AVRIL 2016 (rappel en mars 2015)

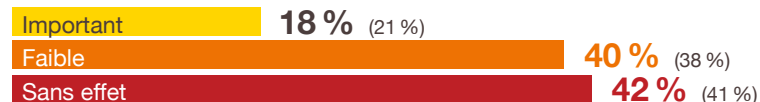
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE



GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.

Pour ce qui concerne l'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI continue également de s'améliorer.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont estimées pesantes par 23 % des ETI, après respectivement 28 % en 2015 et 32 % en 2013.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement sont jugés contraignants par à peine une ETI sur 20, proportion en nette diminution sur un an.

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN AVRIL 2016 (rappel en mars 2015)

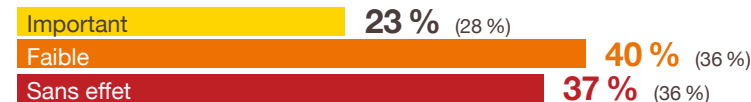
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE

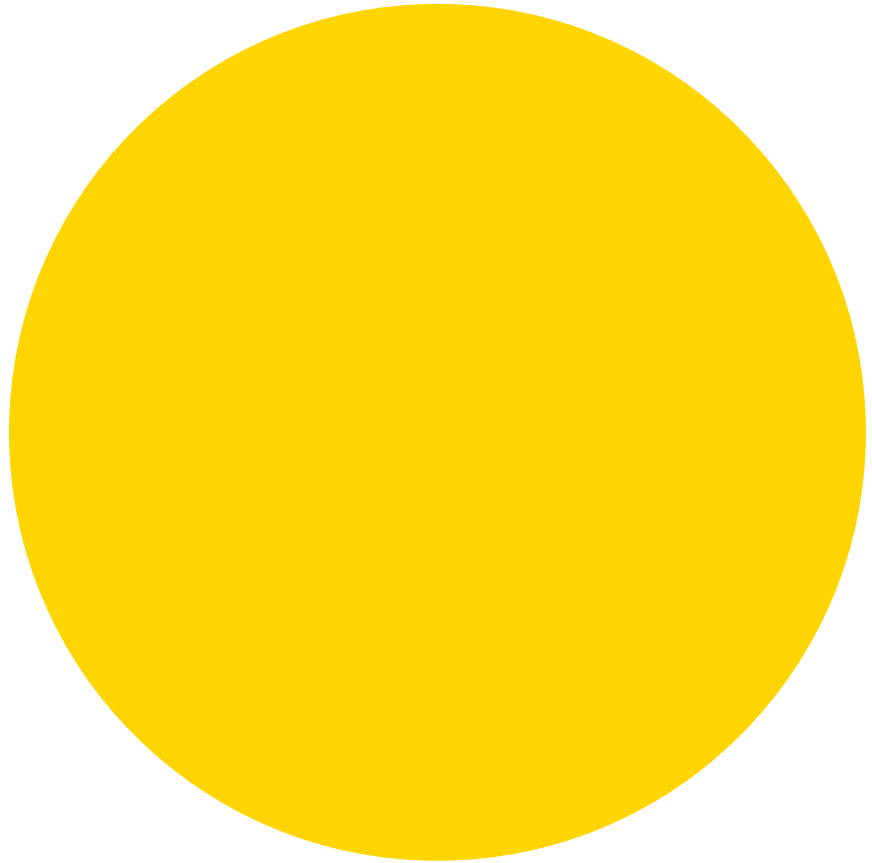


GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance – DGE** auprès des ETI.



Ces résultats proviennent de la 6^e enquête de conjoncture menée conjointement par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales, en mars 2016. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises**⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE)**.

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 683 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 644 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2015 et de 3 039 entreprises qualifiées « ETI » par la **DGE**⁽³⁾ ou **Bpifrance**⁽⁴⁾.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises début mars 2016. Sur les 774 questionnaires reçus avant le 29 avril, 507 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (78 % de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

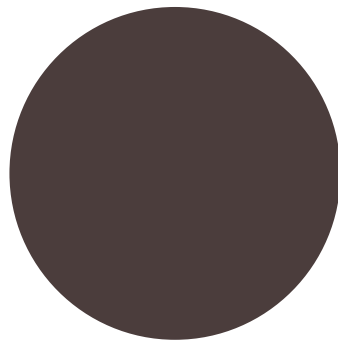
- Indicateurs en évolution = $[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau = $[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

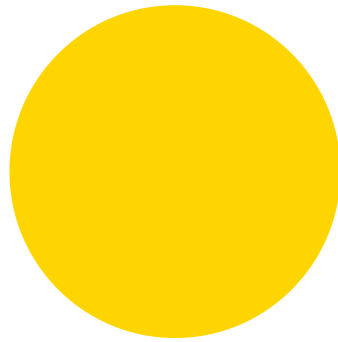
(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Entreprises sélectionnées à partir des bases Insee.

(4) Entreprises sélectionnées par **Bpifrance** via ses études et enquêtes.



**SERVIR
L'AVENIR**





ETI

ENQUÊTE

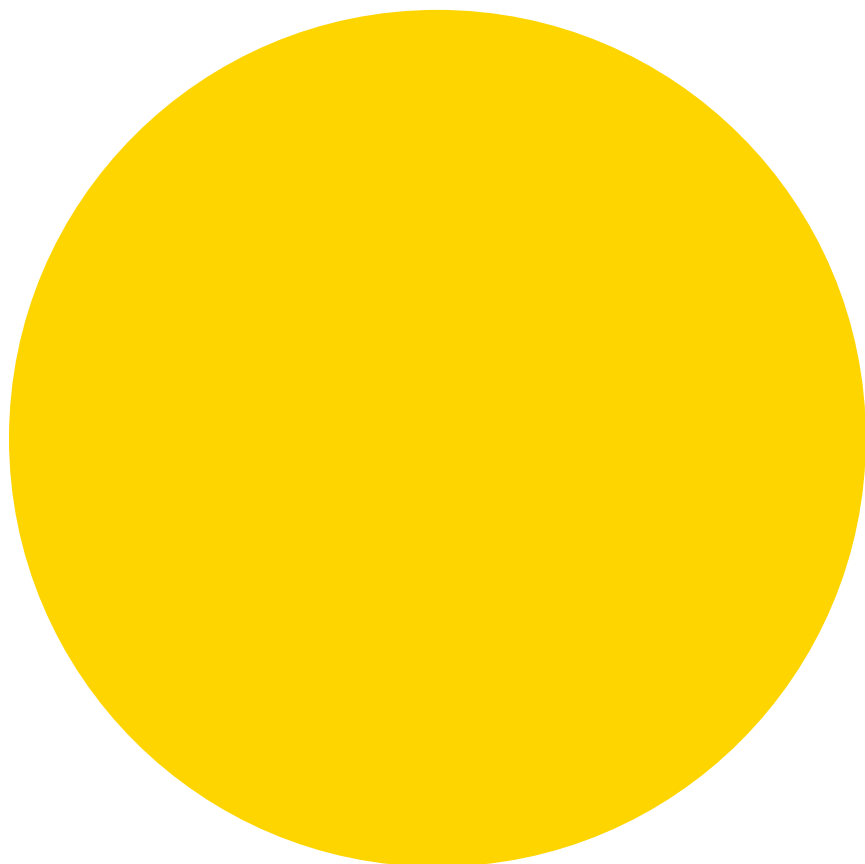
2017



ETI

ENQUÊTE 2017

SYNTHÈSE	3-4
—	
1 PROFIL	5-12
—	
2 ACTIVITÉ	13-17
—	
3 EMPLOI	18-19
—	
4 SITUATION FINANCIÈRE	20-22
—	
5 CROISSANCE INTERNE	23-24
—	
6 CROISSANCE EXTERNE	25-29
—	
7 FINANCEMENTS EXTERNES	30-33
—	
8 MÉTHODOLOGIE	34-35
—	



SYNTHÈSE

EN 2017, LES ETI DEVRAIENT DE NOUVEAU ACCENTUER LEUR CROISSANCE GRÂCE AU RENFORCEMENT DE LA DEMANDE, NOTAMMENT À L'EXPORTATION POUR LES PLUS INTERNATIONALISÉES. LES PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT ET DE CROISSANCE EXTERNE RESTERAIENT DYNAMIQUES EN 2017, APRÈS UNE PROGRESSION DÉJÀ SOUTENUE EN 2016

Ces résultats proviennent de la 7^e enquête annuelle menée conjointement par la DGE et **Bpifrance** auprès des 3 574 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en mars-avril 2017. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 518 ETI.

⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

Le rebond de l'activité se poursuit en 2017

Les ETI nationales entrevoient de bonnes perspectives d'activité en 2017, encore meilleures qu'en 2016. La tendance est fortement repartie à la hausse dans la Construction, continue de se renforcer dans l'Industrie et plus encore dans les Services (TIC et Services aux entreprises). Elle décélère en revanche un peu dans les branches liées à la consommation des ménages (Commerce, Transports, Hébergement-restauration).

Les anticipations de croissance en 2017 sont les meilleures parmi les entreprises internationalisées, qui exportent ou disposent d'implantations à l'étranger, souvent des ETI industrielles et de taille importante. Si les objectifs d'exportation en 2016 n'ont pas été atteints, les ETI fortement exportatrices sont de nouveau très optimistes, présentant les meilleures anticipations de croissance sur les marchés export depuis 2011.

Au-delà des disparités sectorielles, l'innovation conduite au sein de l'entreprise conditionne toujours favorablement les perspectives de développement de l'activité, tant en France qu'à l'étranger.

Les effectifs des ETI se redresseraient nettement en France

Pour la 2nd année consécutive, les ETI prévoient une croissance plus rapide de leurs effectifs sur le territoire national que dans leurs implantations étrangères.

L'accélération de l'emploi en France serait particulièrement marquée dans l'Industrie, la Construction et les Services aux entreprises.

La situation financière continue de s'améliorer, avec des trésoreries particulièrement souples

La poursuite de la remontée du taux de marge des entreprises en 2016 et le niveau historiquement bas des taux d'intérêt ont facilité l'assouplissement des trésoreries, dont la situation est jugée la meilleure depuis le démarrage de l'enquête en 2011. Les ETI anticipent un maintien de l'état de la trésorerie en 2017.

L'investissement a accentué sa progression en 2016 et resterait dynamique en 2017

Les investissements de croissance interne ont fortement augmenté en 2016, au plus haut dans l'enquête. Les anticipations pour 2017 reproduisent celles de 2016, qui étaient très positives. Elles sont élevées dans toutes les branches d'activité.

Les opérations de croissance externe réalisées en 2016, créations de filiales et prises de participations, ont été au moins aussi fréquentes qu'en 2015. Les projets pour 2017 sont encore plus nombreux que précédemment et retrouvent, voire dépassent, leur niveau de 2011. En particulier, 16 % des ETI ont au moins un projet à l'international, principalement dans l'Union européenne, mais aussi souvent en Asie et en Amérique du Nord.

Pour financer leurs investissements de croissance, les ETI pensent de nouveau accroître le recours au crédit bancaire et aux autres sources de financement externes, plutôt que de les autofinancer.

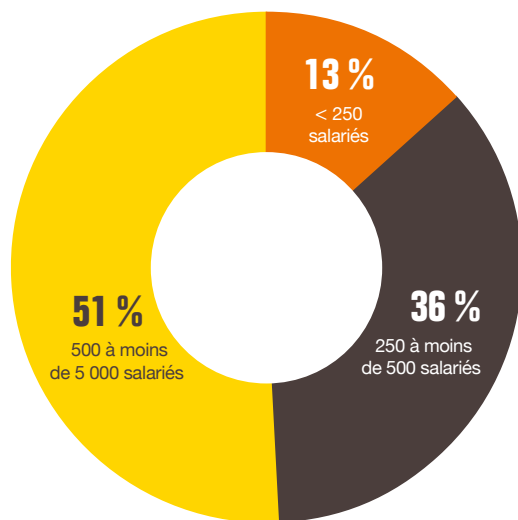
Cette enquête conjointe **Bpifrance-DGE**, consultable sur le site www.bpifrance-lelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans le « 4 pages » de la **DGE** (N° 72, juin 2017).

01.

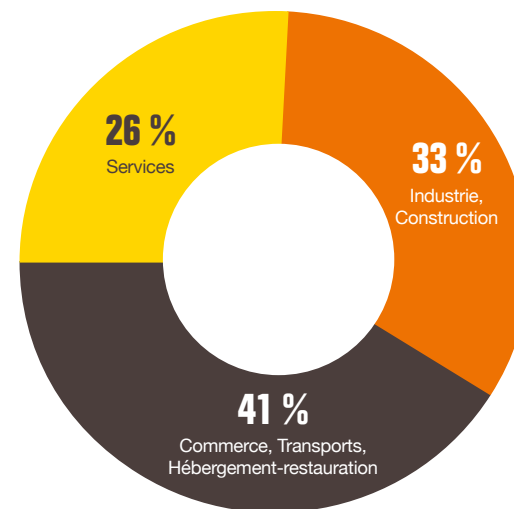
**PROFIL DES ETI
NATIONALES**

Caractéristiques des 518 ETI nationales répondantes

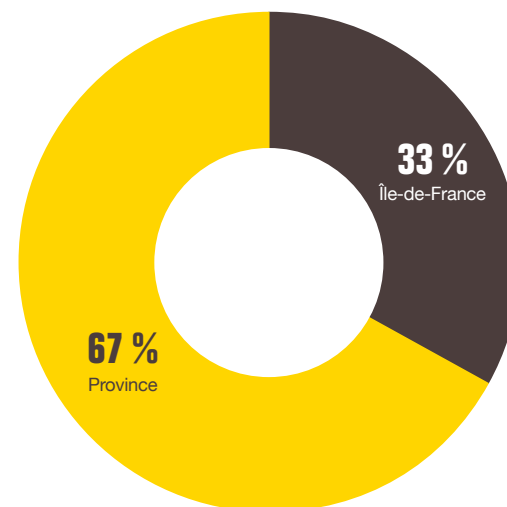
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



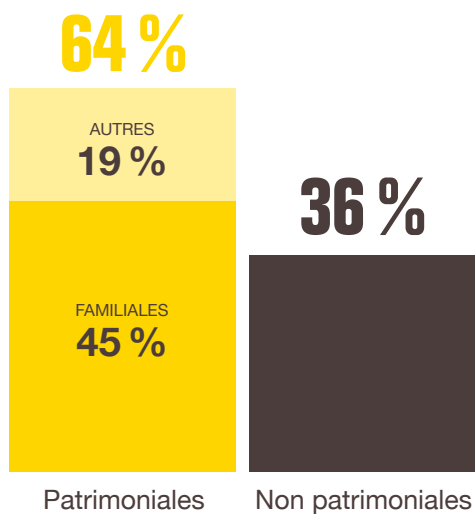
Source : DGE, INSEE.

Structure capitalistique

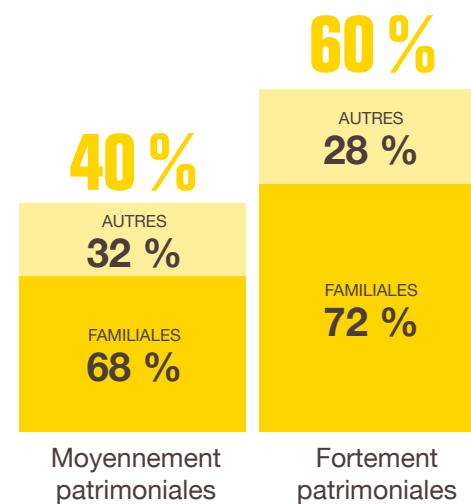
Près des deux-tiers (64 %) des ETI sont des entreprises « patrimoniales »⁽¹⁾, leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Parmi elles, 70 % sont dites « familiales », car appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 45 % des ETI.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %). 60 % d'entre elles sont fortement patrimoniales.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL



• RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

⁽¹⁾ Entreprises dont au moins la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

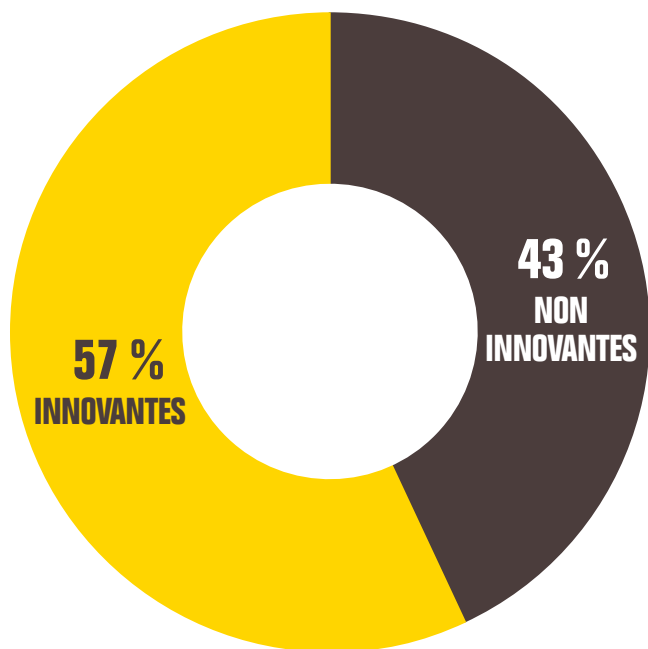
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

ETI et innovation

En 2016, près de 3 ETI sur 5 ont innové, essentiellement en finançant des frais de recherche et développement et en déposant des brevets. Parmi les ETI innovantes, 41 % appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

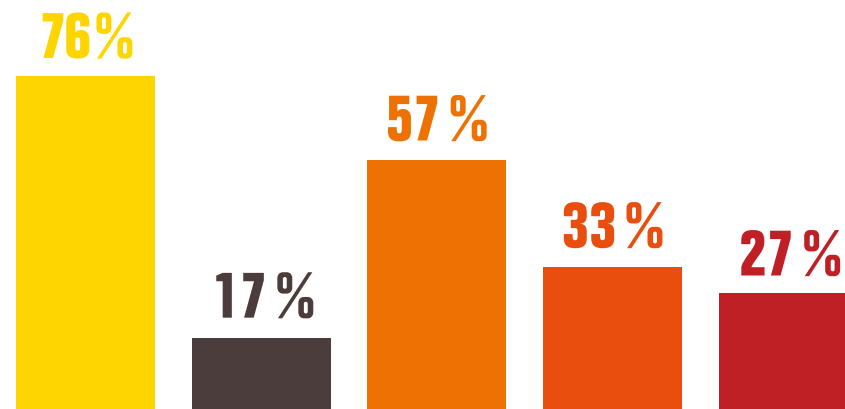


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



- A.** Financement des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D.
- B.** Acquisition d'une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie.
- C.** Dépôt d'un brevet, une marque, un dessin ou un modèle.
- D.** Développement pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré.
- E.** Commercialisation d'un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisation d'un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

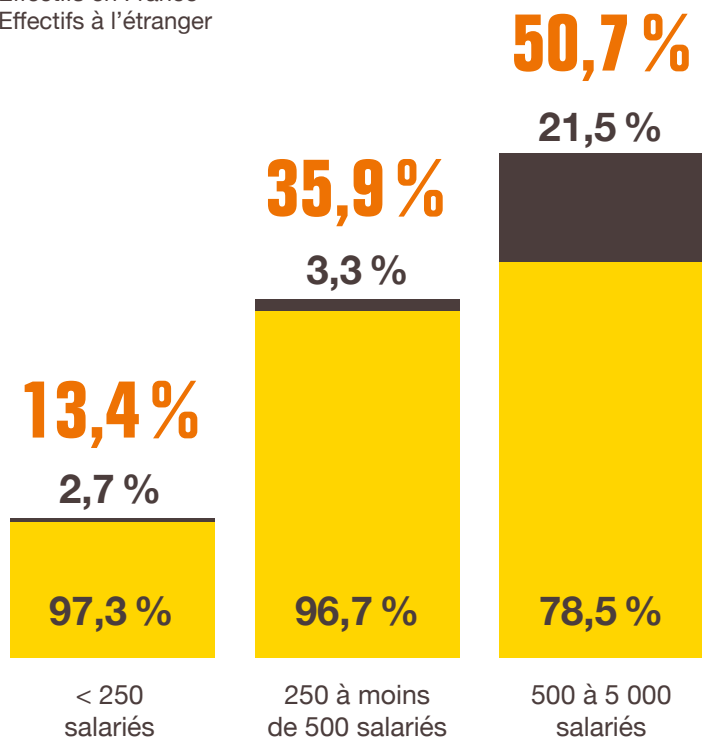
Emploi

La moitié des ETI ont moins de 500 salariés.

La moitié des ETI ont moins de 482 salariés (moins de 448 en France) et un quart plus de 856 (plus de 700 en France). En 2016, 82 % en moyenne des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 18 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

■ Effectifs en France
■ Effectifs à l'étranger



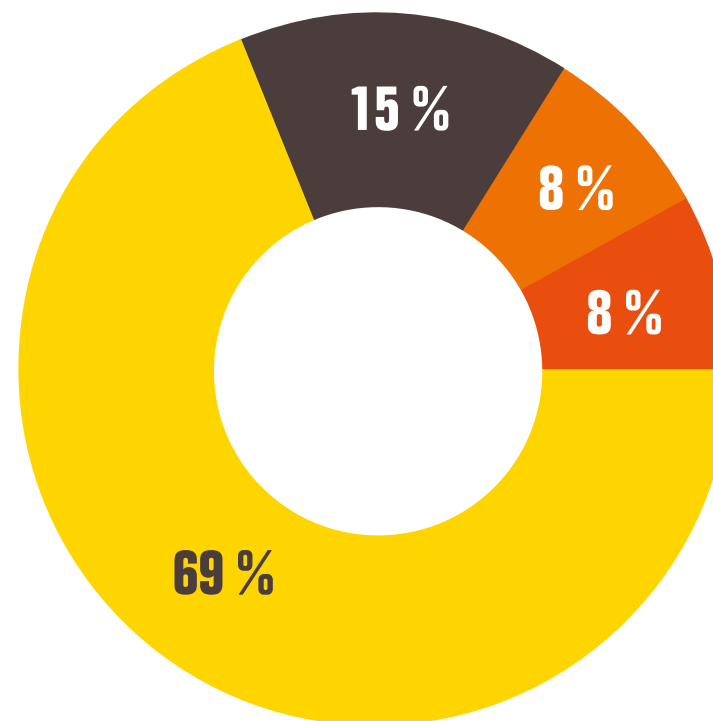
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 69 % y ont la totalité de leur effectif et 85 % y ont plus des trois quarts. Les 15 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France sont, pour plus des trois quarts (81 %), des entreprises de 500 salariés ou plus et les deux tiers (68 %) appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE

■ 100 %
■ Moins de 75 %
■ 75 % à moins de 95 %
■ 95 % à moins de 100 %



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Activité à l'international

Plus du tiers des ETI ont une activité à l'international.

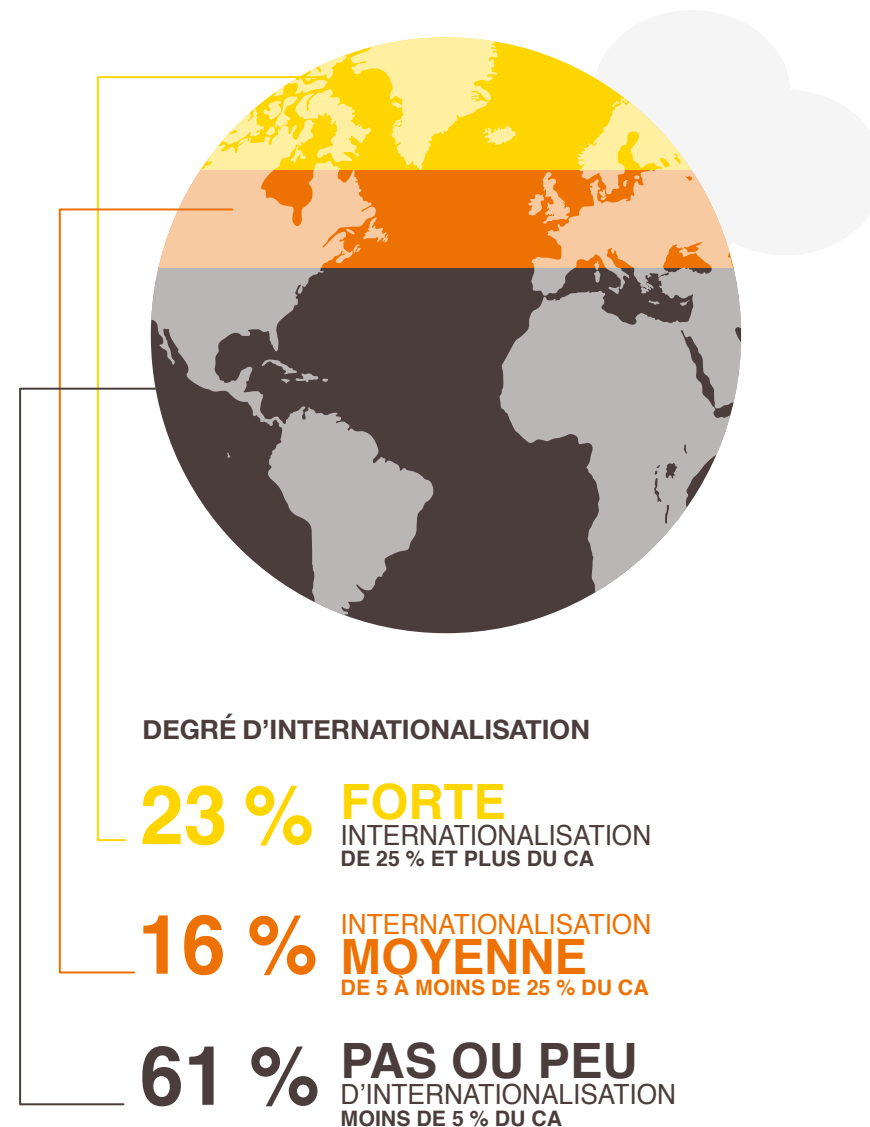
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 15 % et 23 % des ETI font au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

La taille des ETI a une légère influence sur le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée : il est de 12 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 18 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. En revanche, l'innovation est un facteur très discriminant : les ETI classées innovantes font en moyenne 22 % de leur activité à l'international, soit près de 4 fois plus que les « non-innovantes ».

Les deux tiers (67 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 61 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 39 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



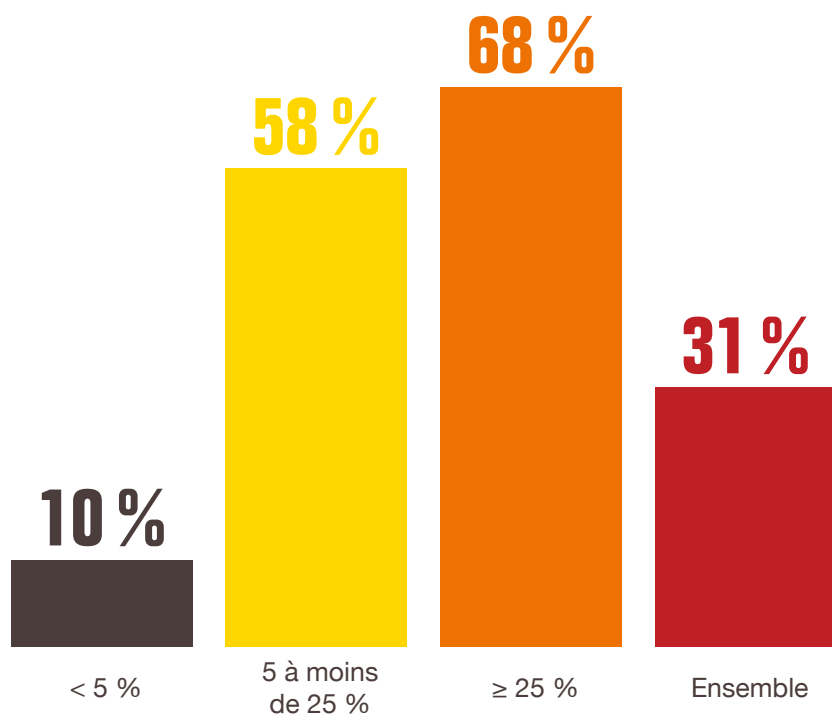
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Implantation à l'étranger

Les ETI dans leur ensemble ont en moyenne 2,3 filiales implantées à l'étranger. Parmi les 23 % d'ETI fortement internationalisées, 68 % ont en moyenne 7,1 filiales hors de France.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Toutefois, seules 31 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont en moyenne 7,3 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité : les ETI très internationalisées qui représentent 50 % de cette population (vs 23 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de 10,3 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées de 6,2 filiales et celles pas ou peu internationalisées de 1,8 filiale.

Plus des deux tiers (70 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 92 % d'ETI innovantes.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit dans des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées dans la production ou mixtes. À l'inverse, les filiales des internationalisées et très internationalisées sont plus généralement mixtes ou dédiées à la distribution.

• RÉPARTITION DES ETI DISPOSANT D'AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER, SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE

< 5 %



5 À MOINS DE 25 %



≥ 25 %



ENSEMBLE



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Trois ETI sur quatre avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Elles sont également présentes en Asie (39%) et en Amérique du Nord (31%).

• ZONE D'IMPLANTATION DES ETI DISPOSANT D'AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER



- 71 % UE**
- 39 % Asie**
- 31 % Amérique du Nord**
- 28 % Afrique**
- 24 % Europe hors UE**
- 20 % Amérique Latine**
- 5 % Océanie**

Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

02.

ACTIVITÉ

**LES ETI SONT OPTIMISTES POUR 2017
CAR LA DEMANDE PROGRESSE
DANS TOUS LES SECTEURS**

Les prévisions d'évolution de l'activité en 2017 montrent une nouvelle hausse.

En mars-avril, 50 % des ETI nationales⁽¹⁾ anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année, tandis que 11 % seulement craignent une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité⁽²⁾ s'établit à +39, en hausse de 3 points sur 1 an.

La tendance est annoncée en vif redressement dans la Construction et continue de s'améliorer dans l'Industrie et les Services.

Les anticipations de croissance sont bien meilleures qu'en 2016 dans la Construction, où le solde prévisionnel croît de 39 points, à +52. La tendance demeure très positive et en amélioration dans l'Industrie, avec un solde à +41, et dans les Services⁽³⁾, à +51. Le solde prévisionnel est en revanche plus faible dans les secteurs liés à la consommation des ménages, Commerce, Transports et Hébergement-restauration, à +28, marquant un recul de 3 points par rapport à 2016.

Les perspectives de croissance sont plus élevées chez les ETI internationalisées.

Celles qui réalisent au moins 5 % de leur activité à l'international ont un solde prévisionnel à +45, contre +35 pour les non exportatrices. Il en va de même pour celles qui ont des filiales hors de l'Hexagone et emploient du personnel à l'étranger. Leurs implantations hors du territoire national constituent toujours un accélérateur de croissance.

Les ETI « innovantes » demeurent nettement plus optimistes que les autres.

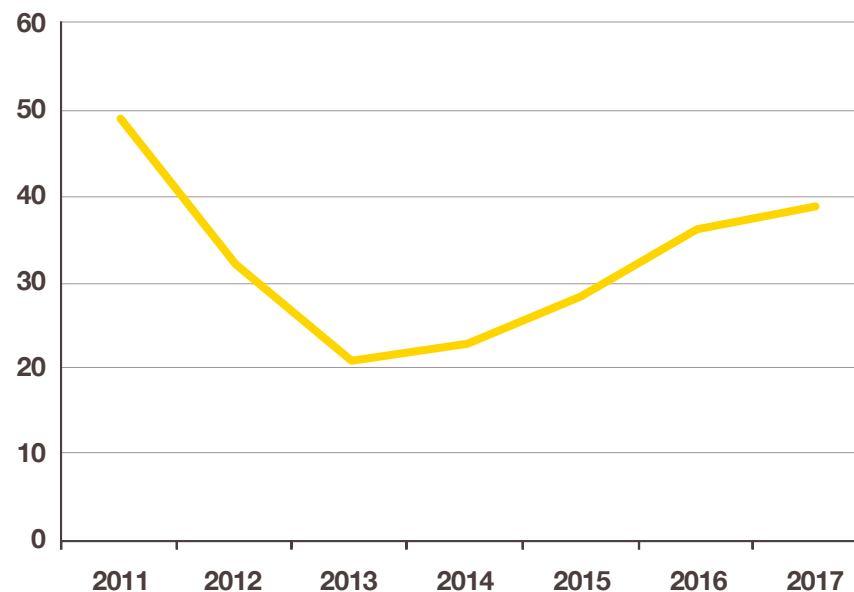
Le solde prévisionnel des premières s'établit à +44, à comparer à +27 pour les « non-innovantes ».

(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.

(3) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de Services.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2017**
(SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2016
TAILLE EN 2016 (effectif total)			
< 250 salariés	13 %	+ 18	+ 19
250 à 499 salariés	36 %	+ 31	+ 28
500 à 4 999 salariés	51 %	+ 50	+ 48
SECTEURS			
Industrie	27 %	+ 41	+ 36
Construction	6 %	+ 52	+ 13
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	41 %	+ 28	+ 31
Services	26 %	+ 51	+ 44
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2016			
Moins de 5 %	61 %	+ 35	+ 35
5 % à moins de 25 %	16 %	+ 45	+ 33
25 % et plus (ETI très internationalisées)	23 %	+ 44	+ 38
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2016			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	15 %	+ 50	+ 51
75 % à moins de 95 %	8 %	+ 54	+ 69
95 % à moins de 100 %	8 %	+ 67	+ 26
100 %	69 %	+ 32	+ 33
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	57 %	+ 48	+ 44
ETI non-innovantes	43 %	+ 27	+ 25
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	36 %	+ 41	+ 33
Patrimonial	64 %	+ 39	+ 37
Dont familial	45 %	+ 39	+ 36
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 39	+ 36

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

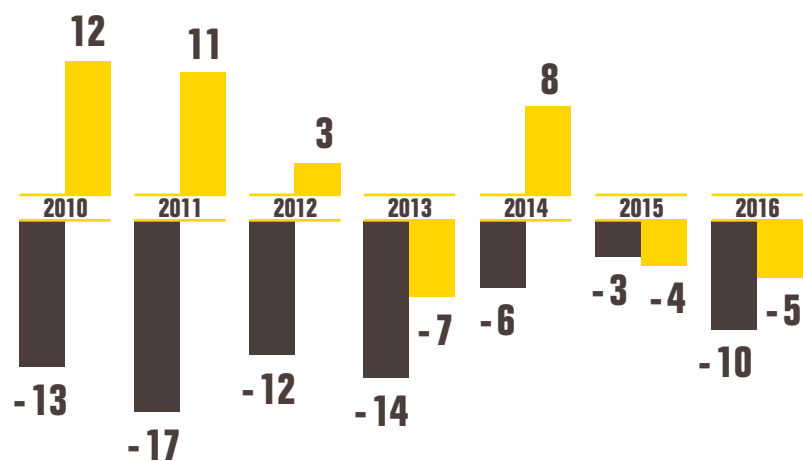
Lecture : 51 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Elles sont 50 % de plus à prévoir une hausse de leur CA en 2017 plutôt qu'une baisse.

Exportations

Les objectifs fixés en 2016 n'ont pas été atteints

En 2016, tout comme en 2015, les ETI « fortement internationalisées » n'ont pas totalement atteint leurs objectifs à l'exportation. L'écart est encore plus fort pour les ETI « moyennement internationalisées », avec un solde de -10 contre -5 pour les premières.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (16 % des ETI en 2016)
- 25 % et plus (23 % des ETI en 2016)

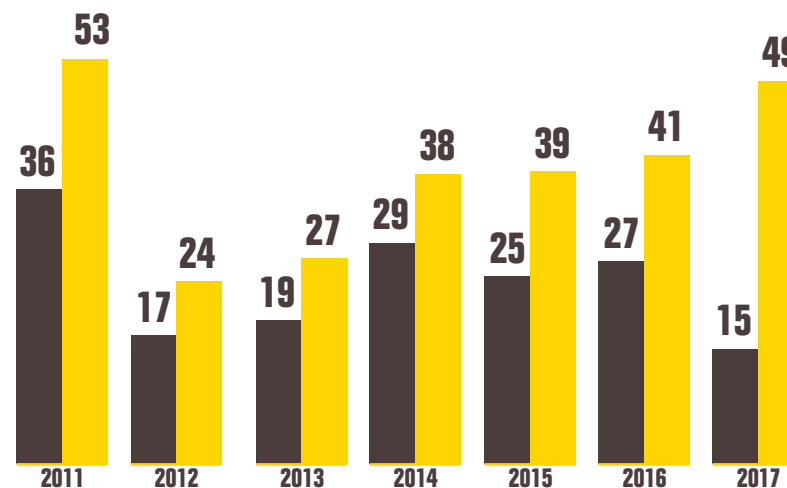
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les anticipations d'évolution des exportations en 2017 sont très optimistes chez les ETI fortement internationalisées

Les ETI qui réalisent au moins le quart de leur activité à l'international ont un solde prévisionnel d'évolution des exportations qui tangente le plus haut de 2011. Les ETI moyennement internationalisées sont en revanche nettement moins optimistes qu'en 2016, avec un solde prévisionnel à son plus bas niveau dans l'enquête initiée en 2011. Au global, l'indicateur prévisionnel d'activité à l'exportation reste stable par rapport à 2016.

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS EN %)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (16 % des ETI en 2016)
- 25 % et plus (23 % des ETI en 2016)

Base : échantillon redressé.

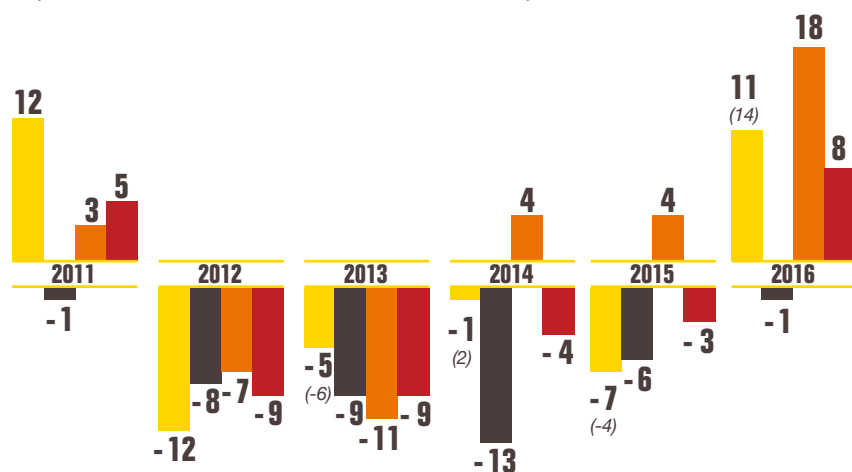
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les carnets de commandes se sont sensiblement regarnis en 2016 dans tous les secteurs d'activité

L'indicateur des carnets de commandes ou de réservations passées, tous secteurs confondus, affiche un plus haut à +8. Sur 1 an, le redressement de la demande a été prononcé dans tous les secteurs d'activité : l'indicateur progresse de 18 points dans l'Industrie, de 14 dans les Services, de 13 dans la Construction (à -4) et de 5 points dans le groupe Commerce, Transports, Hébergement-restauration (à -1).

L'indicateur est un peu plus élevé chez les ETI internationalisées (+12) que chez les autres (+6).

• INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



■ Industrie, Construction (dont Industrie) ■ Commerce, Transports, Hébergement-restauration
 ■ Services ■ Ensemble

Base : échantillon redressé. Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

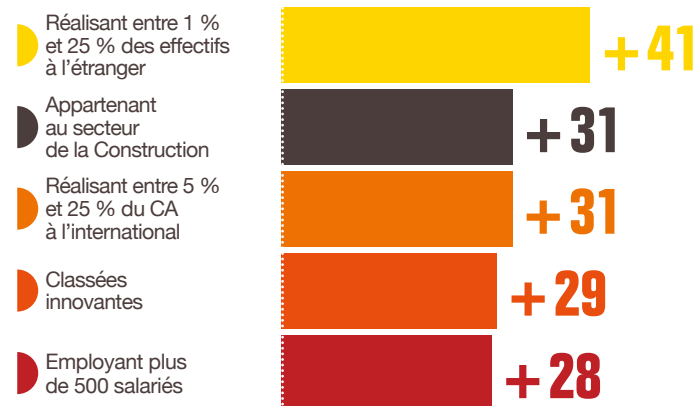
D'un point de vue qualitatif, les carnets de commandes de l'année précédente demeurent mieux jugés par les ETI classées innovantes (indicateur à +10) que par les autres (+4).

La demande devrait continuer à se renforcer en 2017

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse de 7 points en 1 an, à +21. Ceci le situe à 8 points seulement du sommet remontant à 2011 et à 28 points au-dessus du minimum de 2013.

Les anticipations de hausse de la demande sont les plus positives dans les grosses ETI, dans la Construction, parmi les innovantes et chez celles qui sont moyennement internationalisées.

• L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE COMMANDES EST PLUS ÉLEVÉ POUR LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES : (SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé. Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

A *contrario*, la progression attendue de la demande apparaît la plus faible dans les ETI de moins de 250 salariés (solde prévisionnel nul), chez les non-innovantes (+12) et celles du groupe Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+12). Toutefois, ces indicateurs sont en net redressement par rapport à 2016 chez les non-innovantes (+13 points) et les ETI du secteur Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+9 points).

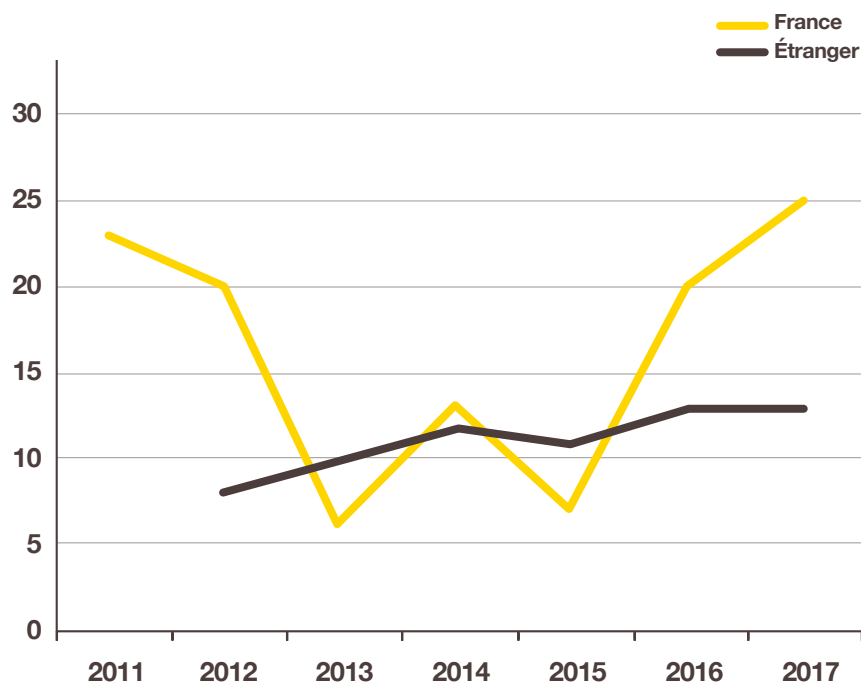
03.

EMPLOI
DES EFFECTIFS PRÉVUS
EN VIVE PROGRESSION
EN FRANCE

Le solde prévisionnel des effectifs dans l'Hexagone, où les ETI nationales rassemblent 82 % de leurs effectifs mondiaux, progresse de 5 points par rapport à 2016, à +25. Il s'agit de la meilleure prévision depuis 2011.

Les prévisions d'évolution des effectifs à l'étranger sont stable sur 1 an, à +13.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Nota : en 2011, l'effectif à l'étranger n'était pas demandé dans l'enquête.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Le redressement des effectifs en France est spectaculaire dans l'Industrie (+17 points). Il rebondit également dans la Construction et les Services aux entreprises.

En termes qualitatifs, on note que les ETI « innovantes » ont des prévisions d'emploi supérieures aux « non-innovantes », tant en France qu'en dehors de l'Hexagone.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI EN 2017 (SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (rappel mars 2016)	FRANCE (rappel mars 2016)
TAILLE EN 2016 (effectif total)			
< 250 salariés	13 %	+ 4 (+ 10)	+ 18 (+ 26)
250 à 499 salariés	36 %	+ 7 (+ 7)	+ 18 (+ 16)
500 à 4 999 salariés	51 %	+ 20 (+ 20)	+ 32 (+ 20)
SECTEURS			
Industrie	27 %	+ 22 (+ 24)	+ 25 (+ 8)
Construction	6 %	+ 5 (+ 3)	+ 31 (+ 8)
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	41 %	+ 6 (+ 4)	+ 17 (+ 20)
Services	26 %	+ 17 (+ 17)	+ 39 (+ 30)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2016			
Moins de 5 %	61 %	+ 3 (- 1)	+ 24 (+ 20)
5 % à moins de 25 %	16 %	+ 16 (+ 17)	+ 31 (+ 30)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	23 %	+ 37 (+ 38)	+ 24 (+ 13)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2016			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	15 %	+ 39 (+ 48)	+ 22 (+ 18)
75 % à moins de 95 %	8 %	+ 34 (+ 38)	+ 44 (+ 21)
95 % à moins de 100 %	8 %	+ 42 (+ 32)	+ 41 (+ 26)
100 %	69 %	+ 3 (0)	+ 21 (+ 19)
CLASSIFICATION "INNOVANTES"			
ETI innovantes	57 %	+ 19 (+ 23)	+ 29 (+ 25)
ETI non-innovantes	43 %	+ 7 (+ 2)	+ 19 (+ 14)
STATUT DU CAPITAL			
Non patrimonial	36 %	+ 13 (+ 11)	+ 22 (+ 14)
Patrimonial	64 %	+ 15 (+ 14)	+ 26 (+ 23)
Dont familial	45 %	+ 14 (+ 14)	+ 25 (+ 19)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 13 (+ 13)	+ 25 (+ 20)

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

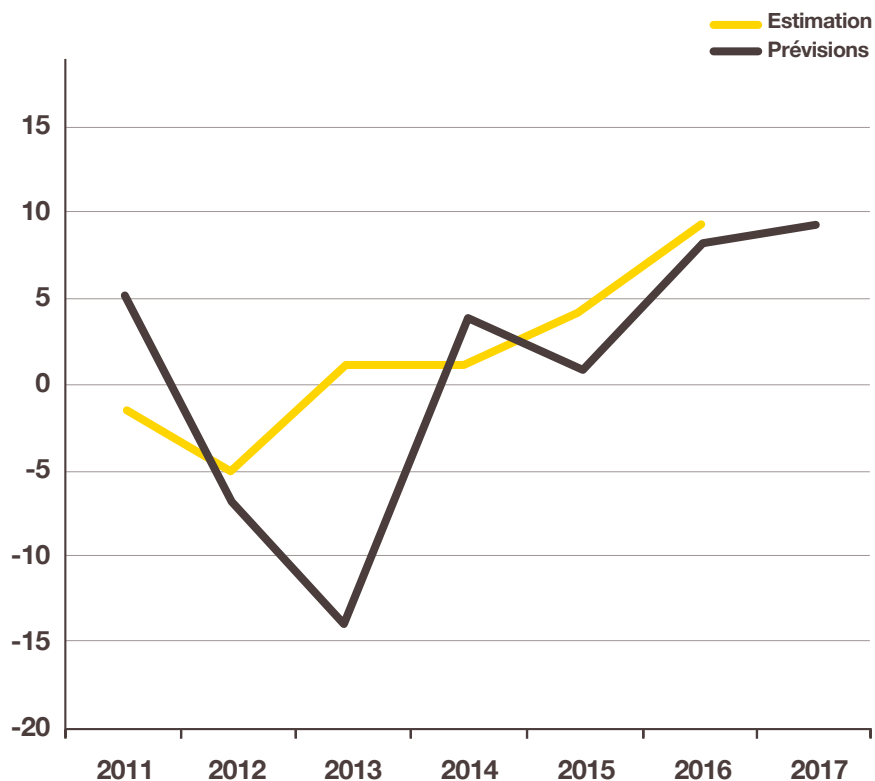
04.

SITUATION FINANCIÈRE
LES TRÉSORERIES SE SONT
DE NOUVEAU DÉTENDUES EN 2016
ET DEVRAIENT RESTER SOUPLES EN 2017

La situation de la trésorerie en 2016 est jugée « aisée » par 24 % des ETI et « difficile » par 15 %. L'indicateur de la trésorerie passée gagne 5 points sur 1 an à +9, affichant un nouveau plus haut depuis le démarrage de l'enquête en 2011. Cette amélioration s'explique par le redressement graduel du taux de marge des entreprises depuis 2012, grâce à la mise en place du CICE, de la baisse des taux d'intérêt et de la baisse prolongée des cours du pétrole.

Les trésoreries devraient rester souples en 2017, l'indicateur prévisionnel progressant de 1 point à +9, marquant un nouveau plus haut.

• **ESTIMATION DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ANNÉE PASSÉE ET ÉVOLUTION ATTENDUE SUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)**



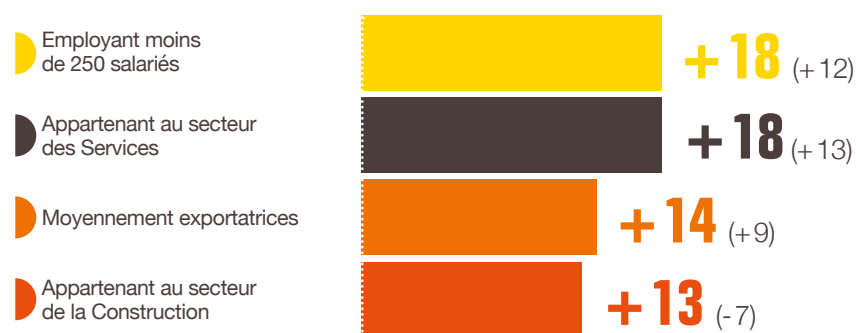
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

L'amélioration de l'état de la trésorerie est quasi générale selon les différentes catégories d'ETI, même si certains écarts demeurent.

En termes sectoriels, le contraste reste prononcé entre les ETI des Services (solde d'opinion à +18) et celles du groupe Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+2) mais un net redressement s'est opéré dans la Construction, où l'indicateur de la trésorerie passée remonte de 20 points en 1 an, à +13.

• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2017 (rappel 2016) (SOLDE D'OPINION EN %)**



• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2017 (rappel 2016) (SOLDE D'OPINION EN %)**



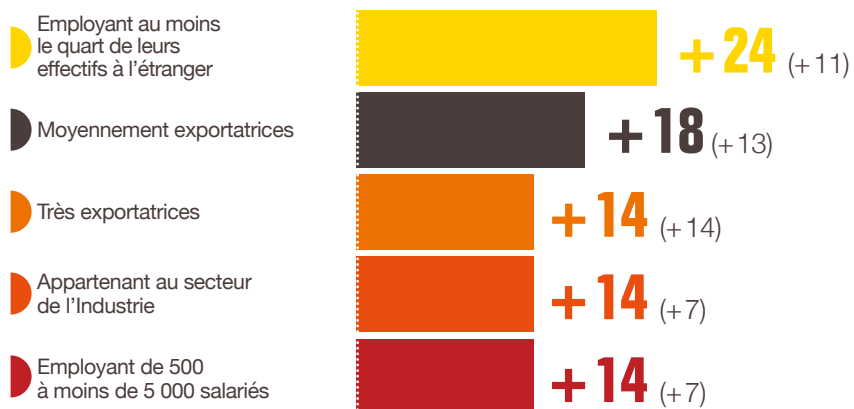
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les ETI dans leur ensemble escomptent une poursuite de l'amélioration de leur situation de trésorerie en 2017.

Les ETI employant au moins 500 salariés, les ETI industrielles, celles exportatrices et celles bien implantées à l'étranger sont les plus optimistes quant à l'évolution attendue de leur trésorerie sur l'année en cours. Les ETI de la Construction anticipent à nouveau une nette amélioration de leur trésorerie en 2017.

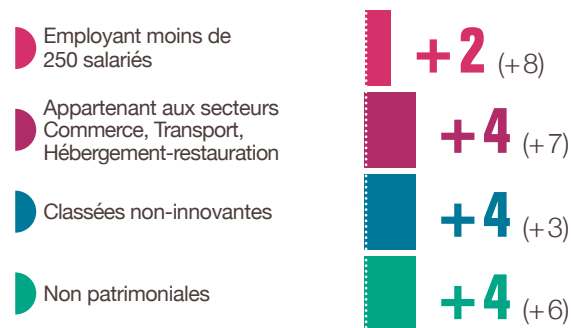
• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2017** (rappel 2016)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2017** (rappel 2016)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

05.

CROISSANCE INTERNE
LES INVESTISSEMENTS
ONT SENSIBLEMENT AUGMENTÉ EN 2016
LEUR CROISSANCE DEVRAIT
SE POURSUIVRE EN 2017

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global des investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ réalisés en 2016 par rapport à ceux de 2015. Ils sont déclarés en hausse dans 47 % des cas et en baisse dans 15 %, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +32.

À ce niveau, il est au plus haut dans l'enquête et supérieur de 9 points à celui de l'année précédente (+23).

L'investissement a accéléré en particulier dans l'Industrie (+17 points), la Construction (+6 points) et le Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+13 points). Toutefois, le solde d'opinion reste encore faible dans la Construction.

Les prévisions d'investissement de croissance interne pour 2017 sont de nouveau bien orientées, quoique sans accélération. L'indicateur prévisionnel progresse de 1 point à +25, ce qui le situe au plus haut depuis 2011 (+31).

L'investissement ralentirait en particulier dans l'Industrie, potentiellement lié à l'arrêt de la mesure de suramortissement. Il accélérerait en revanche dans la Construction et les Services aux entreprises.

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

06.

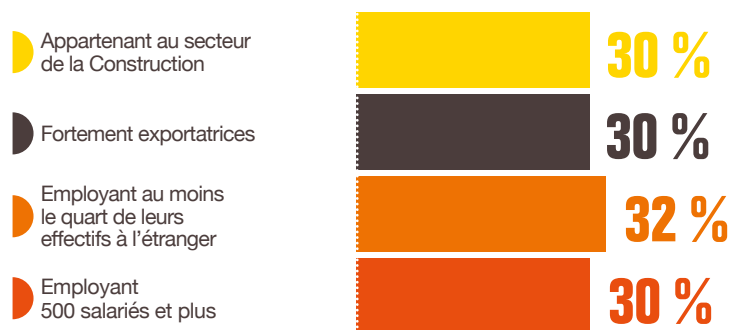
CROISSANCE EXTERNE
CRÉATIONS DE FILIALES
ET PRISES DE PARTICIPATIONS
SONT EN HAUSSE, TANT CELLES RÉALISÉES
EN 2016 QUE CELLES EN COURS
OU À L'ÉTUDE

Le quart des ETI ont créé au moins une filiale en 2016...

En 2016, 25 % des ETI nationales ont créé au moins une nouvelle filiale en France ou à l'étranger, soit 3 points de plus qu'en 2015.

La proportion est supérieure à la moyenne dans la Construction, chez les ETI les plus exportatrices et internationalisées ainsi que chez celles employant 500 salariés et plus.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EN 2016 EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE 25 % POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**
(EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



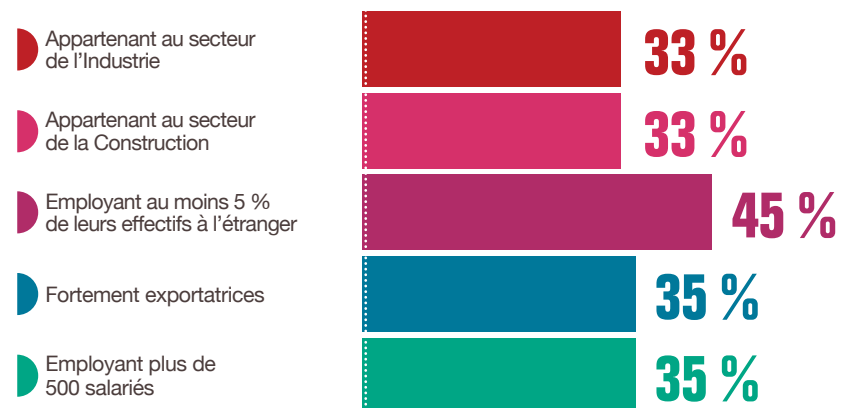
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

... et 28 % ont des projets de création de nouvelles filiales en 2017

En hausse de 4 points par rapport à 2016, c'est la proportion la plus élevée relevée dans l'enquête depuis 2011 (*idem*). Elle est la plus forte dans l'Industrie et la Construction, dans les ETI très exportatrices, internationalisées et de plus de 500 salariés.

- **LES PROJETS DE CRÉATION DE FILIALES EN 2017 SONT PLUS FRÉQUENTS CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



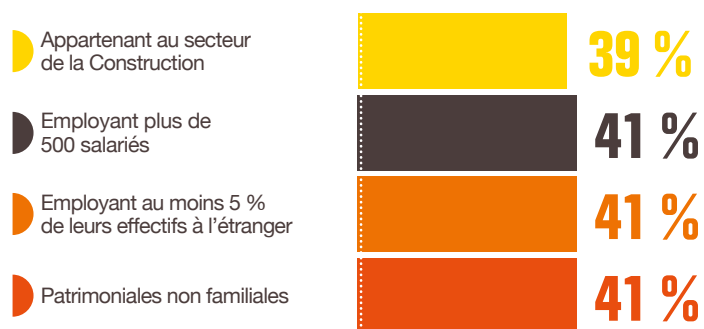
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Trois ETI sur dix ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2016...

En 2016, 30 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre société, dans la moyenne des années précédentes.

- **LA PROPORTION D'ETI AYANT PRIS DES PARTICIPATIONS EN 2016 DANS D'AUTRES ENTREPRISES DÉPASSE LA MOYENNE DE 30 % DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)**



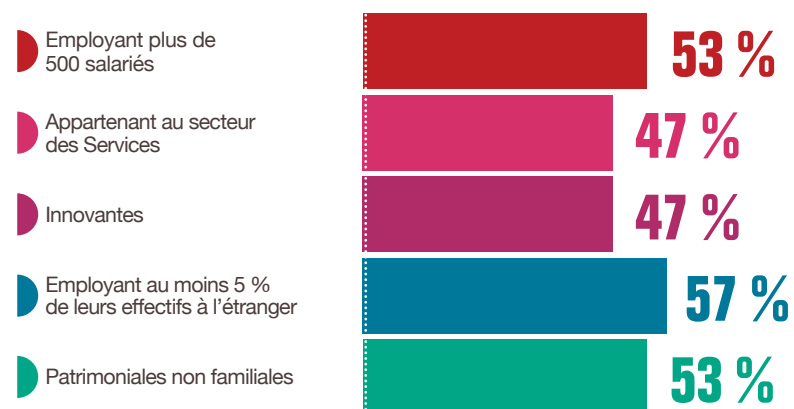
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

... et quatre sur dix envisagent de prendre de nouvelles participations en 2017

La proportion de 41 % d'ETI avec des projets de prises de participations est supérieure à celle des années antérieures, qui oscillait entre 33 % et 36 %. Il faut remonter à 2011 pour retrouver une telle fréquence de projets.

- **LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)**



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Près de 16 % des ETI ont des projets de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

Cette proportion est quasi identique à celle de 2016 (15 %).

- **RÉPARTITION DES ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS FERMES À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)**
(rappel en 2016)

UNION EUROPÉENNE

9,3 % (7,3 %)

ASIE

3,2 % (3,7 %)

AMÉRIQUE DU NORD

3,0 % (2,6 %)

AFRIQUE

2,4 % (3,0 %)

EUROPE HORS UE

1,3 % (2,4 %)

AMÉRIQUE LATINE

0,9 % (1,6 %)

Lecture : 9,3 % de l'ensemble des ETI nationales ont un projet à court terme dans l'UE, contre 7,3 % en 2016.

Base : échantillon redressé. Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

L'Union européenne reste de très loin la 1^{re} zone d'implantation ciblée, avec 9,3 % des ETI y ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie (3,2 %), l'Amérique du Nord (3,0 %), l'Afrique (2,4 %), puis l'Europe hors UE (1,3 %) et l'Amérique latine (0,9 %).

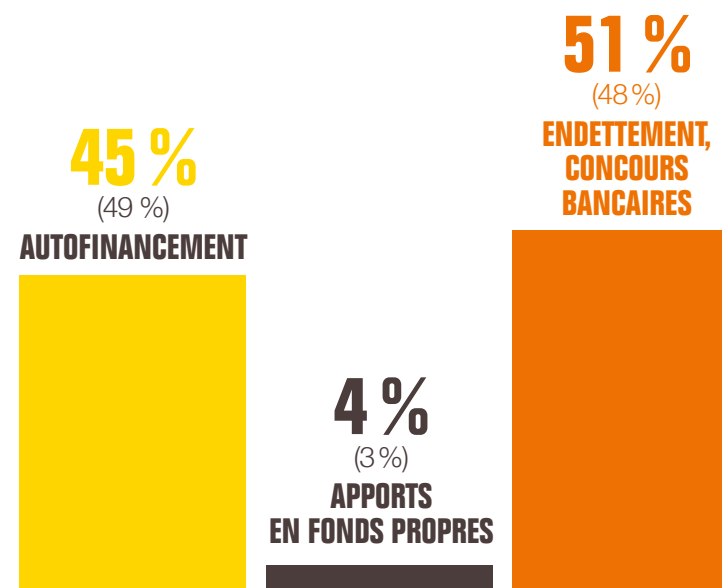
Parmi ces ETI ayant des projets fermes d'implantation en dehors de l'Hexagone, 79 % sont déjà internationalisées.

La moitié des investissements de croissance de 2016 a été financée par l'endettement et les concours bancaires...

Pour financer leurs investissements, les ETI ont de nouveau accru le recours à l'endettement financier et aux concours bancaires, dont le poids moyen dans le plan de financement ressort à 51 %, contre 48 % en 2015 et 43 % en 2014. La faiblesse historique des taux d'intérêt explique sans doute cette orientation.

La part relative des apports en fonds propres s'établit à 4 % des besoins en moyenne, en hausse de 1 point sur 1 an.

- **PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2016**
(rappel en 2015)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

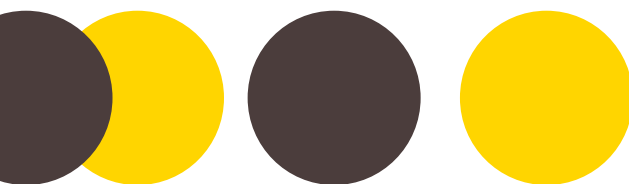
... et les ETI souhaitent toujours recourir davantage à l'endettement financier en 2017

De même que les investissements courants devraient rester dynamiques en 2017, avec un solde d'opinion prévisionnel de + 25, les projets de nouvelles filiales et prises de participations sont en nette progression sur 1 an. Les besoins de financement des ETI nationales devraient donc s'accroître sensiblement.

Dans un contexte de coût du crédit aux entreprises toujours très favorable, les ETI envisagent à nouveau de réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier.

En effet, 23 % souhaitent augmenter la part relative des concours financiers externes et 12 % la réduire, le solde d'opinion prévisionnel restant très positif à +12.

À l'inverse, le solde prévisionnel est négatif, à -6 pour l'autofinancement et -1 pour le recours aux fonds propres, contre respectivement -10 et +1 en 2016.



07.

**FINANCEMENTS
EXTERNÉS**

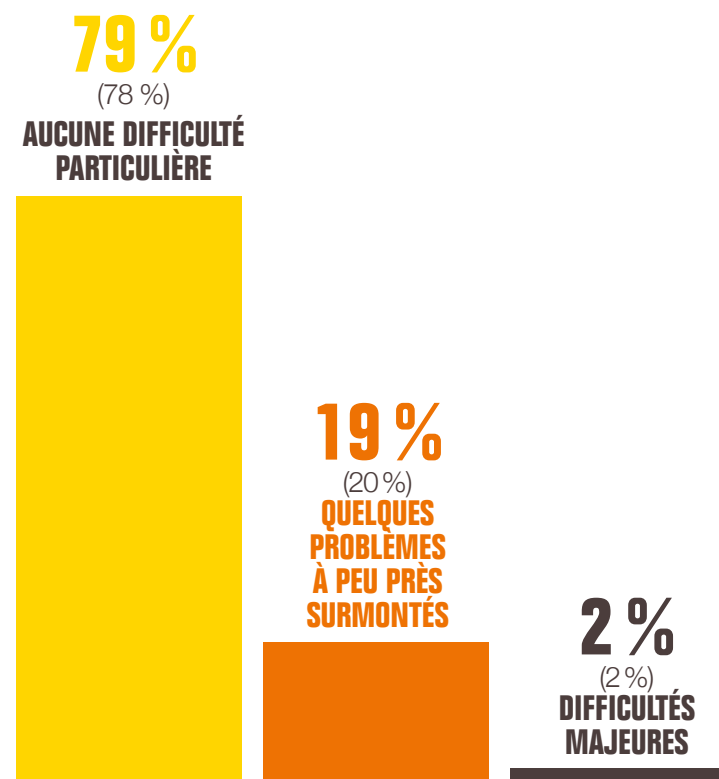
**LES ETI ONT POUR LA PLUPART
UN ACCÈS AISÉ AU CRÉDIT**

2 % seulement des ETI ont eu des difficultés majeures pour obtenir des concours financiers en 2016

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu connaître dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.

En 2016, 2 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, sans changement par rapport à 2015. Par ailleurs, elles sont 3 % à avoir dû annuler ou reporter des projets d'investissement, contre 2 % en 2015 et 3 % en 2014, faute d'obtention du soutien des établissements de crédit.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2016 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE ET/OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT : (rappel en 2015)



Note de lecture : 79 % des ETI n'ont rencontré aucune difficulté particulière que ce soit pour le financement de leur trésorerie ou de leurs investissements.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

La réduction des marges d'exploitation freine un peu moins le développement des ETI

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur 4 types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise :

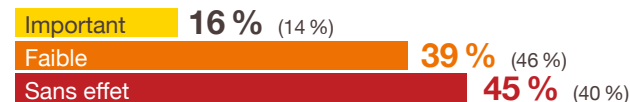
- le manque de fonds propres ;
- l'endettement excessif ;
- le resserrement des conditions d'accès au crédit ;
- la réduction des marges.

Les 3 premiers facteurs, purement financiers, pèsent relativement peu.

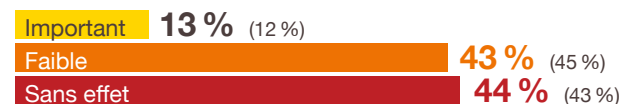
En revanche, l'insuffisance des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement des ETI, même si ce frein continue de se relâcher, avec 51 % de citations après 53 % en 2016, 55 % en 2015 et 58 % en 2014.

- APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN MARS 2017 (rappel en mars 2016)

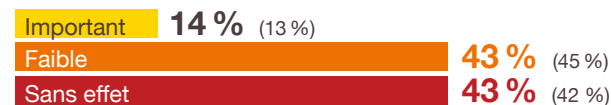
MANQUE DE FONDS PROPRES



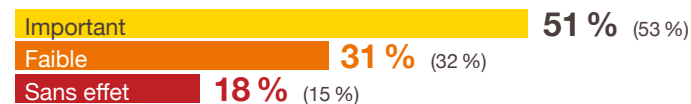
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Des contraintes d'accès au crédit assez limitées

En matière d'accès aux concours bancaires à court terme, seules les garanties demandées par les établissements de crédit pèsent de façon significative, avec 18 % de citations, tout comme en 2016.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût d'assurance ne sont mentionnés que par 6 % des ETI, ce qui est toutefois le double de 2016 et ramène à la proportion observée en 2015.

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN MARS 2017 (rappel en mars 2016)

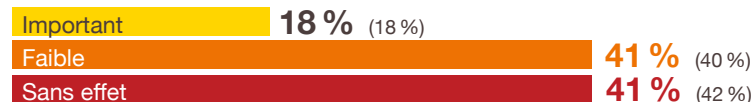
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE



GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Pour ce qui concerne l'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI est un peu plus sévère qu'en 2016 mais meilleur qu'en 2015.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont estimées pesantes par 25 % des ETI, soit 2 points de plus qu'en 2016 mais inférieur de 3 points à 2015.

Le niveau des taux d'intérêt est considéré contraignant par 8 % des ETI, à comparer à 4 % en 2016 et 7 % en 2015. Le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement est lui jugé beaucoup trop lourd par 7 % des entreprises, au lieu de 4 % en 2016 mais 10 % en 2015.

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN MARS 2017 (rappel en mars 2016)

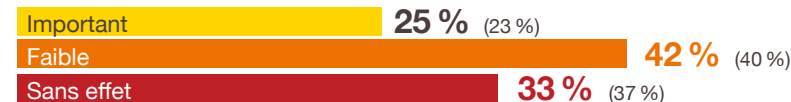
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE

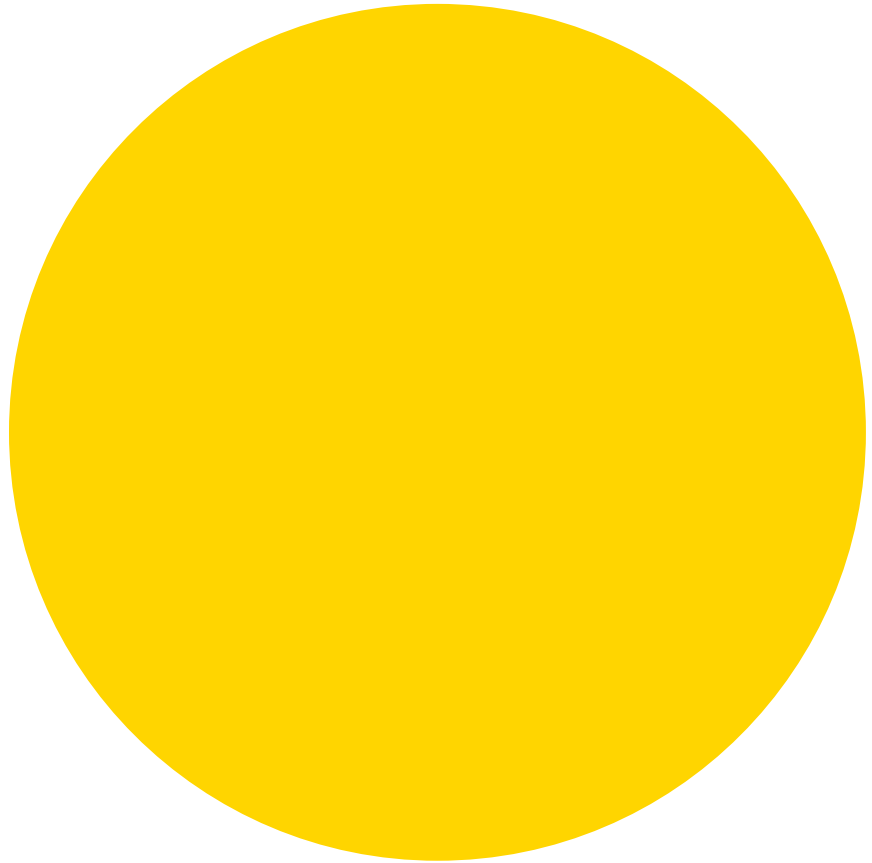


GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.



Ces résultats proviennent de la 7^e enquête de conjoncture menée conjointement par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales ⁽¹⁾, en mars 2017. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises**⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE)**.

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 574 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 597 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2016 et de 2 977 entreprises qualifiées « ETI » par la **DGE**⁽³⁾ ou **Bpifrance**⁽⁴⁾.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises début mars 2017. Sur les 892 questionnaires reçus avant le 2 mai, 518 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (78 % de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

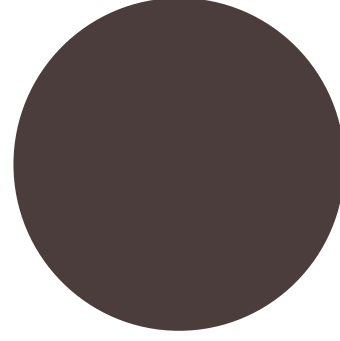
- Indicateurs en évolution = $[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau = $[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

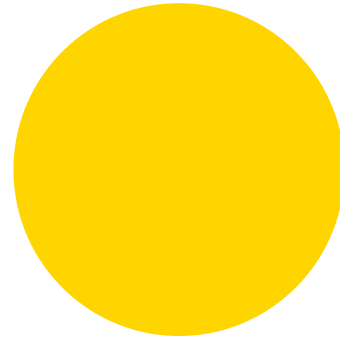
(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Entreprises sélectionnées à partir des bases Insee.

(4) Entreprises sélectionnées par **Bpifrance** via ses études et enquêtes.



SERVIR L'AVENIR





ETI

ENQUÊTE

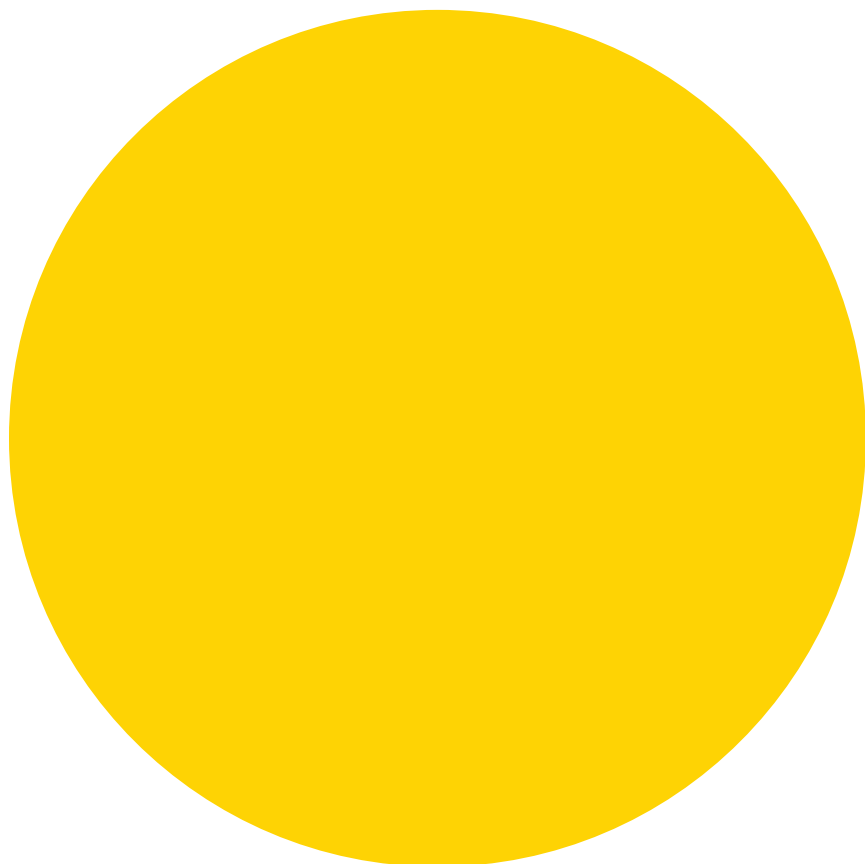
2018



ETI

ENQUÊTE 2018

SYNTHÈSE	3-4
—	
1 PROFIL	5-11
—	
2 ACTIVITÉ	12-17
—	
3 EMPLOI	18-20
—	
4 SITUATION FINANCIÈRE	21-23
—	
5 CROISSANCE INTERNE	24-25
—	
6 CROISSANCE EXTERNE	26-30
—	
7 FINANCEMENTS EXTERNES	31-34
—	
8 MÉTHODOLOGIE	35-36
—	



SYNTHÈSE

LES ETI ANTICIPENT
UNE BONNE ANNÉE 2018.
LES INDICATEURS PRÉVISIONNELS
DE PERFORMANCE SONT
À LEUR MEILLEUR NIVEAU

Ces résultats proviennent de la 8^e enquête annuelle menée conjointement par **la DGE et Bpifrance** auprès des 3 485 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en mars-avril 2018. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 531 ETI.

⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

+ 52

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ
EN HAUSSE DE 13 POINTS SUR 1 AN**

+ 39

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DES EFFECTIFS EN FRANCE
EN HAUSSE DE 14 POINTS SUR 1 AN**

90%

**PART DES ETI QUI ONT RENCONTRÉ
DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT
AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE**

+ 35

**INDICATEUR PRÉVISIONNEL
DE L'INVESTISSEMENT
EN HAUSSE DE 10 POINTS SUR 1 AN**

30%

**PROPORTION D'ETI QUI ONT DES PROJETS
DE CRÉATION
DE NOUVELLES FILIALES CETTE ANNÉE**

42%

**PROPORTION D'ETI QUI ENVISAGENT DE
PRENDRE DE NOUVELLES PARTICIPATIONS
CETTE ANNÉE**

Points clés

1. Interrogées en mars-avril 2018, les ETI françaises anticipent une bonne année 2018. Sur 9 indicateurs prévisionnels de performance, 7 d'entre eux atteignent cette année un record depuis la création de l'enquête en 2011⁽¹⁾, tandis qu'1 se maintient à son maximum⁽²⁾ et 1 enregistre sa 2^e meilleure année en 2018⁽³⁾.
2. L'optimisme des ETI sur l'activité est notamment nourri par des anticipations très favorables de la demande, à la fois sur le plan national et à l'export pour les ETI les plus internationalisées.
3. Afin de répondre à cette demande, les ETI ont des perspectives ambitieuses de renforcement de leurs effectifs, tant en France qu'à l'étranger. Pour autant, la prégnance des difficultés de recrutement, lesquelles affectent 9 ETI 10, risque de ralentir le processus d'embauche et potentiellement peser sur le rythme de croissance des ETI à moyen terme.
4. Les anticipations favorables d'activité poussent également les entreprises à maintenir un effort d'investissement soutenu, facilité par des conditions de financement toujours aisées et par la situation financière très favorable des ETI.
5. Les projets de croissance externe devraient être très nombreux pour 2018, tant du côté des créations de filiales que des prises de participation.

Cette enquête conjointe **Bpifrance-DGE**, consultable sur le site www.bpifrance-lelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans le « 4 pages » de la **DGE** (N° 84, juin 2018).

(1) Activité, carnet de commandes, effectif en France, effectif à l'étranger, investissement, création de filiales, prise de participation.

(2) Trésorerie.

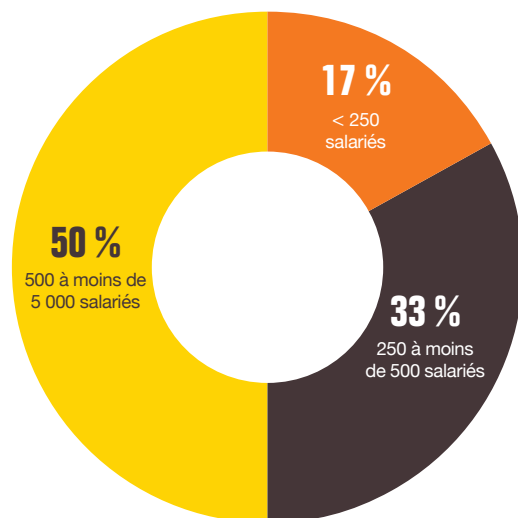
(3) Activité export.

01.

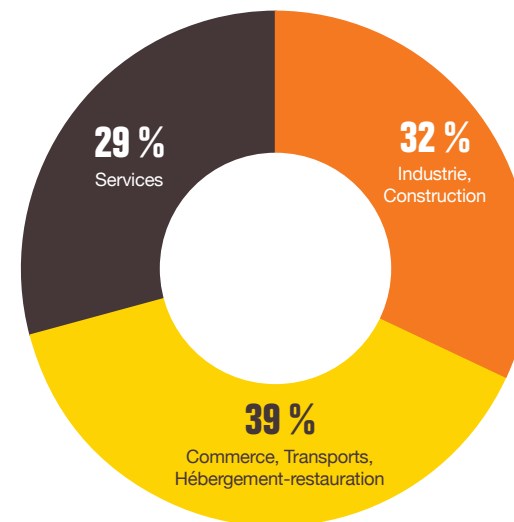
**PROFIL DES ETI
NATIONALES**

Caractéristiques des 531 ETI nationales répondantes

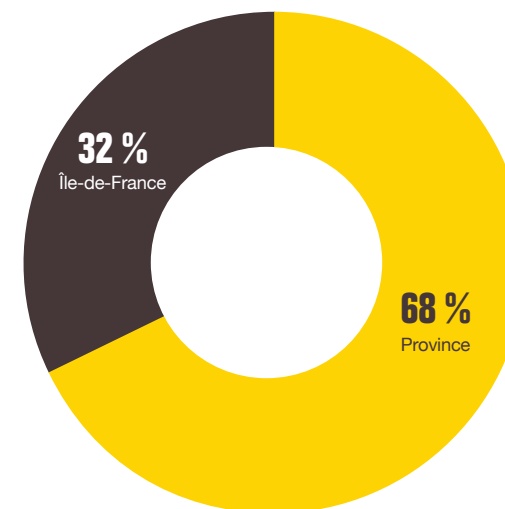
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION

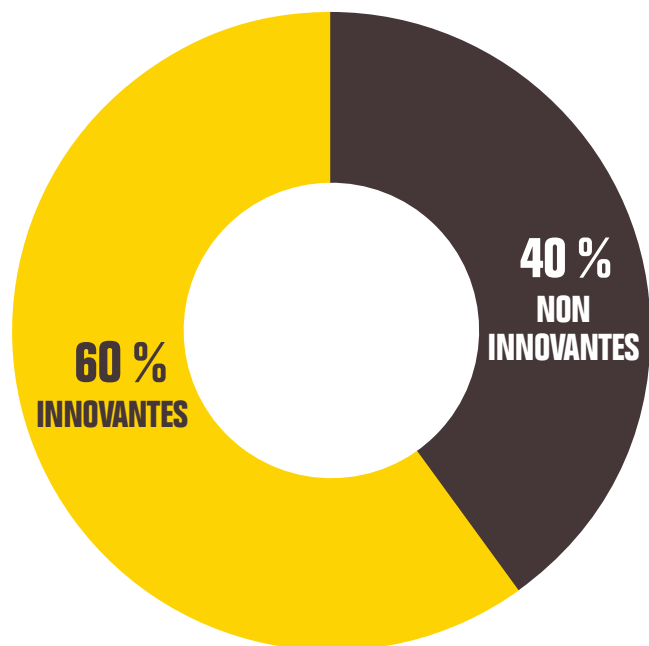


Source : enquête **Bpifrance** - DGE auprès des ETI.

ETI et innovation

En 2018, près des 2/3 des ETI sont innovantes, essentiellement pour avoir financé des frais de recherche et développement, et/ou déposé des brevets/marques/dessins/modèles. Parmi les ETI innovantes, 38 % appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

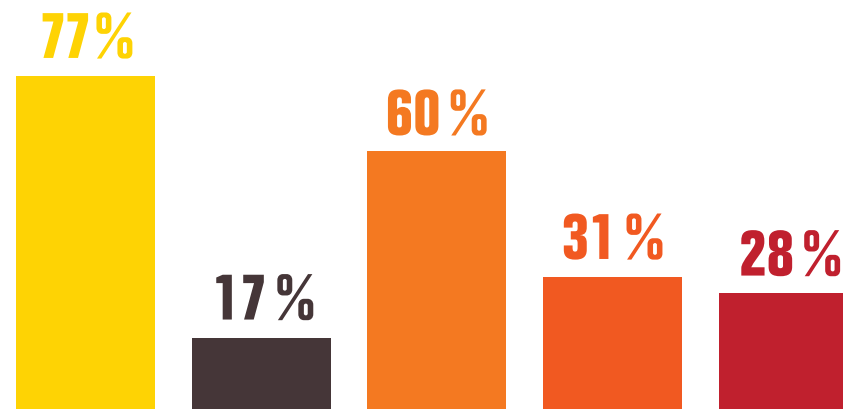


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

• ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



- A.** Financement des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recrutement de personnel de R&D.
- B.** Acquisition d'une licence d'exploitation, d'un procédé ou d'une technologie.
- C.** Dépôt d'un brevet, marque, dessin ou modèle.
- D.** Développement pour le compte de tiers d'un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré.
- E.** Commercialisation d'un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisation d'un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Base : échantillon redressé.

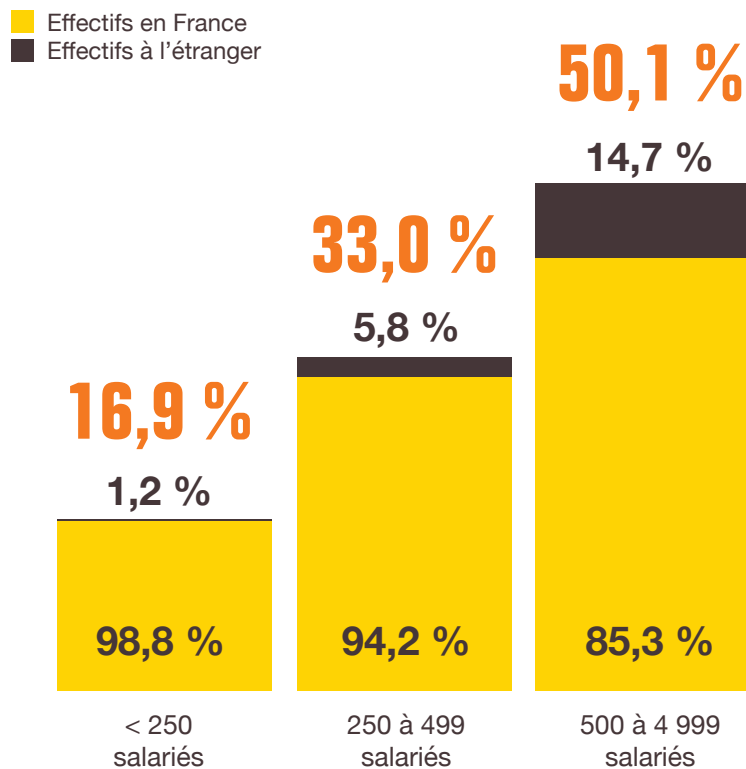
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Emploi

Plus de la moitié des ETI a moins de 500 salariés.

La moitié des ETI a moins de 495 salariés (moins de 443 en France) et 1/4 plus de 815 (plus de 700 en France). En 2018, 87 % en moyenne des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 13 % à l'étranger.

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

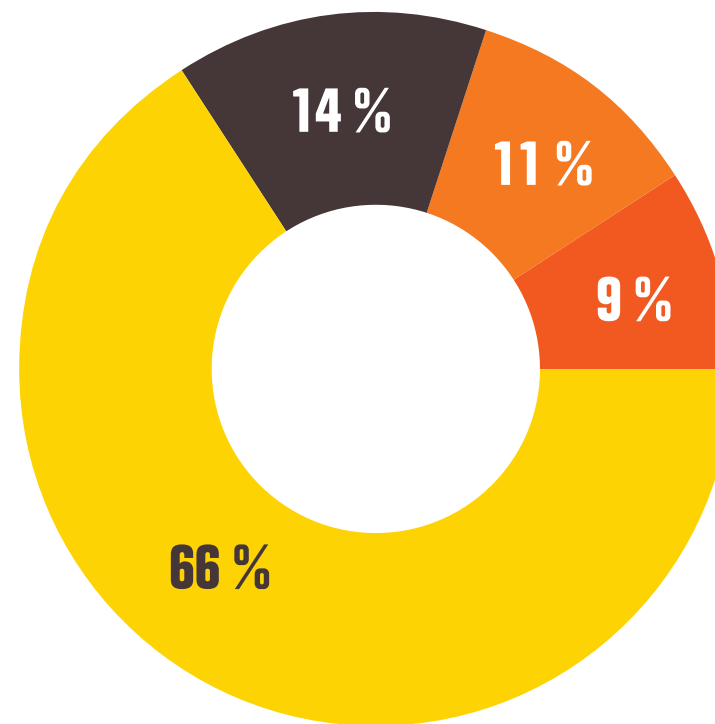


Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 66 % y ont la totalité de leur effectif et 86 % y ont plus des 3/4. Les 14 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France sont pour plus des 3/4 (83 %) des entreprises de 500 salariés ou plus, et les 2/3 (69 %) appartiennent au secteur de l'Industrie.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Activité à l'international

Près de 40 % des ETI ont une activité à l'international.

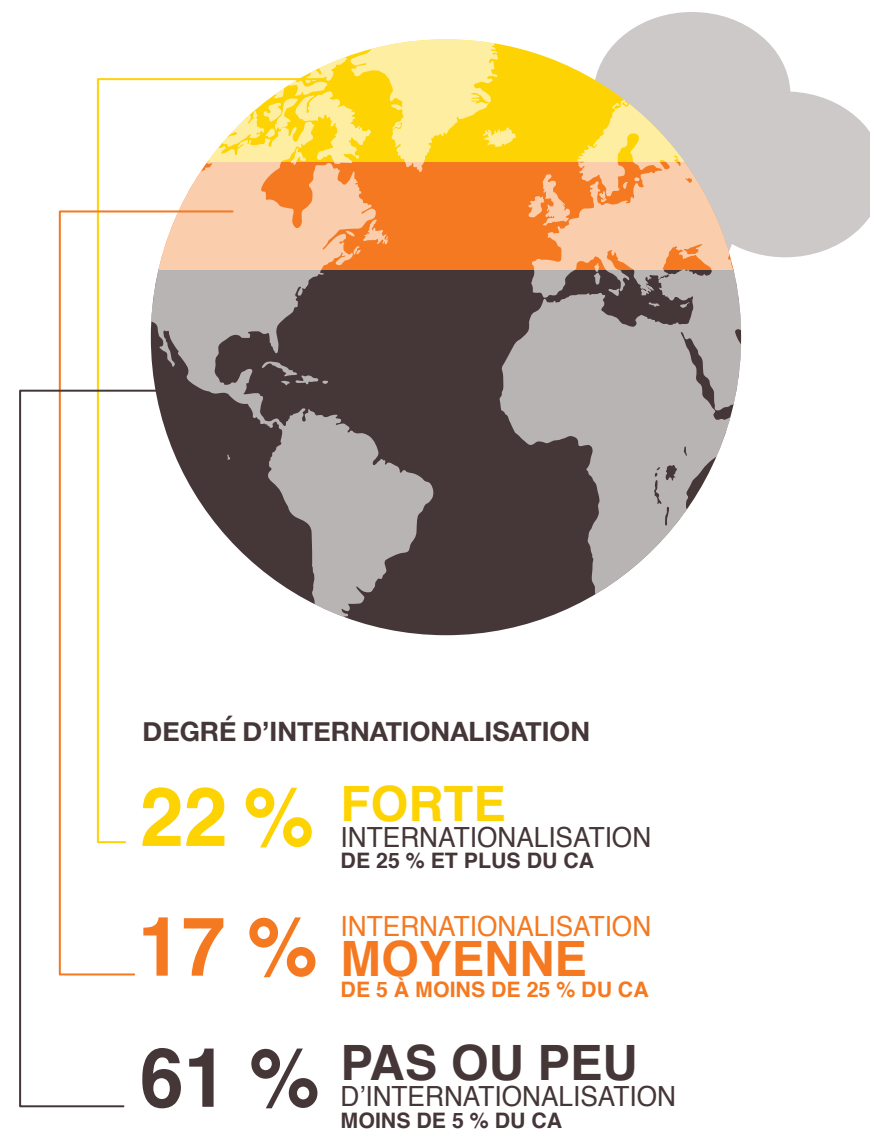
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 14 % et 22 % des ETI font au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

La taille des ETI a une influence sur le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée : il est de 11 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 18 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. L'innovation est un facteur encore plus discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 21 % de leur activité à l'international, soit 5 fois plus que les « non-innovantes ».

Les 2/3 (61 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 63 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 37 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



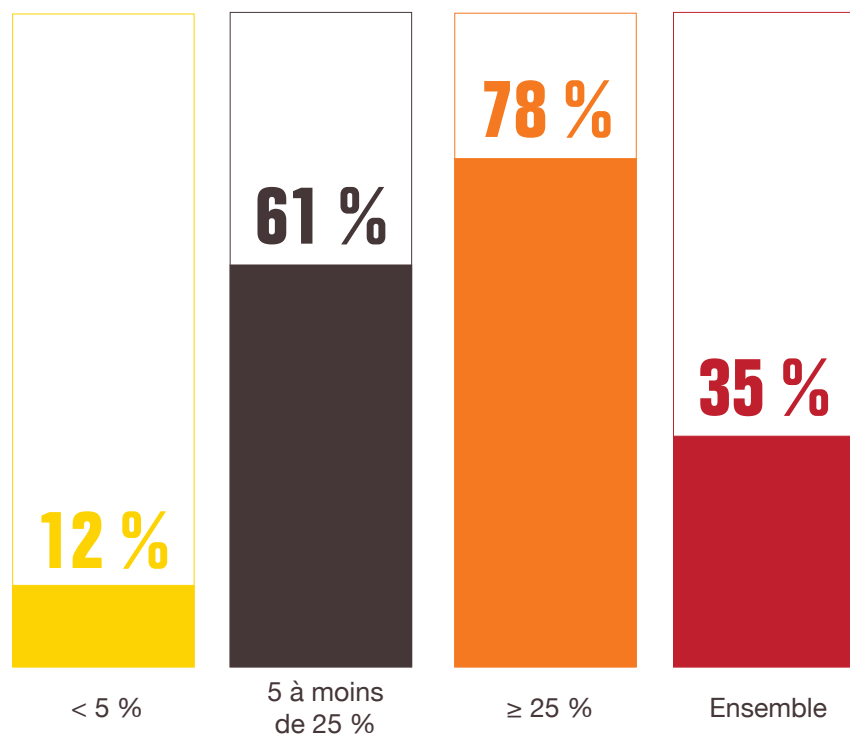
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Implantation à l'étranger

Les ETI dans leur ensemble ont en moyenne 2 filiales implantées à l'étranger. Parmi les 22 % d'ETI fortement internationalisées, 78 % d'entre elles ont en moyenne 6,1 filiales hors de France.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Toutefois, seules 35 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont en moyenne 5,9 filiales hors de France. Ce chiffre atteint 7,9 filiales chez les très internationalisées, contre 3,3 chez les moyennement internationalisées et 5 chez les pas ou peu internationalisées.

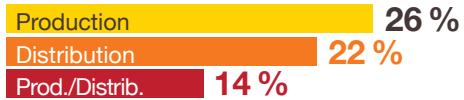
Plus des deux tiers (65 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 90 % d'ETI innovantes.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit dans des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées dans la production. À l'inverse, les filiales des moyennement internationalisées sont d'abord mixtes tandis que celles des très internationalisées sont également réparties entre les 3 types de filiales.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE

< 5 %



5 À MOINS DE 25 %



≥ 25 %



ENSEMBLE



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Plus de 2 ETI sur 3 avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Elles sont également présentes en Asie (35 %) et en Amérique du Nord (34 %).

• ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER



- 70 % UE**
- 35 % Asie**
- 34 % Amérique du Nord**
- 25 % Afrique**
- 20 % Europe hors UE**
- 21 % Amérique Latine**
- 7 % Océanie**

Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

02.

ACTIVITÉ

**POUR 2018, DES PRÉVISIONS
D'ACTIVITÉ TRÈS BIEN
ORIENTÉES AVEC UNE DEMANDE
PROGRESSANT DANS TOUS
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ**

Malgré le ralentissement de la croissance observée au 1^{er} trimestre et le repli des indicateurs conjoncturels au 2^e trimestre, les ETI dans leur ensemble espèrent encore au printemps une très bonne année 2018. Cette tendance se vérifie particulièrement pour les plus internationalisées d'entre elles qui ont bénéficié du rebond de l'activité mondiale depuis 2017.

Interrogées en mars-avril 2018, 59 % des ETI nationales⁽¹⁾ anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année, tandis que 7 % seulement craignent une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité⁽²⁾, à +52, progresse de 13 points en 1 an. Il est à son plus haut niveau depuis 2011 (+48), date du début de l'enquête.

Du point de vue sectoriel, les ETI industrielles sont les plus optimistes. À +63, l'indicateur d'activité gagne 22 points en 1 an. Les secteurs liés à la consommation des ménages, Commerce, Transports, Hébergement-restauration, affichent également une forte progression : +15 points en 1 an.

Les anticipations favorables d'activité augmentent en fonction du degré d'internationalisation de l'ETI. En effet, 79 % des très internationalisées (réalisant au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international) prévoient un développement de leur activité cette année et, à l'inverse, seules 3 % craignent un repli : à +76, le solde d'opinion gagne 32 points en 1 an. Les ETI peu ou pas exportatrices voient leur indicateur d'activité progresser de 10 points (à +45) et celles moyennement exportatrices (entre 5 % et 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international) de 6 points (à +51).

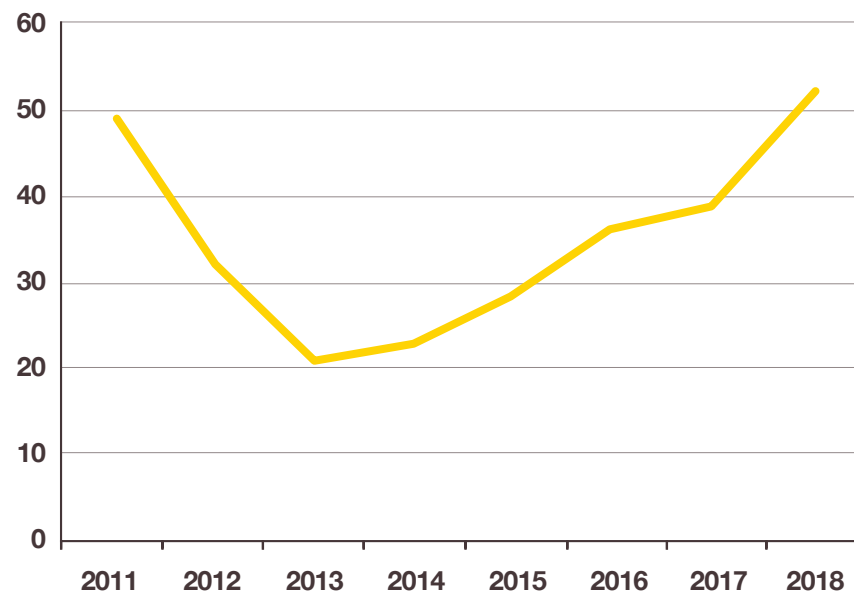
Même si les ETI innovantes demeurent nettement les plus optimistes (+59 en hausse de 11 points sur 1 an), les non-innovantes prévoient elles aussi une forte accélération de leur activité en 2018 (+43 en hausse de 16 points).

(1) Définition des ETI : cf. méthodologie.

(2) Solde d'opinion : cf. méthodologie.



• **PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE EN COURS**
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.



• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2018**
(SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2017
TAILLE EN 2017 (effectif total)			
< 250 salariés	17 %	+ 39	+ 18
250 à moins de 500 salariés	33 %	+ 41	+ 31
500 à moins de 5 000 salariés	50 %	+ 63	+ 50
SECTEURS			
Industrie	26 %	+ 63	+ 41
Construction	6 %	+ 48	+ 52
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	39 %	+ 43	+ 28
Services	29 %	+ 55	+ 51
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2017			
Moins de 5 %	61 %	+ 45	+ 35
5 % à moins de 25 %	17 %	+ 51	+ 45
25 % et plus (ETI très internationalisées)	22 %	+ 76	+ 44
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2017			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	14 %	+ 75	+ 50
75 % à moins de 95 %	11 %	+ 70	+ 54
95 % à moins de 100 %	9 %	+ 63	+ 67
100 %	66 %	+ 43	+ 32
CLASSIFICATION « INNOVANTES »			
ETI innovantes	60 %	+ 59	+ 48
ETI non innovantes	40 %	+ 43	+ 27
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 52	+ 39

Lecture : 50 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Elles sont 63 % de plus à prévoir une hausse de leur chiffre d'affaires en 2018 plutôt qu'une baisse.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

FOCUS 1

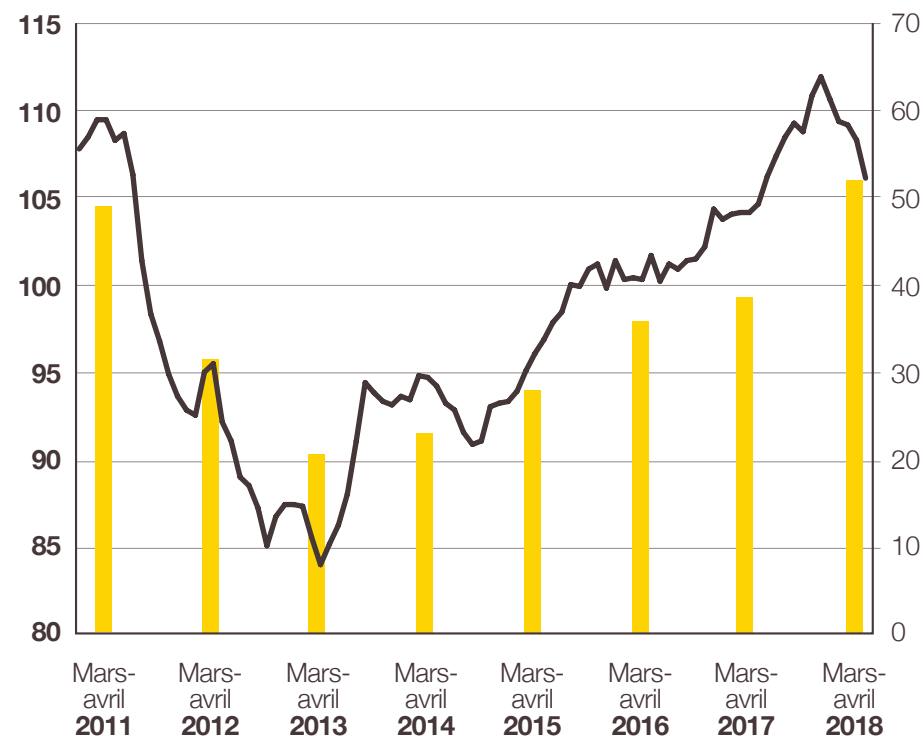
Quelle cohérence entre les résultats de l'enquête sur les ETI et les derniers indicateurs conjoncturels ?

Les résultats très positifs de l'enquête sur les ETI peuvent paraître en partie surprenants au regard du repli des derniers indicateurs conjoncturels au 2^e trimestre. Pour autant, ils demeurent cohérents puisque l'enquête compare l'évolution des réponses des ETI entre mars-avril 2017 et mars-avril 2018, période où les indicateurs conjoncturels s'inscrivent eux aussi en nette hausse⁽¹⁾.

En effet, si le recul de l'indice du climat des affaires de l'INSEE (5 mois consécutifs de baisse : 106,2 points en mai contre 112,1 en décembre 2017) traduit bien un moindre optimisme des chefs d'entreprise au regard de la conjoncture à venir, notamment dans un contexte de grève des transports qui peut peser sur la confiance dans les Services, il demeure élevé. L'indicateur reste en effet sensiblement au-dessus de sa moyenne de long terme (100 points).

⁽¹⁾ À titre illustratif, l'indice du climat des affaires de l'INSEE s'inscrit en hausse de +5 % sur 1 an en mars 2018 et de +4 % en avril 2018.

• INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES EN FRANCE ET PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE EN COURS



Lecture : échelle verticale de gauche = climat des affaires en France (indice, moyenne de long terme = 100).
échelle verticale de droite = prévision d'évolution du CA (solde d'opinion en %).

Source : INSEE, enquêtes mensuelles de conjoncture - Bpifrance Le Lab - DGE, enquêtes annuelles auprès des ETI.

Suivant la tendance amorcée depuis 2016, la demande devrait continuer de se renforcer en 2018

L'optimisme sur l'activité en 2018 est soutenu par de bonnes perspectives sur les carnets de commandes, qui s'étaient déjà fortement étoffés en 2017⁽¹⁾. L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse à nouveau de 8 points en 1 an, à +33. Il atteint ainsi son plus haut niveau de 2011.

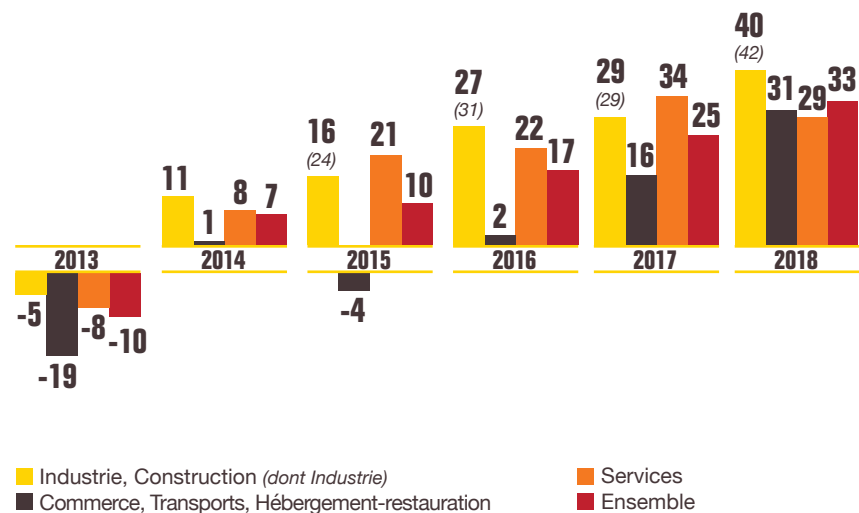
Cette tendance se vérifie pour l'ensemble des ETI quels que soient leur taille, leur degré d'internationalisation ou leur caractère innovant. Seul le secteur des Services craint un ralentissement de la demande.

Les anticipations de hausse de la demande sont les plus fortes dans les ETI de 500 salariés et plus (+36), dans l'Industrie (+42), parmi les innovantes (+39) et chez celles fortement internationalisées (+48).

A *contrario*, la progression attendue de la demande apparaît la plus faible chez les non-innovantes (+23) et dans le secteur des Autres services (+25).

⁽¹⁾ L'indicateur des carnets de commandes ou de réservations passées (année 2017), à +16, est à son meilleur niveau depuis le début de l'enquête. Il gagne 7 points en 1 an.

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE COMMANDES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



Base : échantillon redressé.

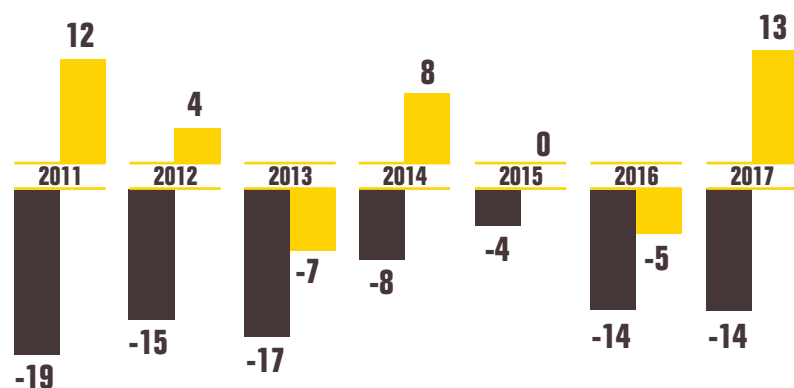
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Exportations

Les ETI dans leur ensemble n'ont pas totalement atteint leurs objectifs en 2017

En 2017, seules les ETI fortement internationalisées ont dépassé leurs objectifs à l'exportation. Le solde d'opinion progresse de 18 points en 1 an. *A contrario*, les ETI moyennement internationalisées ne réalisent pas toujours leurs objectifs, le solde d'opinion se stabilisant à -14.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2018)
- 25 % et plus (22 % des ETI en 2018)

Base : échantillon redressé.

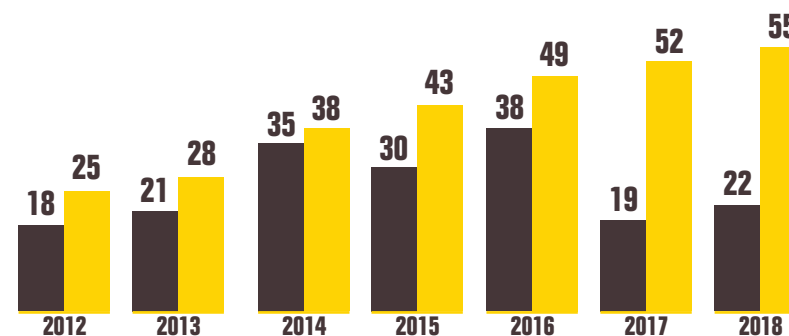
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Pour 2018, les anticipations d'évolution des exportations demeurent optimistes surtout chez les ETI fortement internationalisées

L'indicateur prévisionnel d'activité à l'exportation progresse de 3 points par rapport à celui de 2017 à +40, son 2^e point le plus haut depuis le début de l'enquête. Les ETI très internationalisées sont de nouveau très optimistes, proches du plus haut de 2011. Chez les moyennement internationalisées, les perspectives se redressent modestement (indicateur en hausse de 3 points, à +22, mais inférieur à la moyenne à +26).

Contrairement aux années précédentes, les entreprises exportatrices prévoient, pour 2018, une hausse plus importante de leur chiffre d'affaires en France qu'à l'étranger où le niveau de leur activité restera à peu près stable. En effet, l'indicateur d'évolution de l'activité en France progresse de 23 points en 1 an (à +39), alors que ceux à destination de l'Union européenne ou du reste du monde gagnent respectivement 2 et 1 points (à +18 et +16).

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS EN %)



Part du CA à l'international :

- 5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2018)
- 25 % et plus (22 % des ETI en 2018)

Base : échantillon redressé.

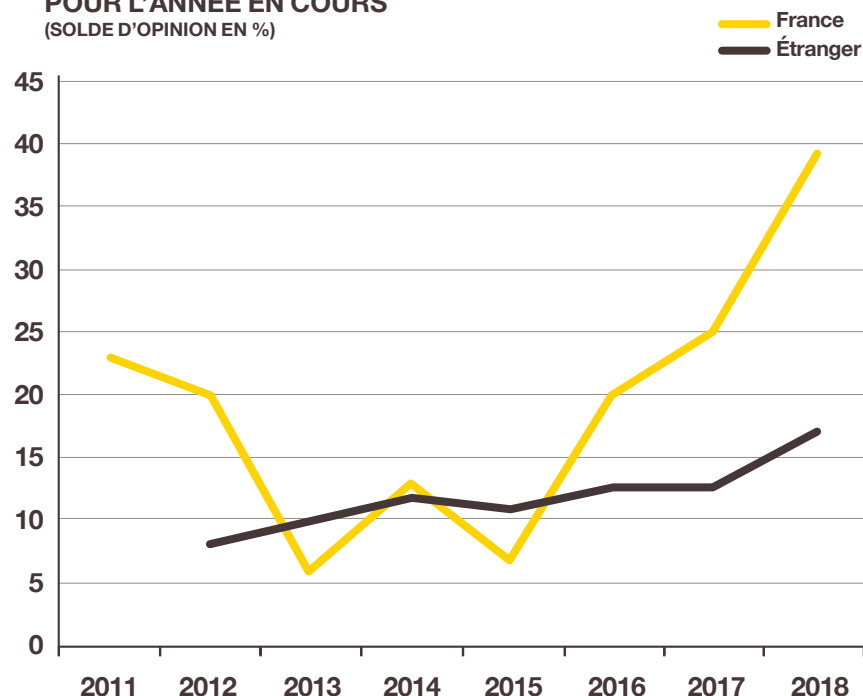
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

03.

EMPLOI
DES EFFECTIFS PRÉVUS
EN FORTE PROGRESSION
EN FRANCE, ET DANS
UNE MOINDRE MESURE,
À L'ÉTRANGER

Le solde prévisionnel des effectifs dans l'Hexagone, où les ETI nationales rassemblent 87 % de leurs effectifs mondiaux, progresse de 14 points par rapport à 2017, à +39. Il s'agit de la prévision la plus favorable depuis 2011, début de l'enquête. Les effectifs à l'étranger sont également prévus en hausse, l'indicateur, à +17, gagnant 4 points en 1 an.

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Nota : en 2011, l'effectif à l'étranger n'était pas demandé dans l'enquête.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Le redressement des effectifs en France est net dans l'ensemble des secteurs : Industrie (+10 points), Construction (+36 points) et les Services (+11 points). En termes d'évolution, ce sont les plus petites ETI qui pensent renforcer le plus leurs effectifs en France. Leur indicateur progresse de 19 points par rapport à 2017 contre +13, et +14 points pour les moyennes et grandes ETI. Pour autant, la création d'emploi reste la plus dynamique chez les ETI de 500 salariés et plus. En termes qualitatifs, on note que les entreprises fortement internationalisées pensent augmenter le plus leurs effectifs tant en France qu'à l'étranger. En effet, l'indicateur progresse respectivement de 28 points et 18 points en 1 an (à +50 et +57).

• PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS DES ETI EN 2018 (SOLDE D'OPINION EN %)

	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (rappel mars 2017)	FRANCE (rappel mars 2017)
TAILLE EN 2017 (effectif total)			
< 250 salariés	17 %	+3 (+4)	+37 (+18)
250 à moins de 500 salariés	33 %	+11 (+7)	+31 (+18)
500 à moins de 5 000 salariés	50 %	+24 (+20)	+44 (+32)
SECTEURS			
Industrie	26 %	+27 (+22)	+35 (+25)
Construction	6 %	+15 (+5)	+53 (+17)
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	39 %	+8 (+6)	+32 (+17)
Services	29 %	+20 (+17)	+50 (+39)
PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2017			
Moins de 5 %	61 %	+3 (+3)	+41 (+24)
5 % à moins de 25 %	17 %	+27 (+21)	+39 (+31)
25 % et plus (ETI très internationalisées)	22 %	+44 (+35)	+38 (+24)
PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2017			
Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	14 %	+57 (+39)	+50 (+22)
75 % à moins de 95 %	11 %	+42 (+34)	+50 (+44)
95 % à moins de 100 %	9 %	+30 (+42)	+35 (+41)
100 %	66 %	+2 (+3)	+36 (+21)
CLASSIFICATION « INNOVANTES »			
ETI innovantes	60 %	+25 (+19)	+45 (+29)
ETI non innovantes	40 %	+3 (+7)	+30 (+19)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+17 (+13)	+39 (+25)

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

FOCUS 2

Difficultés de recrutement 9 ETI sur 10 ont rencontré des difficultés de recrutement plus ou moins importantes

Faisant écho à l'augmentation de la demande de travail en France, 35 % des ETI ont rencontré d'importantes difficultés de recrutement au cours de l'année écoulée et 55 % quelques-unes. Seules 10 % des ETI ne sont pas concernées ou n'en n'ont pas rencontrées. Les ETI qui ont plus de 95 % de leur effectif salarié en France pâtissent le plus d'importantes difficultés de recrutement (37 % d'entre-elles contre 28 % chez les autres ETI).

Comme les PME interrogées en avril dernier sur ce même sujet⁽¹⁾, 4 ETI sur 5 mettent en avant la difficulté d'établir une adéquation entre leurs attentes et celles des candidats. En revanche, elles sont plus nombreuses que les PME (56 % contre 27 %) à se considérer elles-mêmes, ou leur organisation, à l'origine de ces difficultés. De façon plus détaillée, elles évoquent d'abord le niveau de qualification du candidat (mentionné par 61 % des répondants concernés) et son manque d'expérience (30 %) ainsi que l'implantation géographique de leur entreprise (31 % - problématique citée par 49 % des ETI industrielles). Figurent ensuite, pour environ 1 ETI sur 4, le niveau du salaire demandé et l'adaptabilité à l'entreprise.

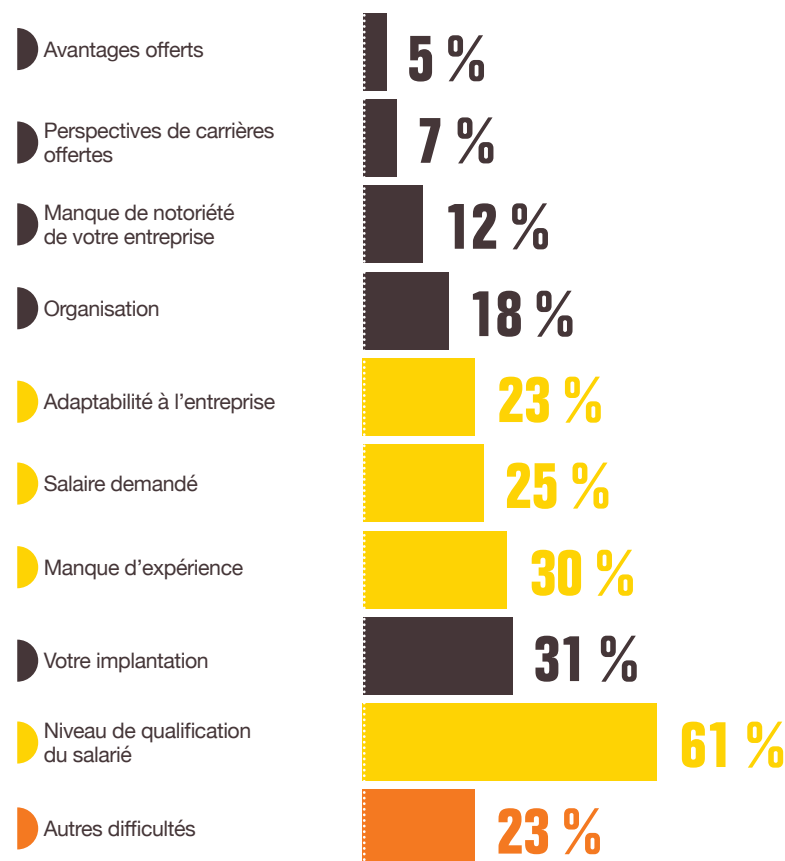
Parmi les secteurs les plus exposés aux difficultés importantes de recrutement en 2017 figurent la Construction (48 % des entreprises ont rencontré un niveau élevé de difficultés) suivie par les secteurs du Commerce/Transports/Tourisme (37 %).

Les ETI non-innovantes sont les plus touchées par des difficultés importantes (38 % contre 33 % chez les innovantes). En parallèle, ce sont les ETI qui exportent moins de 25 % de leur chiffre d'affaires, voire pas du tout, qui en pâtissent le plus (38 % contre 25 % chez les fortement exportatrices).

(1) Bpifrance Le Lab - Rexecode, trésorerie, investissement et croissance des PME - Baromètre trimestriel, mai 2018.



Note de lecture : 79 % des ETI ont cité au moins 1 des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en jaune) comme source de difficultés à recruter.



Base : échantillon redressé - ETI ayant rencontré des difficultés de recrutement.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

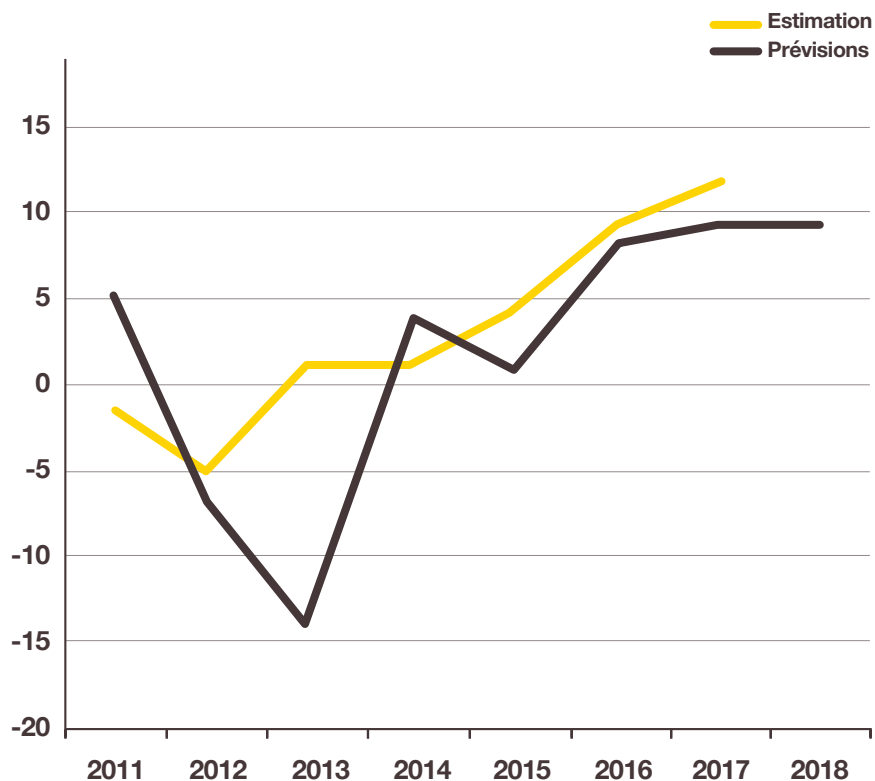
04.

**SITUATION
FINANCIÈRE**
L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION
FINANCIÈRE EN 2017 DEVRAIT
SE POURSUIVRE CETTE ANNÉE

La situation de la trésorerie en 2017 est jugée « aisée » par 25 % des ETI et « difficile » par 13 %. À +12, l'indicateur de la trésorerie passée progresse de 3 points sur 1 an. Il est à son meilleur niveau depuis 2011.

Les trésoreriers devraient continuer de s'assouplir en 2018, l'indicateur prévisionnel se stabilisant à son point haut (+9).

• **ESTIMATION DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ANNÉE PASSÉE ET ÉVOLUTION ATTENDUE SUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)**



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

L'amélioration de l'état de la trésorerie est quasi générale selon les différentes catégories d'ETI, même si certains écarts demeurent.

En termes sectoriels, le contraste reste prononcé entre les ETI de l'Industrie (solde d'opinion à +20) et celles du groupe Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+4).

• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)**



• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)**



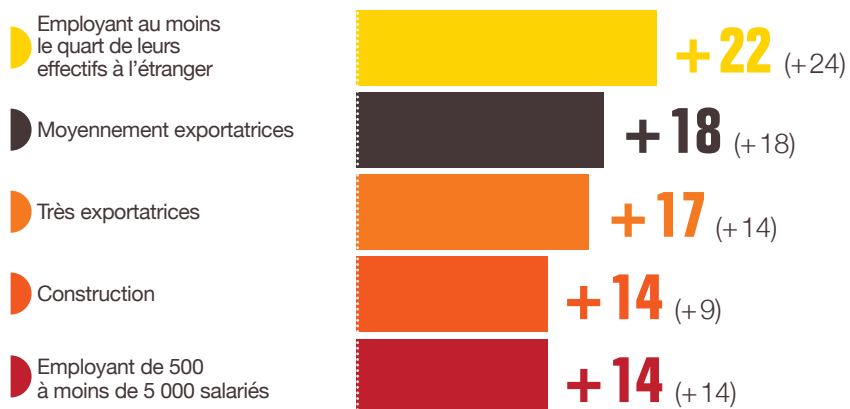
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Les ETI, dans leur ensemble, espèrent une nouvelle amélioration de leur situation de trésorerie en 2018.

Les ETI employant au moins 500 salariés, les ETI de la Construction, celles exportatrices et celles bien implantées à l'étranger sont les plus optimistes quant à l'évolution attendue de leur trésorerie sur l'année en cours.

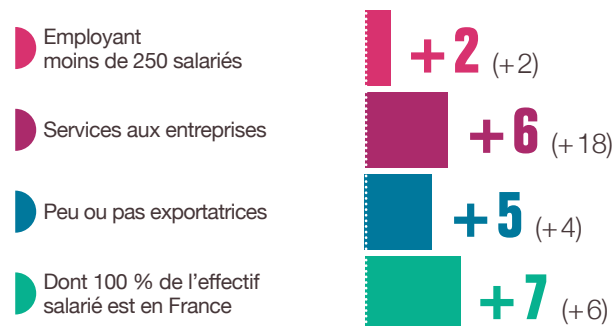
• **ETI PRÉSENTANT LE MEILLEUR INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2018** (rappel 2017)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

• **ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2018** (rappel 2017)
(SOLDE D'OPINION EN %)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

05.

**CROISSANCE
INTERNE**

**LES ETI DANS LEUR ENSEMBLE
ONT INTENSIFIÉ LEUR POLITIQUE
D'INVESTISSEMENT EN 2017.
LES PRÉVISIONS 2018 RESTENT
TRÈS BIEN ORIENTÉES**

Le volume global des investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ a continué de progresser en 2017. L'indicateur en solde d'opinion s'établit à +46, les investissements étant déclarés en hausse dans 53 % des cas et en baisse dans 7 %. Il gagne ainsi 13 points en 1 an et atteint son plus haut niveau dans l'enquête.

Toutes les ETI, quels que soient leur taille, leur secteur d'activité, le degré d'internationalisation et leur caractère innovant ou pas, ont augmenté leurs dépenses d'investissement.

Toutefois, l'augmentation est particulièrement marquée chez celles du secteur des Services (+21 points), et les fortement exportatrices (+21 points).

Les prévisions d'investissement de croissance interne pour 2018 sont de nouveau bien orientées. L'indicateur prévisionnel progresse de 10 points à +35, son meilleur niveau depuis 2011.

L'investissement s'accélérait le plus dans les Services (+22 points, à +51).

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

06.

**CROISSANCE
EXTERNE**

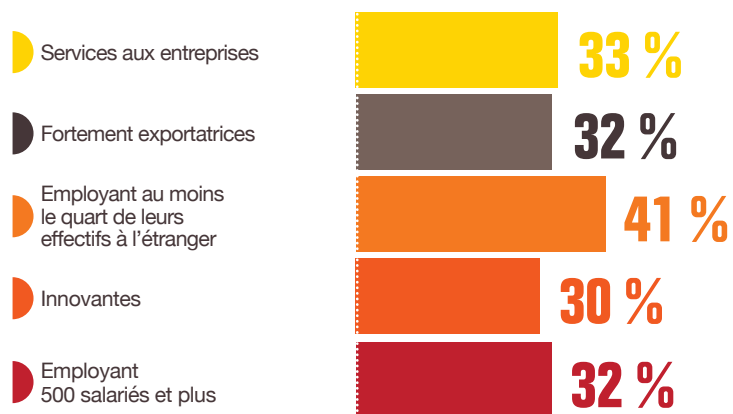
**CRÉATIONS DE FILIALES
ET PRISES DE PARTICIPATIONS
SONT EN HAUSSE, TANT CELLES
REALISÉES EN 2017 QUE CELLES
EN COURS OU À L'ÉTUDE**

Le quart des ETI a créé au moins une filiale en 2017...

En 2017, 26 % des ETI nationales ont créé au moins une nouvelle filiale en France ou à l'étranger, proportion quasi stable par rapport à l'année précédente (25 %).

La proportion est supérieure à la moyenne dans la Construction, chez les ETI les plus exportatrices et internationalisées, les innovantes et chez celles employant 500 salariés et plus.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EN 2017 EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE 26 % POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**
(EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



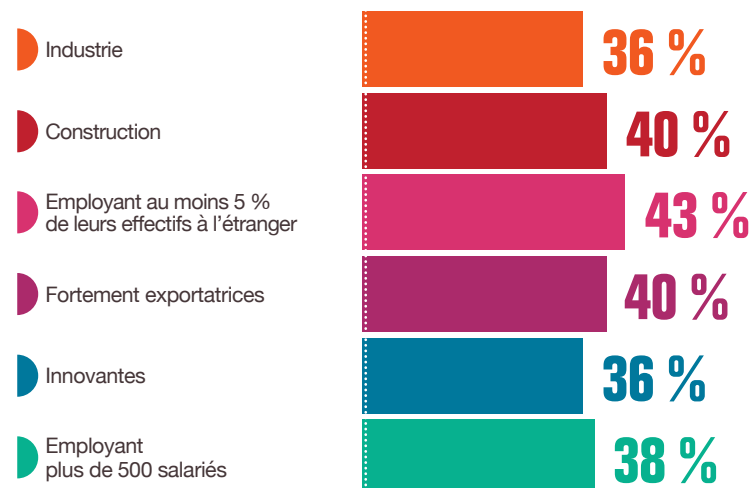
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

... et 30 % ont des projets de création de nouvelles filiales en 2018

En hausse de 2 points par rapport à 2017, c'est la proportion la plus élevée dans l'enquête depuis 2011. Elle est la plus forte dans l'Industrie et la Construction, dans les ETI très exportatrices et internationalisées, les innovantes et les ETI de plus de 500 salariés.

- **LES PROJETS DE CRÉATION DE FILIALES EN 2018 SONT PLUS FRÉQUENTS CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**
(EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



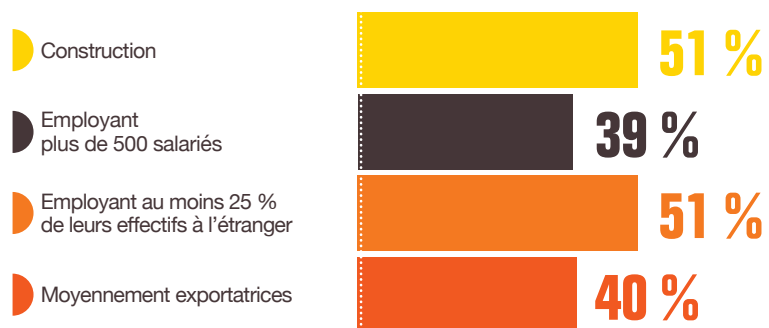
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

3 ETI sur 10 ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2017...

En 2017, 31 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre société, dans la moyenne des années précédentes.

- LA PROPORTION D'ETI AYANT PRIS DES PARTICIPATIONS EN 2017 DANS D'AUTRES ENTREPRISES DÉPASSE LA MOYENNE DE 31 % DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



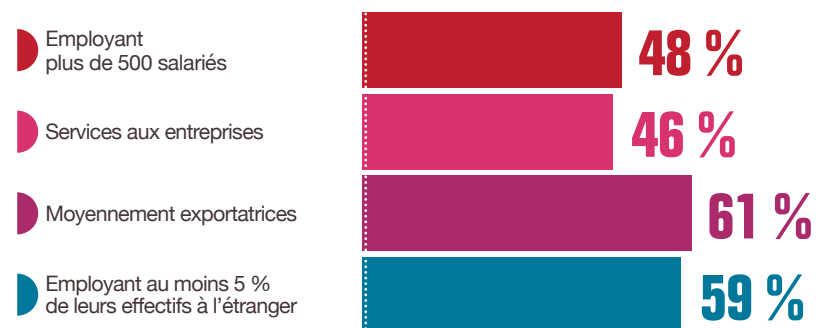
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

... et 4 sur 10 envisagent de prendre de nouvelles participations en 2018

La proportion de 42 % d'ETI avec des projets de prises de participations demeure dans la continuité de 2017 (41 %). Il faut remonter à 2011 pour retrouver une telle fréquence de projets.

- LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Près d'1 ETI sur 5 a des projets de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

Cette proportion progresse de 2 points par rapport à celle de 2017 (16 %).

• RÉPARTITION DES ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS FERMES À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES) (rappel en 2017)

UNION EUROPÉENNE

56 % (61 %)

ASIE

28 % (20 %)

AMÉRIQUE DU NORD

20 % (19 %)

AFRIQUE

19 % (16 %)

EUROPE HORS UE

15 % (8 %)

AMÉRIQUE LATINE

8 % (5 %)

OCÉANIE

3 % (1 %)

Lecture : parmi les 18 % d'ETI ayant au moins un projet ferme à l'étranger, 56 % ont un projet à court terme dans l'Union européenne, contre 61 % en 2017.

Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins un projet ferme à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

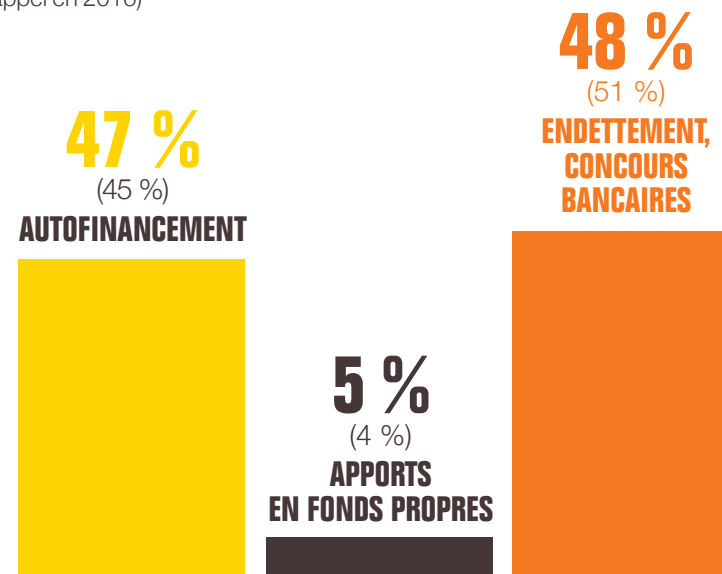
L'Union européenne reste de très loin la 1^{re} zone d'implantation ciblée, avec 56 % des ETI ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie (28 %), l'Amérique du Nord (20 %), l'Afrique (19 %), puis l'Europe hors UE (15 %), l'Amérique latine (8 %) et l'Océanie (3 %). Toutefois, il est à noter que la proportion de projets d'implantation en Union européenne est moindre qu'en 2017 (-5 points) notamment au profit de l'Asie (+8 points) et de l'Europe hors UE (+7 points). Parmi ces ETI ayant des projets fermes d'implantation en dehors de l'Hexagone, la moitié appartiennent au secteur de l'Industrie et 80 % sont déjà internationalisés.

Près de la moitié des investissements de croissance de 2017 a été financée par l'endettement et les concours bancaires...

Pour financer leurs investissements, les ETI ont eu recours à l'endettement financier et aux concours bancaires, mais dans une moindre mesure que l'année précédente. Le poids moyen dans le plan de financement ressort à 48 %, contre 51 % en 2016. Cette proportion reste significative. La faiblesse historique des taux d'intérêt explique sans doute cette orientation.

La part relative des apports en fonds propres s'établit à 5 % des besoins en moyenne, en hausse de 1 point sur 1 an.

• PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2017 (rappel en 2016)



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

... et les ETI souhaitent toujours recourir davantage à l'endettement financier en 2018

De même que les investissements courants devraient rester dynamiques en 2018, avec un solde d'opinion prévisionnel de + 35, les projets de nouvelles filiales et prises de participations restent bien orientés sur 1 an. Les besoins de financement des ETI nationales devraient donc s'accroître.

Dans un contexte de coût du crédit aux entreprises toujours très favorable, les ETI envisagent à nouveau de réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier. En effet, 23 % souhaitent augmenter la part relative des concours financiers externes et 10 % la réduire, le solde d'opinion prévisionnel restant très positif à +13.

Le recours aux fonds propres serait également en très légère hausse, le solde d'opinion devenant positif à +1 après -1 en 2017. À l'inverse, le solde prévisionnel reste négatif, à -3 pour l'autofinancement contre -6 l'année précédente.

Si la hausse de l'endettement reflète une bonne résilience de l'investissement des entreprises françaises, il les expose, *a contrario*, à une remontée future des taux d'intérêt ou à une baisse du prix des actifs.

07.

**FINANCEMENTS
EXTERNÉS**
LES ETI ONT POUR LA PLUPART
UN ACCÈS AISÉ AU CRÉDIT

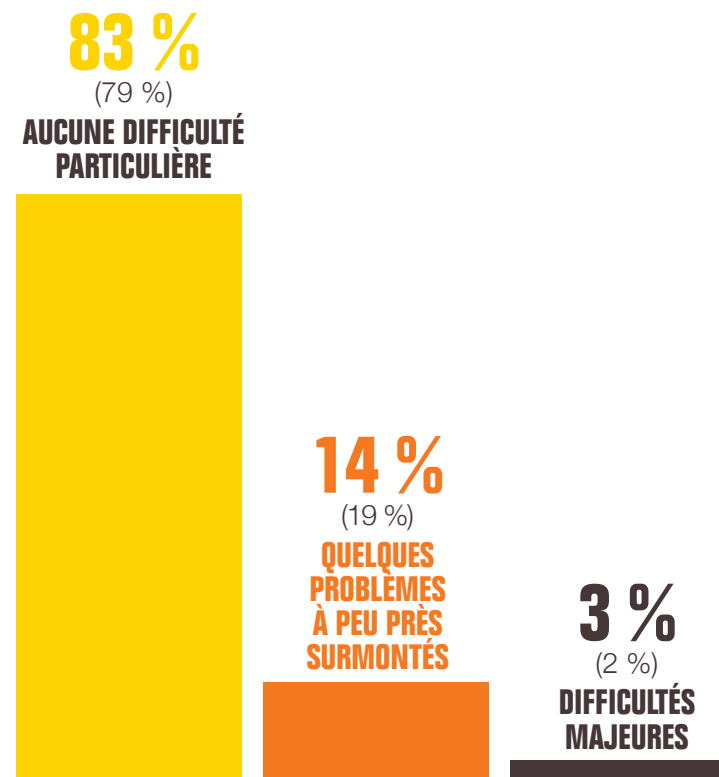
3 % seulement des ETI ont eu des difficultés majeures pour obtenir des concours financiers⁽¹⁾ en 2017

En 2017, 2 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, sans changement par rapport à 2016.

De la même façon, elles ne sont que 2 %, comme en 2016, à avoir dû annuler ou reporter des projets d'investissement faute d'obtention du soutien des établissements de crédit.

(1) Pour financer leur exploitation courante et/ou leurs investissements.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2017 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE ET/OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT :
(rappel en 2016)



Note de lecture : 83 % des ETI n'ont rencontré aucune difficulté particulière que ce soit pour le financement de leur trésorerie ou de leurs investissements.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

La réduction des marges d'exploitation freine un peu moins le développement des ETI

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur 4 types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise :

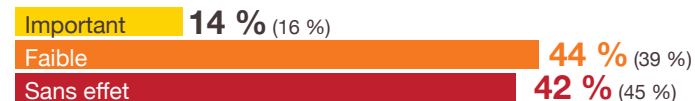
- le manque de fonds propres ;
- l'endettement excessif ;
- le resserrement des conditions d'accès au crédit ;
- la réduction des marges.

Les 3 premiers facteurs, purement financiers, pèsent relativement peu. Ils n'affectent de façon importante que 12 à 14 % des ETI.

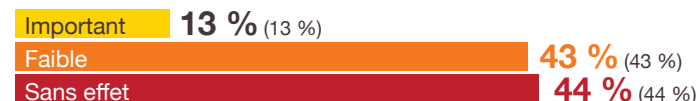
En revanche, l'insuffisance des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement des ETI, même si ce frein continue de se relâcher, avec 47 % de citations après 51 % en 2017, 53 % en 2016 et 55 % en 2015.

- APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN MARS 2018 (rappel en mars 2017)

MANQUE DE FONDS PROPRES



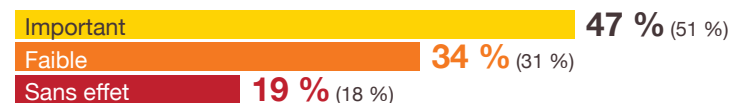
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Des contraintes d'accès au crédit assez limitées

En matière d'accès aux concours bancaires à court terme, seules les garanties demandées par les établissements de crédit pèsent de façon significative, avec 17 % de citations, soit 1 point de moins qu'en 2017.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût d'assurance ne sont mentionnés que par 7 % et 5 % des ETI, proportions voisines de celles observées en 2017 (6 %).

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN MARS 2018 (rappel en mars 2017)

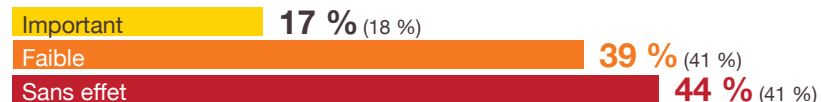
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE



GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Pour ce qui concerne l'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI est constant par rapport à celui de 2017.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont estimées pesantes par 23 % des ETI, soit 2 points de moins que l'année précédente.

Comme en 2017, le niveau des taux d'intérêt est considéré contraignant par 8 % des ETI, et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement est jugé beaucoup trop lourd par 7 % des entreprises.

• APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN MARS 2018 (rappel en mars 2017)

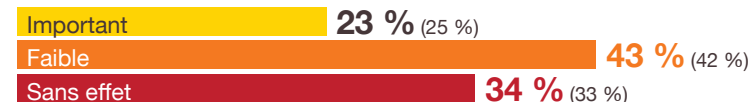
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE

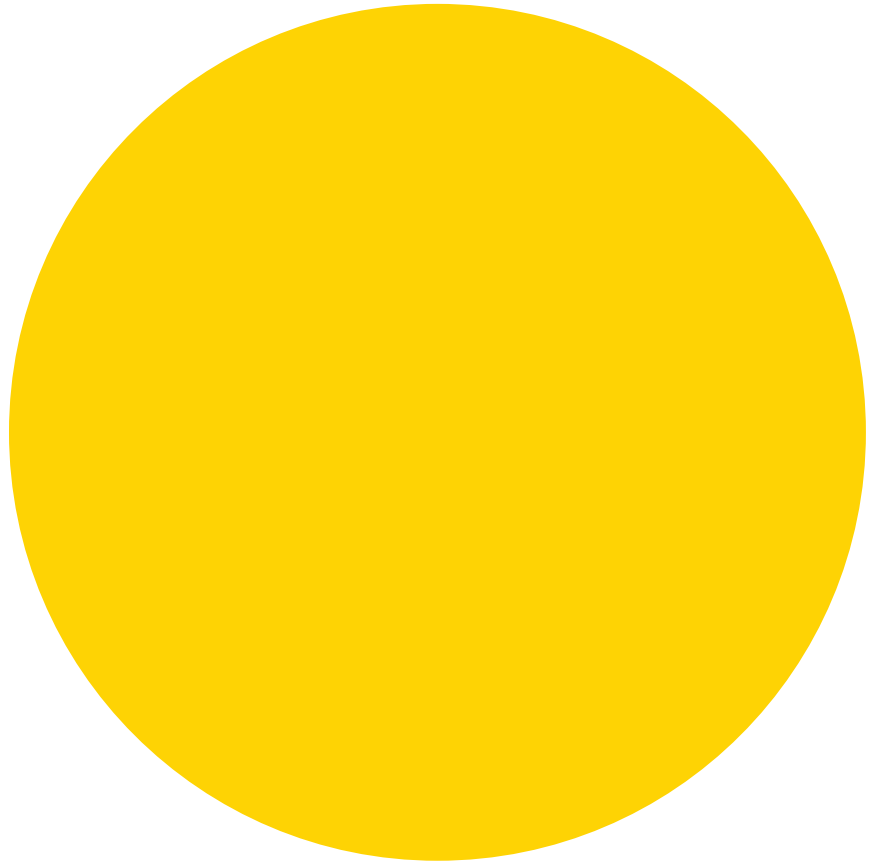


GARANTIES EXIGÉES



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.



Ces résultats proviennent de la 8^e enquête de conjoncture menée conjointement par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales ⁽¹⁾, en mars 2018. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des **petites et moyennes entreprises (PME)** ⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les **grandes entreprises (GE)**.

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 485 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2017 et des entreprises qualifiées « ETI » par la **DGE** ⁽³⁾ ou **Bpifrance** ⁽⁴⁾.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises début mars 2018. Sur les 952 questionnaires reçus avant le 24 mai, 531 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (77 % de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

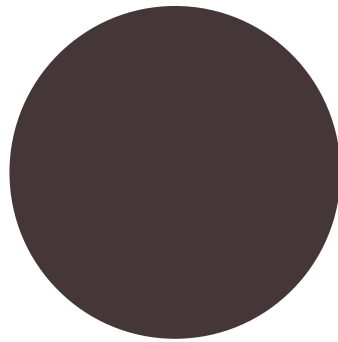
- Indicateurs en évolution = $[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau = $[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Entreprises sélectionnées à partir des bases INSEE.

(4) Entreprises sélectionnées par **Bpifrance** via ses études et enquêtes.



**SERVIR
L'AVENIR**

